

**2019**  
**75<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE**  
**DE LA**  
**LIBÉRATION**

# LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

**FRANCE D'ABORD**  
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris  
N° 1339-1340-1341-Avril-Mai-Juin 2019

## 6 JUIN 1944 : « C'EST LA BATAILLE DE LA FRANCE... »



De Gaulle s'adresse à la France



Sur les plages du débarquement



Des Français parmi les troupes débarquées

### LE DISCOURS DU GENERAL DE GAULLE

«La bataille suprême est engagée !  
«Après tant de combats, de fureurs, de douleurs, voici venu le choc décisif, le choc tant espéré. Bien entendu, c'est la bataille de France et c'est la bataille de la France !

«D'immenses moyens d'attaque, c'est-à-dire pour nous, de secours, ont commencé à déferler à partir des rivages de la vieille Angleterre. Devant ce dernier bastion de l'Europe à l'ouest fut arrêtée naguère la marée de l'oppression allemande. Voici qu'il est aujourd'hui la base de départ de l'offensive de la liberté. La France, submergée depuis quatre ans, mais non point réduite, ni vaincue, la France est debout pour y prendre part.

«Pour les fils de France, où qu'ils soient, le devoir simple et sacré est de combattre par tous les moyens dont ils disposent. Il s'agit de détruire l'ennemi, l'ennemi qui écrase et souille la patrie, l'ennemi détesté, l'ennemi déshonoré.

«L'ennemi va tout faire pour échapper à son destin. Il va s'acharner sur notre sol aussi longtemps que possible. Mais, il y a beau temps déjà qu'il n'est plus qu'un fauve qui recule.

«De Stalingrad à Tarnopol, des bords du Nil à Bizerte, de Tunis à Rome, il a pris maintenant l'habitude de la défaite.

«Cette bataille, la France va la mener avec fureur. Elle va la mener en bon ordre. C'est ainsi que nous avons, depuis quinze cents ans, gagné chacune de nos victoires. C'est ainsi que nous gagnons celle-là.

«En bon ordre ! Pour nos armées de terre, de mer, de l'air, il n'y a point de problème. Jamais elles ne furent plus ardentes, plus habiles, plus disciplinées. L'Afrique, l'Italie, l'océan et le ciel ont vu leur force et leur gloire renaissantes. La Terre natale les verra demain !

«Pour la nation qui se bat, les pieds et les poings liés, contre l'opresseur armé jusqu'aux dents, le bon ordre dans la bataille exige plusieurs conditions.

« La première est que les consignes données par le Gouvernement français et par les chefs français qu'il a qualifiés pour le faire soient exactement suivies.

«La seconde est que l'action menée par nous sur les arrières de l'ennemi soit conjuguée aussi étroitement que possible avec celle que mènent de front les

armées alliées et françaises. Or, tout le monde doit prévoir que l'action des armées sera dure et sera longue. C'est dire que l'action des forces de la Résistance doit durer pour aller s'amplifiant jusqu'au moment de la déroute allemande.

«La troisième condition est que tous ceux qui sont capables d'agir, soit par les armes, soit par les destructions, soit par le renseignement, soit par le refus du travail utile à l'ennemi, ne se laissent pas faire prisonniers. Que tous ceux-là se dérobent d'avance à la clôture ou à la déportation ! Quelles que soient les difficultés, tout vaut mieux que d'être mis hors de combat sans combattre.

«La bataille de France a commencé. Il n'y a plus, dans la nation, dans l'Empire, dans les armées, qu'une seule et même volonté, qu'une seule et même espérance. Derrière le nuage si lourd de notre sang et de nos larmes voici que reparaît le soleil de notre grandeur».

## SOUTENIR L'ACTION DE L'ANACR

Association Nationale des Anciens Combattants et Amis de la Résistance (A.N.A.C.R.)

**BON de SOUTIEN 2019**

Conservé ce bon, il peut vous faire attribuer un des nombreux cadeaux dont le répartition aura lieu par tirage au sort. La liste en sera publiée dans le numéro du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 du « Journal de la Résistance - France d'abord ».

**Donner à l'ANACR les moyens de vivre et de lutter pour les idéaux de la Résistance !**

Chaque année, l'effort financier fait par les adhérents et par les Amis de l'ANACR, en souscrivant les bons de soutien 2016, en les diffusant autour d'eux, est une aide précieuse irremplaçable pour notre Association, pour lui conserver les moyens financiers de son combat pour la mémoire et les valeurs de la Résistance, pour lutter contre les résurgences du fascisme. Les talons des bons de soutien pourront être, accompagnés de leur règlement, renvoyés au siège national jusqu'au **15 février 2020**.

### DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Journée Nationale de la Résistance
- P. 3 : Editorial
- P. 4-7 : La Résistance en Seine-Inférieure
- P. 8 : Un Préfet Résistant
- P. 9 à 18 : Dossier : Les «Européens libres»
- P. 19 : « La Bête immonde »
- P. 20 : Le Stage national de l'ANACR
- P. 21-22 : Nos deuils
- P. 23 : Avis de recherche
- P. 24 : Les Livres

# 27 MAI : JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE



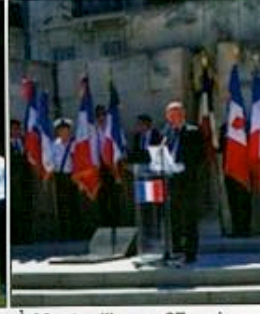
À Paris, devant les Stèles Jean-Moulin



À Brest, une participation lycéenne remarquable



En Ariège, à la mémoire des maquis



À Montpellier, ce 27 mai

Comme chaque année, le 27 mai dernier, dans les jours qui le précèdent ou le suivent, de nombreuses manifestations, cérémonies, conférences, expositions ont été organisées dans le cadre de la Journée Nationale de la Résistance à travers toute la France, dans de nombreuses cités par les comités de l'ANACR, avec concours des municipa-

**PARIS.** Comme ces dernières années, plusieurs initiatives et cérémonies ont marqué dans la capitale la Journée Nationale de la Résistance, célébrée par le Comité Parisien de la Libération en partenariat avec la Mairie de Paris, avec le concours de la Fondation de la Résistance, et de nombreuses associations patriotiques, dont le Comité parisien de l'ANACR.

Dès 10h45 lundi 27 mai, devant le 48 rue du Four où se tint le 27 mai 1943 sous la présidence de Jean Moulin la réunion constitutive du CNR, le Président du C.P.L., Jean Rol-Tanguy, et le maire du 6<sup>e</sup> arrondissement prononcèrent des allocutions d'hommage, en présence de Mme Anne Hidalgo, Maire de Paris.

À 12h30, place de la République, eut lieu l'inauguration du Village des Associations, où se produisirent la chorale des enfants de l'Ecole Beaudricourt (12<sup>e</sup> arr.<sup>de</sup>), la Chorale populaire de Paris et le groupe musical «l'Echo râleur», les lycéens du lycée Victor-Hugo interprétèrent à la toute proche Bourse du travail des extraits d'un spectacle mettant en scène une œuvre d'Elsa Triolet, des évocations de la Nueve...

À 17h15, au bas des Champs-Élysées, le CPL, la Fondation de la Résistance et l'ANACR déposèrent des gerbes au pied des stèles Jean-Moulin, et à 18 h 30 eut lieu le ravivage de la Flamme sur la Tombe du Soldat inconnu par la Fondation de la Résistance.

**FINISTERE.** A Brest, la Journée Nationale de la Résistance a été célébrée le 27 mai avec la participation des élèves du Lycée de l'Harteloire, en présence de deux Résistants, Etienne Pengam et Charles Paperon, membre honoraire du Conseil National de l'ANACR et coprésident du Comité ANACR du Finistère.

Le matin à 10h30, 80 collégiens et lycéens de l'Harteloire, sensibilisés à ces pages tragiques et glorieuses de notre histoire par leur professeur Michel Madec et Gildas Priol, ont rendu hommage, en présence de son fils Jean-Yves et devant la plaque de la rue Jean-Jaurès à son effigie, à Mathieu Donnart, le «colonel Le Pous-sin», chef départemental des FFI, fusillé le 29 juillet 1944. Lors du Forum organisé entre 11h20 et 14h dans l'auditorium du lycée, Anne Friant-Mendrés, présidente départementale de l'ANACR et vice-présidente nationale, présenta l'Association, son histoire, ses combats et objectifs pour transmettre la mémoire des combats de la Résistance et en faire vivre les valeurs, Maryvonne Moal, Présidente départementale de l'AFMD, fit de même pour le rôle de son Association dans la pérennisation de la Mémoire des déportations, son rôle de veille et d'intervention pour lutter contre le négationnisme, l'antisémitisme, le racisme, Etienne Pengam et Charles Paperon apportèrent le témoignage des événements qu'ils vécurent et développèrent le sens de leur engagement.

L'après-midi, se déroula au Monument aux morts de la Place de la Liberté la cérémonie départementale, sous la présidence de M. Pascal Lelarge, Préfet du Finistère, en présence du vice-amiral d'escadre Jean-Louis Lozier, du maire de Brest François Cuillandre, d'Etienne Pengam et Charles Paperon, de représentants des Associations patriotiques et des autorités civiles et militaires. Avant le dépôt des gerbes furent lus le message commun

lités et la présence de représentants des Pouvoirs et organismes publics, avec la participation d'Associations du monde Combattant, de la Résistance et de la Déportation, d'enseignants et d'élèves. Nous en évoquons quelques-unes ci-dessous, nous en évoquerons d'autres dans notre prochain numéro.

de la France libre et de l'ANACR - par une élève du Lycée - et celui de Mme la Secrétaire d'Etat, des gerbes furent déposées au nom des autorités et des Associations, un œillet rouge par chaque lycéen.

**ARIEGE.** En Ariège, une première cérémonie commémorative s'est tenue le 27 mai en montagne, sur la commune de Mercus Garrabet, sur un belvédère où a été érigé un monument à la mémoire des maquis. Après l'accueil des autorités, Paul Gos, président départemental de l'ANACR, a, devant un public nombreux venu de tout le département, retracé l'histoire de ces maquis ariégeois et des combats menés par les résistants, et évoqué le rôle des "passeurs". Lors de cette cérémonie, des collégiens du Couserans ont présenté leur travail pédagogique sur la mémoire des maquis et des résistants et interprété des textes, des poésies (Prévert, Aragon, Garcia Lorca...) et des chorégraphies.

La journée s'est poursuivie par une cérémonie à Foix, où la population était réunie devant le monument de la Résistance pour rendre hommage à ces femmes et ces hommes engagés pour la liberté. Plusieurs jeunes du centre culturel ont participé activement à cette cérémonie par la lecture de textes de Résistants ariégeois.

**HERAULT.** Le 27 mai matin à 10h30, à Montpellier, la Journée Nationale de la Résistance a été célébrée au monument de la Résistance, place Charles-de-Gaulle, devant une assistance d'une centaine de personnes et en présence de MM. Pierre Pouëssel, Préfet de l'Hérault, Philippe Saurel, maire de Montpellier, Président de Montpellier-Métropole, de plusieurs élus du département, de M. Jean-Louis Cassot, Président de l'UDAC, de plusieurs présidents et représentants des Associations patriotiques. Le message national de l'ANACR a été lu par Bruno Cassanas, Président départemental de l'ANACR et membre du Bureau National, le message de Mme Darrieussecq, Secrétaire d'Etat, le fut par M. le Préfet.

**AVEYRON.** Comme chaque année, une cérémonie commémorative de la Journée nationale de la Résistance s'est tenue le 27 mai devant la Maison de la Mémoire, de la Résistance, de la Déportation et de la Citoyenneté d'Aubin en présence de Madame Pascale Rodrigo, Sous-préfète de l'arrondissement de Villefranche, de nombreux élus de Decazeville-communauté et de représentants d'Associations patriotiques. Marie-Josée Augey, Présidente de l'ANACR-Aveyron, rappela la signification de la Journée Nationale de la Résistance et retraça l'Histoire de la création du CNR, Pascal Mazet, Président du Comité de Decazeville, a donné lecture du message national pour la Journée Nationale de la Résistance.

Le 27 mai, devant le monument de la Résistance à Villefranche-de-Rouergue, Josiane Hubentz-Echepare a lu le message national, le 28 mai à Rodez, après la remise des prix du CNRD, les lauréats firent une halte des devant le médaillon Jean-Moulin à la Préfecture, des gerbes furent déposées après l'intervention de Mme la Préfète.

# LE COMBAT DE LA RESISTANCE POUR UNE FRANCE LIBEREE, DEMOCRATIQUE ET SOUVERAINE

Il y a 75 ans, ce 6 juin 1944, sur la côte de Basse-Normandie, les soldats alliés – principalement américains, britanniques et canadiens, mais aussi – au sol, dans les airs et sur mer – polonais, belges, néerlandais et français, ouvraient le «second front», tant attendu après l'immense victoire soviétique de Stalingrad de février 1943 qui mit fin au mythe de l'invincibilité de la Wehrmacht, même si des coups sévères avaient aussi été portés aux forces de l'Axe par le débarquement de novembre 1942 en Afrique du Nord et, suite à ceux de Sicile et d'Italie méridionale de juillet et septembre 1943, par la chute du régime fasciste mussolinien puis la sortie officielle de l'Italie de la Guerre, qui priva le Reich nazi de son principal allié.

«**L**a bataille suprême est engagée... c'est la bataille de France, et c'est la bataille de la France...» avait, dans son message aux Français lancé sur les ondes de la B.B.C. ce 6 juin 1944 proclamé le Général de Gaulle, dont il faut avoir alors à l'esprit une autre déclaration, du 18 avril 1942 et réitérée en termes voisins le 13 juin et le 14 juillet 1943 : «*la Libération nationale ne peut être séparée de l'insurrection nationale*». Une insurrection nationale que les services de la France Combattante avaient préparée en liaison avec la Résistance intérieure, rassemblée depuis le 27 mai 1943 dans le Conseil National de la Résistance, au sein des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), par la mise au point des différents «plans» «vert», «rouge», «bleu», «violet», «montagnard», «tortue», «caïman» de fixation et paralysie des forces d'occupation allemande et de l'appareil militaro-répressif du régime pétainiste.

**E**t, effectivement, dès ses prémices immédiats depuis le début juin et plus particulièrement depuis le 5 juin, partout à travers la France, à la réception des messages codés convenus diffusés par la BBC – ce qu'ont largement popularisé et diffusé depuis plus d'un demi-siècle des scènes du film «*Le jour le plus long*» – la Résistance, qui va intensifier ses actions dès l'annonce du débarquement en cours sur la côte normande, avait entamé les sabotages de centrales, transformateurs et lignes électriques, de matériel ferroviaire, ponts et lignes de chemin de fer, les coupures de routes, etc. Ce à quoi va s'ajouter le harcèlement armé des garnisons allemandes et des troupes nazies en mouvement vers le Front de Normandie pour s'opposer aux forces alliées débarquées.

**A**insi, non seulement dans la proximité de la zone de débarquement, où les maquis bretons et de Basse-Normandie vont directement apporter leur soutien aux forces alliées débarquées, notamment en rendant difficiles par les sabotages de lignes téléphoniques les liaisons des forces allemandes côtières avec leurs état-majors en France et à Berlin, la Résistance va contribuer au succès un temps menacé du débarquement, en ralentissant, par les sabotages de voies de communication et les attaques contre les forces allemandes partout à travers la France, notamment dans le Sud-ouest, l'acheminement de leurs renforts vers la Normandie. L'on connaît l'évaluation célèbre d'Eisenhower quant à la participation de la Résistance à la Libération de la France : l'équivalent d'une dizaine de divisions. Elle en paya ainsi que la population civile dramatiquement le prix, de Tulle à Oradour, Maillé et tant d'autres lieux de martyre.

**C**ette participation de la Résistance à la libération de la France, cette «insurrection nationale» avait un triple aspect : au plan militaire la participation au combat libérateur entamé par les forces alliées en Normandie, mais aussi l'affirmation de la France en tant qu'Etat souverain aux côtés des Etats alliés, en premier lieu les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, et enfin la restauration d'institutions démocratiques en France en remplacement des structures politiques et administratives pétainistes déliquiscentes.

**C**ela n'allait pas de soi : sur le plan militaire, l'état-major interallié avait tenu les Forces françaises libres à l'écart de la première phase du débarquement, dont de Gaulle n'avait été informé quant à sa date exacte qu'au dernier moment ; et l'on verra bientôt qu'il lui fallut batailler pour faire prendre en compte l'objectif militaire de la Libération de Paris, que l'état-major allié voulait contourner. Sur le plan politique, là encore il y avait matière à inquiétude : les plans d'installation dans les zones françaises libérées d'une d'administration militaire interalliée américano-anglo-canadienne (AMGOT), analogue à ce qui s'était fait en Italie, étaient dans les cartons, la monnaie allié de «libération» fut même imprimée. Et ce qui s'était passé en Afrique du Nord au lendemain du débarquement allié, avec l'accord passé avec Darlan et les autorités pétainistes locales, pouvait nourrir quelques inquiétudes.

**L'**insurrection nationale aura permis de surmonter l'essentiel de ces craintes et réticences. En se plaçant lors de la formation du CNR sous l'autorité du général de Gaulle, en unifiant ses forces au sein des FFI, en mettant en place sous le contrôle du CNR des Comités locaux et départementaux de la Libération qui remplaceront les structures pétainistes, en participant aux combats, y compris en rejoignant la nouvelle armée française, la Résistance aura puissamment contribué à la restauration d'une **France libérée, démocratique et souveraine.**

Pierre Martin

## LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

Les problèmes de santé persistants ayant affecté la rédaction et la réalisation du *Journal de la Résistance* ont entraîné des retards de publication, déjà réduits.

Nous sollicitons l'indulgence de nos lecteurs et les prions de nous excuser pour cet inconvénient, en les assurant qu'aucun numéro sera supprimé et que tous leur parviendront.

## LA RESISTANCE EN SEINE-MARITIME

La «Seine-Maritime» n'a pris le qualificatif de «maritime» que le 18 janvier 1955, car c'est sous celui de «**Seine-Inférieure**» qu'il fut, comme les autres départements français, créé le 4 mars 1790. Regroupant plusieurs «pays» du nord de la Normandie – notamment le Pays de Caux, le Pays de Bray, le Roumois... – il est séparé au nord du département picard de la Somme par la Bresle, à l'est de l'Île-de-France par l'Epte, au sud du département de l'Eure par la vallée de la Seine ; et, de l'embouchure de la Seine à celle de la Bresle, le département est bordé par la Manche, que surplombent des falaises crayeuses qu'entailent des vallées de petites rivières côtières, abritant des ports petits ou moyens.

Le département, situé à l'Ouest de la France, connu cependant à deux reprises l'occupation étrangère au 19<sup>e</sup> siècle : la première, suite à la défaite de Waterloo et à la seconde abdication de Napoléon 1<sup>er</sup>, fut de juin 1815 à novembre 1818 celle de troupes britanniques.

La seconde eut lieu lors de la Guerre franco-allemande de 1870-1871 par des troupes prussiennes, mais partiellement : Rouen, Dieppe, Bolbec, Fécamp furent occupées, mais le camp retranché du Havre résista, et des francs-tireurs harcelèrent les Allemands dans le département ; l'armistice fixa la ligne de leurs avant-postes, de Fécamp à Lillebonne.

Duclair fut évacué le 22 janvier 1871, la rive gauche de la Seine au début de mars 1871, après la signature des préliminaires de paix, et le reste du département progressivement jusqu'au 22 juillet, après paiement d'une lourde indemnité de guerre.

Le souvenir des exactions et réquisitions de l'occupant, mais aussi du combat des francs-tireurs contre l'invasisseur, resta très vivace : certaines personnes, très âgées, en avaient même en 1940 encore le souvenir personnel...

Les combats de la Première Guerre mondiale n'atteignirent pas directement la Seine-Inférieure, mais ses hommes tombèrent en nombre : ce sera le cas de 7 500 Havrais. Le Havre, où s'installa en exil le Gouvernement Belge ayant dû fuir son pays envahi, Le Havre où transiteront 1,9 million de soldats britanniques venus combattre en France.

### L'ENTRE-DEUX GUERRES

La Seine-inférieure a, sur le plan économique et social, une triple vocation : rurale (cultures, élevage...), maritime (liaisons transmanche et transatlantique, pêche côtière et hauturière) et industrielle : industries textiles dans les petites vallées affluentes de la Seine, raffineries pétrolières (Gonfreville-l'Orcher, Port-Jérôme, Petit-Couronne...), chantiers navals, industries métallurgiques, chimiques...

Les agglomérations de Rouen et du Havre se densifient, la classe ouvrière et conséquemment le mouvement ouvrier – politique et syndical – se développe.

Lors des élections législatives de 1924, alors que les libéraux et conservateurs obtenaient 7 sièges, les Républicains de centre

– gauche 1 siège, l'Union des Gauches (radicaux et socialistes) 3 sièges, le Parti communiste<sup>1</sup> aura 1 élu.

Bien qu'ayant perdu ce siège en 1928, le Parti communiste gardera une influence notable dans le département, notamment à travers le mouvement syndical CGTU<sup>2</sup> de la Basse-Seine, ayant ses bases dans la Région havraise (constructions navales, métallurgie, dockers) avec Henri Gautier, Fernand Legagneux, Louis Eudier, Roger Le Marec, André Duroméa..., dans la Région rouennaise (textile, métallurgie...) avec Maurice Gautier, Germaine Goujon, Victor Engler, parmi les dockers de Dieppe (Charles Pieters...), chez les enseignants (René Cance, Fernand Châtel...).

Tout au long de l'entre-deux guerres, des conflits sociaux vont éclater dans le département : comme en août 1922 avec la grande grève des métallurgistes havrais, dont la répression fit 3 morts. L'industrie havraise sera durement frappée par la crise économique ayant son origine en 1929 aux Etats-Unis et qui se fait sentir en France en 1930 : il y aura 50% du personnel au chômage aux «Corderies de la Seine» (créées en 1899), 40% aux «Tréfileries et Laminiers du Havre», 30% à la «Compagnie Electromécanique» et aux «Chantiers navals Augustin-Normand» ; seuls 1 500 des 4 000 dockers havrais ont du travail...

Cette situation généra d'importantes tensions sociales : fin juillet 1930, il y aura 10 000 grévistes à Rouen, avec des combats de rue et des barricades... Du 2 décembre 1932 au 18 janvier 1933, les dockers sont en grève contre la baisse des salaires...

En 1931, l'avionneur Louis Bréguet implante au Havre une usine d'hydravions. Elle va bientôt acquérir une notoriété dans le mouvement social, qui va se déclencher après la victoire lors des élections législatives des 26 avril et 3 mai du «Front populaire», coalition politique rassemblant principalement les Partis communiste, socialiste et radical, formée entre juillet 1934 et mai 1935 en réaction à la tentative des ligues d'extrême-droite de prendre d'assaut la Chambre des Députés le 6 février 1934.

En Seine-Inférieure, alors qu'au Havre et à Dieppe des Croix-de-feu tentaient le 7 février de manifester en solidarité avec les émeutiers du 6 à Paris<sup>3</sup>, une riposte allait s'organiser avec les syndicats ouvriers et les partis de gauche : dès le 9 février, plusieurs milliers d'ouvriers manifestèrent au Havre, un millier d'autres à Sotteville, le 12 février la riposte antifasciste prendra de l'ampleur : au Havre la grève sera totale à la Manufacture de Tabacs et chez Bréguet, sera de 50% chez Augustin-Normand, il n'y

<sup>1</sup> Le 12 décembre 1920, par 65 mandats contre 11, la Fédération socialiste de Seine-Inférieure avait voté l'adhésion à l'Internationale communiste (IC).

<sup>2</sup> Au lendemain de la 1<sup>re</sup> Guerre mondiale, la Révolution bolchevique russe, qui donna naissance à l'IC, suscita aussi la formation d'une «Internationale Syndicale Rouge» (ISR) : ce qui entraînera en France la scission fin 1921 de la CGT en «CGT confédérée», majoritaire, réformiste, proche des socialistes, et en CGT «unitaire» (CGTU), révolutionnaire, adhérente à l'ISR et regroupant des anarchistes et des communistes. En 1936, les deux CGT se réunifieront.



a ni tramways ni autobus ; un cortège de 10 000 personnes défilera. À Rouen, la grève est forte mais moins qu'au Havre. Des grèves et manifestations auront aussi lieu à Dieppe, Fécamp, Elbeuf, Blangy. Le «Front populaire» s'annonce...

Il triomphera aux législatives de mai 1936. Cette victoire va s'accompagner d'un vaste mouvement de grèves avec occupation d'usine, qui débutera le 11 mai à... l'usine Bréguet du Havre, et s'étendra bientôt à travers toute la France, débouchant sur les Accords de Matignon le 8 juin qui institueront notamment la semaine de 40 heures, les congés payés...

Pour autant, la rupture du Front populaire avec le départ des radicaux interviendra en octobre 1938, les remises en cause de ses acquis sont en marche. Les décrets-lois des 12 et 13 novembre 1938 rétablissant la semaine de 6 jours, l'«assouplissement» des 40 heures, la suppression pour les 250 premières de la majoration des heures supplémentaires, déclenchent un mouvement de grèves le 30 novembre 1938, qui va connaître sur le plan national un échec relatif.

La répression patronale tant dans les entreprises nationalisées (Bréguet/SNCAN, Schneider ACH) que du secteur privé (métallurgie, chimie, bâtiment) sera féroce, malgré une participation conséquente : 60,8% de grévistes au Havre, 100% chez les inscrits maritimes, 97,6% des employés portuaires, 89,4% chez les métallurgistes... il y aura 1 500 licenciements collectifs avec réembauches individuelles, des arrestations de dirigeants syndicaux, de lourdes amendes...

Des divisions vont apparaître ou réapparaître dans le mouvement syndical. Et s'approfondir en écho aux événements internationaux : capitulation de Munich face à Hitler en octobre 1938, victoire de Franco en Espagne début février 1939 et «Pacte Germano-soviétique de non-agression» signé le 23 août 1939.

Suite à la signature du Pacte germano-soviétique, le Parti communiste – qui l'a approuvé – va être interdit le 26 septembre, de même que sa presse. Ses députés, conseillers d'arrondissement et généraux, ses maires, qui n'ont pas désavoué le Pacte, sont suspendus avant d'être déchus, poursuivis, arrêtés.

Ces mesures vont s'étendre aux associations de tous ordres (de jeunesse, culturelles, sportives...) qui en sont proches ; au sein du mouvement syndical, le Bureau

<sup>3</sup> 5 600 Camelots du Roi (200 à Rouen, 200 au Havre, 100 à Dieppe), 350 Jeunesses patriotes (170 à Rouen, 120 au Havre, 60 à Dieppe), 4500 Croix-de-feu au Havre, 300 à Rouen...

de l'Union Départementale CGT, dont le secrétaire général est Fernand Legagneux (PC) et qui compte 9 « ex-unitaires » communistes et 2 réformistes, refuse d'exclure les communistes du mouvement syndical : les forces de l'ordre interviennent et 16 syndicats et Unions syndicales sont dissouts... Plusieurs de leurs cadres rejoindront bientôt la Résistance.

Pour l'heure, la Guerre déclarée le 3 septembre 1939 par la France à l'Allemagne, en solidarité avec la Pologne agressée depuis le 1<sup>er</sup> septembre par le Reich nazi, se traduit par une quasi-inactivité militaire sur la frontière franco-allemande, c'est ce qu'on appellera la « Drôle de Guerre »...

## LA SEINE-INFÉRIEURE OCCUPEE

Le 10 mai 1940, la Wehrmacht mettra fin à cette « Drôle de Guerre » en passant à l'attaque à l'Ouest, notamment à travers la Forêt des Ardennes, le 13 mai 1940, elle franchit la Meuse à Sedan. Les Panzers entament leur marche vers le Sud-ouest et les côtes de la Manche, en un vaste mouvement tournant. Le 7 juin, ils franchissent la Bresle et l'Epte, le 9 juin, ils entreront dans Rouen, dont les ponts ont sauté et où les combats de rue déclenchent un incendie ravageur dans le centre. Sur la Basse-Seine, les dépôts de carburant des raffineries sont incendiés par les Français en retraite. La population normande prend, avec les réfugiés belges et du Nord de la France, la route de l'exode.

Le 10 juin, alors que Fécamp est prise, la 7<sup>e</sup> Panzer, commandée par Rommel, atteint la Manche aux Petites Dalles, où elle commettra un crime de guerre en assassinant 4 civils de 36 à 74 ans. Le 11 juin, Doudeville, « capitale du lin », est prise. Le 12 juin, encerclés dans et autour du port de Saint-Valery-en-Caux – d'où seulement 3 300 militaires alliés ont pu s'embarquer pour l'Angleterre – 40 000 hommes, dont 6 000 Ecosais de la 51<sup>e</sup> *Highland Division*, sont faits prisonniers.

L'offensive allemande a été précédée par des bombardements de la Luftwaffe sur Le Tréport, Eu, Blangy, Aumale Foucarmont, Londinières, Yvetot, Doudeville, Yerville, Caudebec-en-Caux, Gournay, Dieppe ; Le Havre a été bombardé le 29 mai... Neufchâtel-en-Bray perd 95% de ses habitations...

Le 13 juin, toute l'agglomération rouennaise est sous contrôle allemand, Le Havre tombe le même jour, Elbeuf le 14 juin... A Rouen, les Allemands installent à l'Hôtel-de-ville la *Feldkommandantur* 517, avec des *Kreiskommandantur* à Rouen, au Havre, à Dieppe et à Forges-les-Eaux. Le maire Georges Métayer ayant quitté la ville pour prendre la route de l'exode, les Allemands nomment dès le 9 juin son adjoint, Maurice Poissant, maire de l'agglomération rouennaise. Ils nommeront Jacques Tillet à Dieppe, l'abbé Becquet à Elbeuf.

## SOUS L'OCCUPATION

Le recul militaire français s'étant accéléré, Paul Reynaud est remplacé le 16 juin 1940 à la Présidence du Conseil par le maréchal Pétain qui, dès le lendemain, appelle à « cesser le combat ». L'Armistice sera signé le 22 juin, il consacre l'occupation de 60% du territoire français, au nord de la

Loire et sur la façade atlantique, la Seine-inférieure est située dans cette « Zone nord », où une administration militaire allemande se superpose à la française, théoriquement maintenue.

À la faveur de la défaite, Pétain, qui a replié le gouvernement français à Vichy va, le 10 juillet 1940, se faire voter – sous la menace – les pleins pouvoirs pour remplacer la République par l'Etat Français ; un régime fascisant qui va s'engager dans la collaboration avec l'occupant. Un seul parlementaire de Seine-inférieure, le député Octave Crutel<sup>4</sup>, va voter contre les « pleins pouvoirs », un autre, de l'Alliance démocratique, Georges Bureau, s'abstiendra : 5 sénateurs et 4 députés voteront les pleins pouvoirs<sup>5</sup>.

## LA COLLABORATION...

Le 4 septembre 1940, le Préfet Roger Verlomme<sup>6</sup> est révoqué par le gouvernement pétainiste et quitte le département le 21, étant remplacé par René Bouffet, ancien sous-préfet du Havre et préfet de la Manche, qui fit disparaître les en-tête « République française » de ses courriers officiels ; il sera le premier à appliquer la législation antisémite du régime pétainiste dit de l'« Etat français ». En juin 1941, il sera nommé Préfet régional de Rouen, avec autorité sur les départements de Seine-Inférieure, Calvados, Eure, Orne et Manche ; à partir de décembre 1941, il est secondé en Seine-Inférieure par un Préfet-délégué, Joseph Bourgeois.

Bourgeois sera remplacé le 12 mai 1942 comme préfet-délégué par André Pujès, qui prètera serment le 14 juin devant le préfet régional Bouffet ; lequel, nommé Préfet de la Seine, sera remplacé par André Parmentier, préfet régional à partir du 3 septembre 1942, qui aura à partir de novembre Jean Spach comme directeur de cabinet. Il restera en poste jusqu'en décembre 1943, étant alors nommé directeur de Police de Paris, et remplacé comme Préfet Régional par Louis Dramard.

Pierre Guérin, sous-préfet du Havre depuis février 1943, remplacera le 24 janvier 1944 André Pujès comme Préfet-délégué à Rouen, il sera, au lendemain de la visite de Pétain à Rouen le 14 mai 1944, arrêté par les Allemands qui lui reprocheront une indulgence envers les organisations de Résistance.

Pour autant, l'administration préfectorale aura appliqué la politique pétainiste de collaboration avec l'occupant, en premier lieu dans la mise en œuvre dès l'automne 1940 des mesures antisémites et dans la répression de la Résistance.

<sup>4</sup> Entré dans la Résistance, il sera arrêté par la Gestapo fin 1943 et déporté à Buchenwald.

<sup>5</sup> Prisonnier, André Marie, député radical, et Georges Métayer, radical, ne prendront pas part au vote.

Lucien Galimand, député, qui a voté les pleins pouvoirs à Pétain, prendra contact en 1941 avec la Résistance, et rejoindra Londres en 1943. Geoffroy de Montalembert, député, prendra contact avec la Résistance sous le pseudonyme de Joseph Maubert. René Coty, sénateur, sera – pour « services rendus à la Résistance » relevé de l'incapacité consécutive à son vote du 10 juillet 1940 en faveur des pleins pouvoirs à Pétain.

<sup>6</sup> Le 2 février 1941, détaché dans les fonctions de Directeur Administratif du Centre Psychiatrique de Saint-Anne à Paris, il se mit immédiatement en contact avec la Résistance et organisa de nombreuses réunions dans cet établissement, qui servit de refuge à plusieurs hautes personnalités de la Résistance.

Après deux rafles antijuives précédentes, le 6 mai 1942 (77 hommes) puis les 9 et 10 octobre 1942 (44 femmes), les 15 et 16 janvier 1943, une troisième, officiellement décidée en « réponse » à un attentat anti-allemand, arrêtera 155 personnes au Havre, 425 autres dans l'agglomération rouennaise, d'autres encore dans le reste du département. Elles seront envoyées à Drancy avant de prendre le chemin des camps de la mort, d'où peu reviendront.

Ces rafles auront été menées en coopération entre les services préfectoraux – placés sous l'autorité du Préfet régional Parmentier, du préfet Pujès, et du particulièrement zélé directeur du cabinet préfectoral Spach<sup>7</sup> –, le délégué du Commissariat Général aux Questions Juives (CGQJ) Coulon, et les services allemands (Sipo-SD).

Les arrestations auront, sous la supervision du commissaire Madelaine et de l'inspecteur Louis Allie<sup>8</sup>, chef de la Brigade anti-terroriste, c'est-à-dire menant la répression contre la Résistance dans toute la Normandie et auxiliaire apprécié par la Gestapo, qui avait installé ses services rue du Donjon dans un immeuble qui sera détruit en avril 1944 par un bombardement allié, été opérées par la gendarmerie ; dont, dans le « Rapport mensuel des préfets de zone occupée » de décembre 1942 transmis à Vichy, le préfet de Seine-inférieure mettra en doute le loyalisme de certains gendarmes, suspects d'opinions gaullistes.

Outre celui des services officiels pétainistes, la collaboration – dont les deux seuls quotidiens restés autorisés, le *Journal de Rouen* et le *Petit Normand* se font les propagandistes – recevra l'appui des partis de la collaboration : les rapports préfectoraux évalueront à 120 en août 1942 les membres du « Parti Populaire Français » (PPF) de Doriot, à 308 en avril 1944, le « Rassemblement National Populaire » (RNP) de Marcel Déat a plus du double de membres, le « Groupe Collaboration » organise la venue à Rouen de Georges Claude, il y a aussi le « Parti franciste », la Milice s'installera à Rouen le 23 mai 1944...

## LA RESISTANCE...

Une des premières manifestations de Résistance en Seine-inférieure – et même en France – eut lieu avant même la signature de l'armistice, puisque sa date serait le 19 juin 1940.

Ce jour-là, Etienne Achavanne, un ouvrier agricole de 48 ans requis par les forces allemandes pour des travaux d'aménagement de l'aérodrome de Rouen-Boos dont ils venaient de s'emparer, en sectionna les fils électriques et téléphoniques, l'isolant ; ce qui facilita son bombardement le 20 juin par la R.A.F., qui détruisit 18 avions et tua 22 soldats allemands.

<sup>7</sup> Jean Spach, déferé le 6 juin 1946 devant la Cour de Justice de Rouen, sera condamné à 5 ans de travaux forcés ; et à 10 ans par la Cour de Justice de l'Aube, les deux peines étant confondues. De fait, il sera le seul à être condamné, les Préfets, révoqués, seront le plus souvent relevés de la sanction pour de controversés « services rendus à la Résistance ».

<sup>8</sup> Enfui en Allemagne puis revenu en France libérée, Allie sera reconnu et arrêté à Rouen. Il tentera d'échanger des informations sur les collaborateurs normands contre un passeport pour l'Argentine. Jugé du 14 au 16 novembre 1944 avec ses complices, il sera condamné à mort et exécuté le 27 décembre 1944.

# MOUVEMENTS ET MAQUIS...

Dénoncé, condamné à mort le 24 ou 28 juin par un tribunal militaire allemand, Etienne Achavanne fut fusillé le 4 juillet 1940 au lieu-dit «la Maison hantée», sur la côte de Bonsecours à Rouen, Gaston Lefebvre le fut au même endroit le 5 juillet pour détention d'armes allemandes<sup>9</sup>...

Ce sont là des actes individuels, mais bientôt, la Résistance va s'organiser.

## MOUVEMENTS ET RESEAUX

L'interdiction du Parti communiste en septembre 1939, la révocation de ses élus, municipaux ou syndicaux, l'internement administratif de nombre d'entre eux, avait conduit à la mise en place de structures clandestines, dont l'expérience s'avérera précieuse dès les premiers mois de l'Occupation et du Régime pétainiste.

## FRONT NATIONAL, FRANCS-TIREURS ET PARTISANS

Après l'interdiction de leur parti, les communistes lui étant restés fidèles vont se réorganiser, en faisant appel à des cadres politiques et syndicaux non internés tels Paul Lemarchand, Gustave Avisse, Georges Déziré, Charles Pieters, Louis Eudier, Michel Muzard, Marcel Dufrique, André Pican, André Duroméa, Lucie Guérin. Envoyé depuis Paris André Tollel apportera un temps son concours.

À l'automne 1940, ils mettent en place une structure de ramassage d'armes, de protection des prises de parole, de sabotages, l'«Organisation Spéciale» (O.S.), qui anticipera la formation début 1942 des «Francs-tireurs et Partisans Français» (FTP).

Les premiers sabotages de câbles téléphoniques et électriques eurent lieu en avril 1941, leurs auteurs, Jean-Louis Madec et Léo-Albert-Lioust, arrêtés, seront fusillés, un premier déraillement de train en région rouennaise eut lieu le 19 octobre 1941, la première attaque au revolver de soldats allemands fut effectuée à Rouen le 7 décembre par Fernand Chatel, jeune instituteur qui avait participé en août 1940 à la reconstitution clandestine des Jeunes communistes (JC), Valentin Feldman détruisit le 19 janvier 1942, une vitrine de photos de soldats allemands. «*Imbéciles, c'est pour vous que je meurs*» dira-t-il à ceux qui le fusillèrent le 27 juillet 1942.

Les communistes vont aussi susciter la formation à l'été 1941 du Front National, structure de rassemblement et d'élargissement de la Résistance : ainsi, jeune instituteur de Saint-Etienne-du-Rouvray, Charles Bocquet s'en verra confier le développement en Région rouennaise<sup>10</sup>.

Les JC vont être à l'origine de la formation du «Front Patriotique de la Jeunesse (FPJ) qui s'élargira en «Forces Unies de la Jeunesse patriotique» (FUJP). Au printemps 1944, elles seront dirigées par Georges Touroude, Roland Leroy assurant la direction de la JC. Le «Secours populaire» (Lucie Guérin) sera reconstitué, une nombreuse



Césaire Levillain

Valentin Feldmann

presse clandestine éditée (*L'Espoir du Jeune Patriote normand, l'Avenir normand, Normandie libre, l'Avant-garde des jeunes normands, la voix des femmes de Normandie...*)

Cette activité, les sabotages, les attaques vont susciter la répression. Dans la nuit du 21 au 22 octobre 1941, près de 200 militants syndicaux et politiques sont arrêtés par la Gestapo en coopération avec les policiers français Madelaine et Louis Alie ; la plupart seront déportés. Tout au long de l'Occupation, les communistes subiront la répression, ils seront fusillés, déportés...

Au printemps 1944, les FTP seront regroupés en compagnies : la 1<sup>re</sup> à Elbeuf-Oissel, la 2<sup>e</sup> au Havre, la 3<sup>e</sup>, la 4<sup>e</sup> aux Grand et Petit-Quevilly, la 5<sup>e</sup> au Tréport, la 6<sup>e</sup> à Aumale et Blangy, la 7<sup>e</sup> à Saint-Etienne-du-Vauvray (Jean Morisse), la 8<sup>e</sup> à la Bouille et Bihorel, la 9<sup>e</sup> à Dieppe (Jacques Souillard), une 11<sup>e</sup> effectuera le «nettoyage» de la Forêt de Jumièges. Toutes participeront aux combats de la Libération.

## LIBERATION-NORD

L'autre grand mouvement de Résistance de Seine-Inférieure va être «Libération-Nord», formé sur le plan national fin 1941 par des syndicalistes de sensibilité socialiste, tels Christian Pineau, Louis Saillant et Albert Gazier, et chrétiens tel Gaston Tessier.

À Rouen, c'est César Levillain, alors âgé de 55 ans, Directeur de L'Ecole Supérieure de Commerce de la ville, qui va développer le Mouvement Libération-Nord, fondé en janvier 1941 dans le département par Raoul Leprettre. Par ailleurs responsable du Réseau «Cohors-Asturies», spécialisé dans le renseignement, César Levillain sera arrêté par les Allemands le 29 mai 1943, et condamné à mort le 25 février 1944. Il sera, avec Michel Corroy, secrétaire de police à Darnétal, l'un des deux derniers fusillés au stand de tir du Madrillet.

Des groupes de Libé-Nord seront actifs à Bolbec, Lillebonne sous la direction de Lionel Pouchin, au Havre avec Sabin Sappey de Miribel et Emile Schild, à Dieppe avec le capitaine Desnoues, ils agrégeront à leur action différents petits groupes tels «*l'Heure H*» à Etretat, «*la France avant tout*» de Raymond Guénot, le «*Vagabond bien-aimé*», dirigé par Jean Langlois et Jean Denis, le «*Groupement Jean*» d'une soixantaine de membres, dirigé par Jean Andréani, qui participeront aux combats de la Libération à Eu, au Tréport, au Havre, à Dieppe, à Blangy-sur-Bresle.

<sup>10</sup> Charles «Fournier»-Bocquet sera de 1954 à 2014 secrétaire général de l'ANACR.

## ORGANISATION CIVILE ET MILITAIRE (OCM)

Créée en décembre 1940 par Jacques Arthuys et Maxime Blocq-Mascart, l'OCM aura un corps franc dans la Région d'Elbeuf dirigé par Roger Perret et Pierre Claise, il essaiera dans tous le département sous la direction de Gérard du Drouet de Gravelle et de Jean-Jacques Doignies.

## ORGANISATION DE RESISTANCE DE L'ARMEE (ORA)

L'«Organisation de la Résistance de l'Armée» (O.R.A.), créée à la fin de l'automne 1942 par des officiers de l'Armée d'Armistice démobilisés au lendemain de l'invasion de la zone Sud par la Wehrmacht aura, commandé par Georges Thuret un maquis en Forêt de Lyons, limitrophe de la Seine-Inférieure à laquelle il sera rattaché.

Par ailleurs, la Conservation de Rouen des Eaux et Forêts embaucha plusieurs anciens officiers de l'Armée tels le commandant Folio, le capitaine Liorel, le sous-lieutenant Bonnot, l'adjudant Hardouin... Le commandant Hardouin deviendra le chef régional de l'ORA pour la Seine-Inférieure, l'Eure, la Somme et l'Aisne.

L'ORA, qui s'appuiera sur les services forestiers notamment pour recueillir des renseignements sur les fortifications, les concentrations de troupes, les dépôts, les rampes de lancement de V1 que les Allemands vont installer au Pays de Caux, etc. se subdivisera en secteurs portant souvent le nom de Forêts (Lyons, Brotonne, Roumare, La Londe...), mènera aussi des actions de sabotage de transformateurs, d'installations électriques, des actions de guérilla.

En mai 1944, l'ORA fut démantelée par la Gestapo aidée par l'Inspecteur Alie : Folio, Hardouin, Bonnot, Thomas, chef du secteur de Caudebec, Viard, chef du secteur de Lyons sont arrêtés entre le 22 et le 28 mai. Le commandant Multier, chef départemental de l'ORA, échappera à l'arrestation. Folio sera remplacé par Phelippeau puis, celui-ci ayant aussi été arrêté le 4 juin, par Bernard.

16 membres de l'ORA seront tués, 10 seront déportés, 5 – dont Folio, Bonnot et Phelippeau – ne reviendront pas.

## BUREAU DES OPERATIONS AERIENNES (BOA)

Créé à Londres en 1943 par le «Bureau Central de Renseignement et d'Action» (BCRA) de la France Libre, le B.O.A. va avoir comme mission le repérage des terrains propices aux parachutages et aux atterrissages clandestins, l'organisation de la réception de ces parachutages, des départs ou arrivées par avion de clandestins vers ou depuis Londres. Il fut créé en Seine-Inférieure en octobre 1943 par René Renaud («Rod Hébert», «Collette»), 7 à 800 personnes participeront à son action.

## CE SONT CEUX DU MAQUIS...

La Seine-Inférieure n'est pas montagnueuse et ses forêts, situées pour les plus importantes à sa périphérie sud et orientale, limitrophes de l'Eure, sont pénétrables ; c'est dire qu'elle ne fut pas une terre de gros maquis.

## LE MAQUIS DES DEUX LEOPARDS

La formation des «Deux léopards» s'est constituée en août 1942 et à pris ce nom

<sup>9</sup> La dernière exécution de patriotes à la «Maison hantée» fut, après celle de Georges Lefebvre le 29 octobre 1940, celle de Joseph Madec le 18 mai 1941. Par la suite, les exécutions eurent lieu au Stand de tir du Madrillet, sur la Commune de Grand-Quevilly. Le premier des 72 fusillés au Madrillet fut, le 14 octobre 1941, le havrais Léon Lioust, les deux derniers furent, le 4 mars 1944, Michel Corroy et César Levillain, l'un des pionniers de la Résistance en Seine-Inférieure.

en référence au blason normand. Une des premières manifestations de son existence fut un message envoyé le 19 août aux Alliés débarqués à Dieppe les renseignant sur le positionnement et les mouvements des troupes allemandes vers la ville.

Les «Deux Léopards» vont subdiviser ses «groupes d'action» en 3 zones : A (zone côtière «interdite» par l'Occupant, sous la direction du commandant Mazohié, ancien de 14-18), B (Zone sud, comprenant Yerville, Yvetot, Pavilly, Caudebec, Duclair, Motteville, dirigée par le commandant Maurice Marie, instituteur à Yvetot), C (autour de Fauville-en-Caux, Doudeville et Bacqueville, sous la direction des lieutenants Pierre Duvivier, Emile Gilbert et Henri Meynier).

Bien dotés en armements, certains, abandonnés par les troupes anglaises et françaises en déroute en 1940, récupérés et cachés pendant deux ans, d'autres provenant d'un avion anglais chargé d'armes et crashé, d'autres récupérés sur des soldats allemands, les groupes d'action des «Deux Léopards» organiseront de nombreux sabotages, de voies ferrées, de matériels, d'entrepôts.

En mai 1944, la trahison d'un agent du BOA entrainera des arrestations dans les rangs des «Deux Léopards», qui resteront limitées du fait de son cloisonnement. Les «Deux léopards» se sont aussi dotés d'un service de renseignement, ils seront en contact avec les groupes de Libé-nord à Saint-Romain et Bolbec, avec «L'Heure H» de Fécamp et Sanvic, avec «Le Vagabond bien-aimé» du Havre, ainsi qu'avec le maquis «Surcouf» de l'Eure.

## LE MAQUIS DE BARNEVILLE

Après l'instauration du STO le 16 février 1943 – il y eu 19 500 requis pour le département – les FTPF de Seine-Inférieure, furent confrontés à un afflux de réfractaires, et installèrent un temps un premier camp d'une quinzaine de personnes dans la Forêt des Essarts, au sud de Rouen dans la boucle de la Seine. Ils furent ensuite transférés le 1<sup>er</sup> août 1943 à Barneville-sur-Seine, petite commune de l'Eure sur la rive gauche de la Seine, limitrophe de la Seine-Inférieure.

Placé sous le commandement d'Albert Lacour, le maquis de Barneville, implanté dans une grotte du Bois de la Fromagerie sur la départementale 91, fut le lieu de refuge de 14 de ces maquisards originaires essentiellement de Petit-Quevilly, auxquels se joignit, peu de jours avant l'attaque du maquis, un antifasciste bavaro-«autrichien» déserteur de la Wehrmacht, Rudolf Pfandbauer (alias «Camarade»), dont l'expérience militaire sera précieuse.

Après qu'un maquisard arrêté ait parlé, le maquis sera attaqué le 24 août par les Allemands aidés par la police française conduite par l'inspecteur Louis Alie. Lacour et Pfandbauer seront tués durant l'assaut. 6 FTPF capturés seront fusillés le 8 novembre, sept autres déportés.

## LE MAQUIS DES «DIABLES NOIRS»

À l'été 1940, dans le Hameau des Ventes du petit village de Saint-Denis-le-Thibout (300 habitants), situé à 23 km à l'est de Rouen et limitrophe du département de l'Eure, les frères Raoul et Henri Boulanger tiennent avec leurs épouses une menuiserie-sclerie.

Raoul, qui adoptera bientôt le pseudonyme de «Fantomas» tandis que son frère prendra celui de «Cartouche», va voir l'idée de creuser sous la sclerie une cache avec un tunnel qui, équipé de l'électricité, d'un système d'aération, de deux douzaines de lits, avec une sortie de secours débouchant dans une marnière, pourra abriter une vingtaine de personnes (dont des réfractaires au STO) et stocker des containers d'armes et munitions.

De là, portant des cagoules noires lors de ses opérations nocturnes (vols de munitions et de cartes de ravitaillement, sabotages, déraillement de train...), les membres du groupe de Résistance constitué par les frères Boulanger vont prendre le nom de «Diables noirs».

Après avoir échappé à plusieurs perquisitions infructueuses dirigées par l'inspecteur Alie, Raoul et Henri Boulanger, puis leurs épouses Augustine et Lucienne, sont arrêtés le 14 mars 1944 après qu'un agent de liaison, capturé par les Allemands a parlé sous la torture. Ils seront tous déportés, Henri sera assassiné à Flossenbürg.

## LA LIBERATION

Le 21 août 1944, après la fermeture de la Poche de Falaise par les Alliés, la Wehrmacht, talonnée par les armées alliées, entame une retraite vers la Seine, la traversant de Duclair aux Andelys, sur une trentaine de points de passage (ponts, bacs, quais de Rouen...) qui vont être – comme les viaducs ferroviaires et les gares de l'arrière-pays – l'objet de pilonnages et mitraillages par l'aviation alliée, à partir du 28 août, le passage de la Seine ne pourra alors se faire que de nuit.

Ainsi à Duclair, 10 000 hommes et 2 000 véhicules traverseront de nuit pour rejoindre le nord, à Caudebec-en-Caux, entre le 15 et le 30 août, 30 000 hommes et 3 000 véhicules parviendront à atteindre la rive droite, à Quillebeuf-sur-Seine, 8 000 soldats traverseront le fleuve avec leurs véhicules, avant que le bac soit bombardé et mis hors service.

La Résistance va se montrer active : les groupes de combats des différents mouvements se regroupant au sein des «Forces françaises de l'Intérieur» (FFI), dont le lieutenant-colonel Multier, polytechnicien, va prendre le commandement départemental.

Le **Comité départemental de la Libération** (CDL) avait été formé le 26 septembre 1943, avec la participation des mouvements Front National (FN), Libération, Résistance, de la CGT, du Parti socialiste (SFIO), du Parti communiste, et des FTPF, «lançant un appel pour la constitution dans chaque localité de comités de la France Combattante».

À la veille de la Libération, après avoir subi une dure répression, le CDL a été renouvelé et élargi, présidé par Charles Guénard (Front National), il regroupe 18 mouvements, partis et syndicats<sup>11</sup>.

Les forces potentiellement combattantes de la Résistance fin août 1944 ont cru à plus de 7 000 hommes, dont 2 000 FTP, 1 300 «Libé-nord», 1 000 «France avant tout», 675 ORA. Bien que sous-armés, ils participent à la Libération, menant des opérations de sabotage, de coupures de voies ferrées, de viaducs, de harcèlement de l'ennemi.

Elbeuf va être libérée le 24 août par le 2<sup>e</sup> corps canadien qui traverse la Seine à Saint-

Aubin-lès-Elbeuf. Le 30 août, à Rouen, les FFI s'emparent de l'Hôtel-de-Ville tandis qu'un autre groupe fait prisonnier à la Préfecture le Préfet de région Dramard et le secrétaire général Moreau. Le CDL nomme ce jour nouveau Préfet Paul Haag, Préfet du Var suspendu par Vichy en 1940.

Les mairies de Darnétal, Sotteville, Saint-Etienne-du-Rouvray sont libérées par des groupes des «Forces Unies de la Jeunesse patriotique» (FUJP).

Dieppe sera libérée le 1<sup>er</sup> septembre par l'action conjointe des FFI du capitaine Legouis (*Duquesne*) et du 2<sup>e</sup> corps canadien, comprenant des vétérans de l'«Opération Jubilee»<sup>12</sup>, Pierre Biez, président du Comité local de Libération devient maire, le même jour, Doudeville est libérée à 15 h 27, après l'entrée dans la ville de deux motocyclistes FFI et d'un char canadien. Veules-les-Roses est libérée le 2 septembre par la 51<sup>e</sup> D.I. écossaise, Saint-Valery-en-Caux le 3, Criquetot-l'Esneval le 4...

Les Allemands – plus de 10 000 hommes – vont se retrancher dans Le Havre, port stratégique qualifié de *Festung* («Forteresse»), et refusent de se rendre, malgré l'ultimatum le 4 septembre des Alliés, qui ont refusé l'évacuation de la population civile (40 000 Havrais).

La tactique retenue pour l'«Opération Astonia» de conquête du Havre sera, avant l'assaut terrestre, le pilonnage par 4 000 tonnes d'obus et le largage sur la ville, les 5,6,7 et 10 septembre, de plus de 13 000 tonnes de bombes, qui firent peu de pertes chez les Allemands mais d'énormes dans la population civile (près de 2 000 tués). Commencée le 10 septembre l'«Opération Astonia» s'achèvera le 12 par la libération d'Octeville et la capitulation de la garnison allemande. Ville martyre, Le Havre aura depuis 1941 connu 132 bombardements, qui auront fait au total 5 126 morts et 75 à 80 000 sinistrés.

L'agglomération rouennaise aura aussi subi de meurtriers et destructeurs bombardements : 900 victimes pour ceux des 18 et 19 avril 1944, 814 autres lors de la «Semaine rouge» du 30 mai au 5 juin 1944 ; Sotteville, Caudebec, Elbeuf, Fécamp, Saint-Valery, Dieppe, Le Tréport, Aumale, Blangy-sur-Bresle seront touchées. Les bombes auront fait durant la guerre près de 10 000 tués en Seine-Inférieure.

Jusqu'au 13 septembre, les combats pour la Libération depuis le 6 juin auront coûté 149 tués et 97 blessés aux FFI, les Allemands auront perdu 625 tués et 8 469 prisonniers. Durant l'Occupation près de 1 600 Résistants auront été déportés, de 200 fusillés à Rouen ou au Mont-Valérien.

<sup>11</sup> «Organisation Civile et Militaire» (OCM : Francis Fagot), «Libération-Nord», «Ceux de la Résistance» (CDLR), «Ceux de la Libération» (CDLL), Front National, «Union des Femmes Françaises» (UFF), «Forces Unies de la Jeunesse Patriotique» (FUJP), «Mouvement National des Prisonniers de Guerre et Déportés» (MNPGD), CGT, CFTC, «Alliance Républicaine» (AR), Parti Socialiste, Parti Communiste, Démocrates Populaires (DP), Radicaux-Socialistes (RS), «Union Républicaine Démocratique» (URD).

<sup>12</sup> «Opération Jubilee» : le 19 août 1942, 11 000 Britanniques, 5 000 Canadiens, 50 Rangers américains et 17 Français Libres avaient, pour tester les défenses du Mur de l'Atlantique, débarqué à Dieppe et sur les plages des alentours. La riposte allemande fut efficace : malgré l'appui aérien de la RAF et naval de la Royal Navy, le corps expéditionnaire, ayant subi de lourdes pertes (1 800 tués), dut en partie se rendre (plus de 2 000 prisonniers) ou se réembarquer.

## ALFRED GOLLIARD : UN PREFET RESISTANT

Né le 7 novembre 1881 à Bourg-en-Bresse, Alfred Golliard est fils d'un chef de gare à la Compagnie des Dombes, Claude Golliard, qui décédera un an après sa naissance, et de Marie Antoinette Démur. Il obtiendra le baccalauréat en Lettres et Philosophie en 1901 au lycée Lamartine de Mâcon, puis poursuivra ses études au lycée Ampère de Lyon dans la promotion et aura Édouard Herriot, l'une des principales figures du radical-socialisme, pour professeur de rhétorique supérieure.

Alors qu'il n'a pas encore fini ses études pour le doctorat en droit, il devient le secrétaire particulier de Julien Simyan en 1906 au ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. Il obtient une licence de droit en 1907. En 1911, Alfred Golliard épousera Renée Bajard, dont il aura trois enfants.

En 1910, il était entré dans l'administration à Vesoul comme conseiller de préfecture, puis sera nommé secrétaire général de la Préfecture du Vaucluse en 1913, et en 1918 nommé sous-préfet de Saint-Dié ; il le restera jusqu'en octobre 1925, ayant coordonné pour tout le département la reconstruction des villages détruits pendant la Guerre. En 1925, il est nommé secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin à Strasbourg et le restera jusqu'en 1934, c'est-à-dire durant la période où s'affirme en Alsace-Moselle le courant autonomiste et de l'autre côté du Rhin la montée en puissance du nazisme, qui débouchera sur l'accession d'Hitler au pouvoir en janvier 1933.

Luttant contre l'autonomisme qui noue des liens avec l'extrême-droite allemande, il apporte son appui aux réfugiés d'Allemagne, notamment ceux de la Communauté juive.

### PREFET DU JURA

En 1934, avec l'appui d'Edouard Herriot, il est - à 53 ans - nommé préfet du Jura ; un département qui, lors des élections de 1936 qui voient sur le plan national la victoire du Front populaire, va connaître une évolution politique contraire à celle enregistrée sur le plan national : les 3 radicaux-socialistes élus en 1932 sont battus et remplacés par un radical dissident hostile au Front populaire et deux députés de droite, la gauche ne restant victorieuse qu'à Saint-Claude où le socialiste SFIO Arsène Gros élu en 1932 sera réélu.

Le Préfet Golliard - qui est de sensibilité radicale, qui apporte son aide aux réfugiés d'Allemagne puis bientôt d'Espagne à partir de 1937, et est appelé par ses fonctions à mettre en œuvre les directives du Gouvernement de Front Populaire - va être en butte à l'hostilité des radicaux anti-Front populaire et de la droite jurassienne.

Cela va être patent dès le début de l'été 1936 lors de la célébration à Lons-le-Saunier du Centenaire de Rouget de l'Isle les 27 et 28 juin 1936, le Président du Conseil général, le sénateur Charles Dumont, ancien ministre, fustigeant dans un discours le 28 juin «les grèves désastreuses» de mai-juin, se montrant avec l'appui du maire de Lons-le-Saunier Edouard Guénon



- un adversaire résolu de la loi des 40 heures.

Le 14 juillet sera l'occasion d'un nouvel incident, le Préfet sera accusé d'avoir en cassant un arrêté de Guénon interdisant tout drapeau autre que tricolore lors de la manifestation, permis à des fonctionnaires et enseignants de défilé derrière un drapeau rouge, ce qui - dénonce la presse locale hostile au Préfet (*La Croix du Jura, La Voix du Jura, La Vie Dôloise* - aurait entraîné la démission du maire...

Cette hostilité se perpétuera - sous une forme un peu atténuée après la rupture du Front Populaire, le Préfet devant suivre les évolutions de la politique gouvernementale - jusqu'à la Guerre, qui éclate le 2 septembre 1940.

Comme Jean Moulin à Chartres, le Préfet Golliard restera à son poste à Lons - déclarée ville ouverte - lors de l'invasion par les troupes allemandes en juin 1940 (période du 17 au 25 juin), recevant les représentants des occupants.

Il organise les services publics et mobilise les responsables administratifs après l'évacuation de Lons. Par la suite, il organise l'accueil des réfugiés venus d'Allemagne et des Juifs expulsés d'Alsace, notamment au lycée et à l'hôpital de Lons-le-Saunier, ainsi que leur transfert dans des établissements religieux et dans les villages aux alentours de Lons-le-Saunier. Dénoncé au Ministre de l'Intérieur pour ses prétendues sympathies avec les communistes et son attitude pendant le Front populaire, il est mis à la retraite d'office le 17 septembre 1940, en application d'une loi pétainiste promulguée le 12 septembre.

Dans son avant-dernier rapport, avant d'être remplacé par Eugène Bosc, précédemment préfet du Gers, il déplore les «mesures qui paraissent prises unilatéra-

lement par l'Occupant et qui ont soulevé de très vives appréhensions chez les élus et les administrateurs locaux, [et qui] ont jeté l'inquiétude dans l'esprit des populations elles-mêmes...».

Un journal local fait état de remerciements «tout particulièrement» à son égard de la part des «réfugiés israéliens alsaciens», les scouts israéliens formant une haie d'honneur pour le mariage de sa fille Michelle, le 23 septembre, date aussi de son départ de Lons pour Cluny.

### DANS LA RESISTANCE

Où il va prendre contact avec la Résistance de la ville, dont l'acteur principal est Jean Renaud ; la première fois qu'Alfred Golliard a été associé aux activités de la Résistance clunisienne remonterait à 1941 ou 1942. Il amenait des gens pour les convaincre de la justesse de l'activité gaulliste, il était agent de liaison mais ne participait pas directement aux actions (par exemple de parachutage).

200 personnes - dont Alfred Golliard - sont arrêtées à Cluny le 14 février 1944 à 5h du matin. Renée Golliard pensera qu'il s'agissait d'une «rafle» et que son mari était un «otage». Mais, de fait, c'était une opération de la police allemande contre les Résistants de Cluny, sur la base de probables dénonciations.

57 personnes sont emmenées à Lyon, d'abord au siège de la Gestapo, à l'école de Santé militaire, pour subir des interrogatoires, puis emprisonnées au fort Montluc Puis ce sera le transfert à Compiègne, étape avant la déportation en Allemagne.

Alfred Golliard est resté au camp central, vraisemblablement vite épuisé par les traitements, malgré ce que les témoignages familiaux présentent comme une bonne forme physique avant sa déportation. Il avait à son arrivée au camp, 62 ans et demi.

Son assassinat dans la chambre à gaz du château d'Hartheim, château de Hartheim (*Schloss Hartheim* en allemand) est situé à Alkoven, près de Linz en Haute-Autriche. Alfred Golliard y sera assassiné le 16 août 1944, soit environ quatre mois après son arrivée.

Chevalier de la Légion d'Honneur en 1922, Alfred Golliard, déclaré mort pour la France le 16 août 1944 (avec la mention «Tiburce» se référant au SOE de Cluny avec lequel il était en contact), sera nommé sous-lieutenant à titre posthume le 13 juillet 1947, la carte de Combattant Volontaire de la Résistance ne lui sera attribuée qu'en 1956, et la médaille de la Résistance à titre posthume par décret du 23 février 1959.

Il sera aussi cité en 1959 à l'ordre de l'Armée, ce qui comporte l'attribution de la Croix de Guerre avec Palme, en les termes suivants : «Magnifique patriote, membre des Forces Françaises Combattantes ; arrêté le 14-2-44, a été interné jusqu'au 4 avril 1944, puis déporté dans un camp de concentration où il est mort glorieusement pour la France le 16-8-44».

<sup>1</sup> Né à Lons-le-Saunier le 10 mai 1760, Claude-Joseph Rouget de l'Isle, l'auteur de la Marseillaise, mourut le 26 juin 1836.

<sup>2</sup> Le 12 mai 1937, il fera voter par le Conseil général une protestation contre les 40 heures, contraignant le Préfet Golliard à quitter la salle du Conseil.

## LONDRES, «CAPITALE» EN EXIL DES PAYS OCCUPES PAR LES NAZIS

À la veille du déclenchement par Hitler le 22 juin 1941 de l'«Opération Barbarossa» d'agression contre l'URSS, l'Europe est presque toute entière – à l'exception de 6 pays restés neutres – sous la domination du Reich et de ses alliés : une quinzaine d'autres, envahis par la Reich ou l'Italie fasciste, ont depuis l'Anschluss de l'Autriche en 1938 perdu leur existence étatique indépendante, voire ont été rayés de la carte, dépecés...

Les chefs d'État et (ou) de gouvernement de plusieurs de ces pays ayant réussi – voire avec une part de leurs forces armées – à échapper à la capture, se

sont réfugiés à Londres, capitale de la Grande-Bretagne restée jusqu'à ce 22 juin 1941 seule contre les deux États fascistes.

C'est depuis la capitale britannique, où ils ont réorganisé leurs gouvernements, qu'ils continuent la lutte, reconstituant des forces armées – s'appuyant pour certaines d'entre elles sur les colonies de leurs pays – qui prendront part aux combats sur les différents théâtres d'opération d'Afrique, d'Europe et d'Asie, tandis que dans leurs pays occupés, les peuples sont entrés en Résistance.

Le premier gouvernement en exil s'installant à Londres – avec la reine Wilhelmine – sera, dès le 12 mai 1940, celui des Pays-Bas, attaqués conjointement à la Belgique, au Luxembourg et à la France, par la Wehrmacht le 10 mai lors de son offensive à l'Ouest.

Il sera suivi par le gouvernement norvégien qui, avec le roi Haakon VII, rejoint Londres le 9 juin 1940, la Norvège étant depuis le 9 avril envahie par la Wehrmacht.

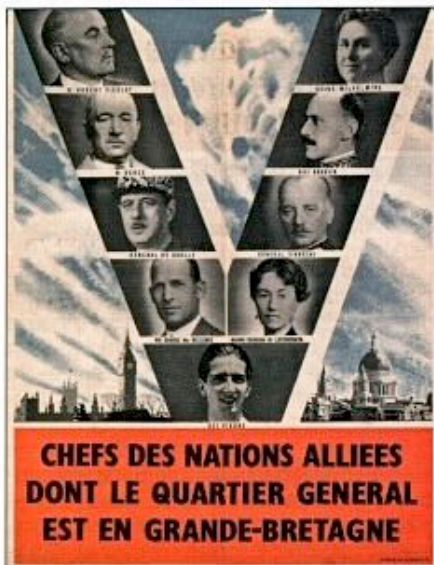
Puis, le 12 juin 1940, alors que la défaite de la France s'annonce, le gouvernement polonais en exil qui jusque-là s'y était fixé, se transférera dans la capitale britannique. D'où, six jours plus tard, alors qu'en France le nouveau Président du Conseil, Pétain a appelé à cesser le combat, le général de Gaulle, en lançant le 18 juin son célèbre «Appel» à le poursuivre, fait l'acte fondateur de la France libre.

L'Armistice signé par la France le 22 juin 1941 va entraîner le départ vers Londres, le 9 juillet 1940, du «Comité National Tchécoslovaque», et, en octobre 1940, celui du Gouvernement belge dirigé par Hubert Pierlot, celui du gouvernement luxembourgeois.

Et l'agression germano-italo-hongroise contre la Grèce et la Yougoslavie en avril-mai 1941 conduira – au moins un temps – sur les routes de l'exil londonien les souverains et gouvernements de ces deux pays.

Cette arrivée sur le sol britannique de 9 gouvernements et Comités nationaux de pays alliés, souvent accompagnés d'unités militaires terrestres, navales et aériennes, ainsi que de nationaux civils, va poser aux autorités britanniques toute une série de problèmes d'ordre militaire, logistique, juridique, diplomatique et de... sécurité.

Il va falloir – dans le contexte du Blitz – trouver des locaux pour héberger ces gouvernements en exil et leurs administrations, même si leurs ambassades et consulats sont



Hubert Pierlot (Belgique), Edvard Benès (Tchécoslovaquie), Charles De Gaulle (France), Roi Georges II des Hellènes, Reine Wilhelmine (Pays-Bas), Roi Haakon VII (Norvège), Général Sikorski (Pologne), Grande-Duchesse Charlotte (Luxembourg), Roi Pierre II (Yougoslavie)

en premier utilisés, ainsi que les milliers de militaires qui les ont accompagnés ou rejoints.

Certes, les centaines de pilotes polonais, tchécoslovaques, belges, néerlandais, norvégiens ou Français libres ayant rallié la Grande-Bretagne vont – directement intégrés à la R.A.F. avant de former en son sein des escadrilles nationales spécifiques – jouer un rôle important dans la «Bataille d'Angleterre» ; de la même manière, les bateaux – militaires et marchands – polonais, norvégiens, néerlandais, belges, etc. réfugiés dans les ports britanniques participeront à l'évacuation des troupes de Narvik et de Dunkerque, à la bataille de l'Atlantique contre les U-boat, aux convois de ravitaillement et à leur escorte...

Il va falloir les loger, les armer, les entraîner... et vérifier que, parmi eux et parmi les réfugiés du continent, ne se sont pas glissés des espions ennemis : ce sera le rôle de «Patriotic school», un ancien collège de Jeunes filles – le Royal Victoria Patriotic Building – où le M.I.-5 (contre-espionnage britannique) interrogera – après un passage plus ou moins long dans un camp de triage, tel pour les Français l'Olympia, du nom d'un music-hall – les arrivants sur le sol britannique sur leur âge, leurs relations, les circonstances de leur

évasion de leurs pays occupés, toutes choses pouvant y être vérifiées par les agents britanniques clandestins et auprès de la Résistance ; ce qui pouvait prendre du temps...

Cette présence de gouvernements et nationaux civils et militaires étrangers en Grande-Bretagne va poser les problèmes du statut individuel des personnes, de celui des unités militaires dépendant de ces gouvernements créées sur le sol britannique et du statut diplomatique de ces gouvernements dans leurs relations avec celui du Royaume-Uni, avec ceux des Dominions britanniques (Afrique du Sud, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande) et entre eux.

Cela va être fixé par l'Emergency Powers (Defence) Act 1939, qui aborde le statut des forces des Dominions sur le sol britannique, puis par l'Allied Forces Act 1940 adopté par le Parlement britannique en août 1940, après la défaite de la France, et qui donne l'autorité légale aux gouvernements reconnus comme souverains de Belgique, Norvège, Pays-Bas, Pologne et Tchécoslovaquie pour développer, équiper et maintenir en Grande-Bretagne des forces armées soumises à leurs propres règles militaires, «indépendantes» en théorie, car de fait soumises à la stratégie du haut-commandement britannique ; dont dépend de plus les moyens et équipements dont ils disposent et avec lequel la coordination sera nécessaire pour mener des actions clandestines en territoire occupé en liaison avec la Résistance intérieure (rôle du Special Operations Executive -S.O.E.), où des raids sur les côtes de l'Europe occupée.

Une sixième entité, la «France libre», dirigée par le général de Gaulle, se verra reconnaître les mêmes facilités et droits ; de même qu'ultérieurement, le Luxembourg, la Grèce et la Yougoslavie.

Le 12 juin 1941 va se tenir à Londres au Palais Saint-James une réunion interalliée, ouverte par un discours du premier ministre britannique Winston Churchill et dont la Résolution finale, affirmant que sera poursuivi jusqu'à la victoire «le combat contre l'oppression allemande ou italienne», sera signée par les «gouvernements du Royaume-Uni, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Afrique du Sud, le gouvernement belge, le gouvernement provisoire tchécoslovaque, le gouvernement grec, luxembourgeois, néerlandais, norvégien, polonais, yougoslave, et les représentants du général de Gaulle, chef des Français libres», qui se voient ainsi tous de facto reconnus le statut de cobelligérants.

Statut que confortera la cosignature, le 24 septembre 1941, par les 9 gouvernements en exil, ceux des Dominions et celui de l'URSS, d'une déclaration d'appui à la «Charte de l'Atlantique», élaborée le 14 août par Roosevelt et Churchill.



En vert très foncé : le Reich ; en vert foncé, les territoires qu'il administre directement ; en vert jaune : les États alliés ou satellites ; en vert pâle : les territoires administrés militairement ; en gris : les États neutres, en Orange : les Alliés.

## LES «NEERLANDAIS LIBRES»

Lorsque la France et la Grande-Bretagne déclarèrent la guerre à l'Allemagne en 1939, les Pays-Bas se déclarèrent – comme lors de la Première Guerre mondiale – neutres. Cela n'empêcha pas le Reich nazi de les attaquer le 10 mai 1940, conjointement à la Belgique, au Luxembourg et à la France.

Ne disposant que d'une faible aviation et de peu de blindés, l'Armée néerlandaise – 350 000 hommes – dut faire face aux 750 000 hommes et 750 blindés du Groupe d'armées B de la Wehrmacht, appuyés par 1 150 avions.

La stratégie néerlandaise d'inondation des terres basses pour retarder la progression de l'envahisseur et permettre l'arrivée – le long de la côte belge – de secours militaires français<sup>1</sup> ne va pas empêcher l'enfoncement successif des lignes de front néerlandaises appuyées sur les fleuves (Meuse, Escaut...).

Cette situation, qui rapidement s'avère désespérée, conduit la reine Wilhelmine à décider de mettre à l'abri la princesse héritière Juliana et son mari le prince Bernhard, ainsi que leurs deux filles en bas âge, les princesses Béatrix et Irène, qui rejoignent l'Angleterre dans la nuit du 11 au 12 mai sur le destroyer britannique *HMS Codrington* ;

Le 13 mai, la Reine quittera à midi les Pays-Bas pour Londres à bord du *HMS Hereward*. Après avoir transféré les pouvoirs civils et militaires au général Henri Winkelman, commandant en chef des Armées, et les ministères à leurs secrétaires généraux, le gouvernement, avec à sa tête le premier ministre Dirk van de Geer, fera de même à 17h20 sur le *HMS Windsor*.

Le 14 mai, après qu'un bombardement incendiaire terroriste allemand ait la veille détruit 24 000 maisons et fait un millier de victimes civiles à Rotterdam, dont s'empara ainsi von Choltitz<sup>2</sup>, et face à la menace d'exactions du même ordre contre d'autres villes, le général Winkelman signe la capitulation de l'armée néerlandaise, qui sera effective le 15 mai.

Plus de 4 500 militaires, policiers et marins – dont l'amiral Furtzner, commandant de la marine royale, gagneront la Grande-Bretagne grâce à des navires de guerre et marchands ; et où se réfugieront 2 croiseurs, 1 destroyer, 2 canonnières, 1 sloop et 6 vedettes lance-torpilles ainsi que 9 sous-marins qui formeront le noyau des Forces navales néerlandaises libres.

Outre les policiers, militaires et marins ayant échappé à la capture sur le sol national, d'autres Néerlandais vont, à partir des ports du littoral français avant que la Wehrmacht n'en prenne le contrôle, ga-

ner l'Angleterre, où ils seront rejoints par des compatriotes se trouvant dans d'autres pays ou venus des colonies néerlandaises, ainsi que par des Boers d'Afrique du Sud. Ces volontaires permettront la formation, le 11 février 1941, de la «*Brigade royale Princesse Irène*».

La reine Wilhelmine, qui va renvoyer le 3 septembre 1940 le président du Conseil des ministres Dirk Jan de Geer, lequel préconisait la recherche d'un armistice avec Hitler, en le remplaçant par Pieter Sjoerds Gerbrandy, va, nommant son gendre, le Prince Bernhard, chef des «*Forces néerlandaises libres*», symboliser la pérennisation de l'Etat néerlandais et être l'âme de sa Résistance à son agresseur. Churchill aurait dit qu'elle était «*le seul homme parmi tous ces chefs d'Etat en exil*» à Londres... Elle financera la radio de Résistance «*Oranje*»

### COMBAT CONTRE LES JAPONAIS

La capitulation militaire, désavouée par la reine et le gouvernement, avait placé le territoire métropolitain sous administration nazie mais laissé hors d'atteinte du contrôle allemand l'Empire colonial néerlandais.

Ce sont, en Amérique du sud, la Guyane hollandaise (actuel Surinam) productrice de bauxite, d'or..., dans les Caraïbes, les îles de Saint-Martin (sud), Saba, Saint-Eustache Bonaire, Aruba et Curaçao, ces deux dernières abritant d'importantes et stratégiques raffineries du pétrole vénézuélien ; tous territoires dont les Britanniques et les Américains vont assurer la défense.

Et, en Asie du Sud-Est, il y a la vaste possession des Indes orientales néerlandaises (actuelle Indonésie), notamment riche en productions stratégiques pour la guerre : pétrole (4<sup>e</sup> exportateur mondial), caoutchouc...

Cette dernière colonie va – pour ces ressources – être l'objet de la convoitise du Japon qui, le 7 décembre 1941, va attaquer la base américaine de Pearl Harbor à Hawaï. Le 8 décembre, le gouvernement royal et les Indes orientales déclareront la Guerre au Japon.

L'«*Armée royale des Indes néerlandaises*», *Koninklijk Nederlands-Indisch Leger* – KNIL, ne rassemblait sur ce vaste territoire – près de 4 fois la France – que 64 000 hommes, dont 25 000 Indonésiens, mal équipés.

Dès le début décembre les Japonais ont débarqué en Malaisie et dans les possessions britanniques au Nord de Bornéo. L'attaque sur les Indes Orientales néerlandaises commencera le 11 janvier 1942. Malgré une résistance opiniâtre, et le secours de 8 000 Australiens et Américains, les Japonais en achèveront la conquête en février 1943.

De 12 000 à 20 000 militaires néerlandais et indonésiens, ainsi qu'une quarantaine d'avions, 2 croiseurs légers, 4 destroyers, 7 sous-marins et une dizaine d'autres bâtiments, de même que 2 000 000 de civils se



La reine Wilhelmine parle devant le Congrès des Etats-Unis en 1942.

réfugièrent en Australie ; d'où ils reprirent le combat, renforcés par des contingents de Guyane et des Caraïbes.

Trois escadrons de bombardiers et de chasse, mixtes australiens et néerlandais, furent formés au sein de la *Royal Australian Air Force* (RAAF) : dont les 18<sup>th</sup> et 119<sup>th</sup> *Netherlands East Indies Squadrons* (NEIS)-RAAF, dissous en décembre 1943 dans le 120<sup>th</sup> N.E.I.S.-RAAF.

### SUR LE FRONT DE NORMANDIE

Le 6 juin 1944, les sloops HNMS *Florès* et HNMS *Souma*, un mouilleur de mines et 31 autres navires néerlandais participèrent, avec le navire-hôpital *Batavia* et le navire-magasin *Empire*, aux opérations de débarquement en Normandie ; le croiseur léger *Sumatra* et les navires *Panblau* et *Parhava* seront ensuite affectés à la protection des ports artificiels *Mulberry*.

Composé de pilotes néerlandais, le 321<sup>st</sup> *Squadron* de la R.A.F., équipé de *Spitfires*, participera aussi dès le 6 juin à la protection des plages de **Débarquement du 6 juin**. Le 320<sup>th</sup> *Netherlands Squadron* équipé de B-25 Mitchell, participera le 10 juin au bombardement du Q.G. du groupe Panzer-West à la Caine, à 15 km au sud-ouest de Caen.

Arborant sur leur manche gauche la devise en français «*Je maintiendrai*», les 1 205 hommes de la «*Brigade royale Princesse Irène*», avec à leur tête le lieutenant-colonel Albert Ruyter van Steveninck, débarquèrent le 7 août 1944 à Arromanches, conjointement à la Brigade belge «*Piron*» (comportant des Luxembourgeois), avec laquelle, incorporée à la 6<sup>th</sup> *Airborne* division aéroportée britannique, elle participa à l'«*Opération Paddle*» sur la «*Côte fleurie*» du Pays d'Auge, libérant Pont-Audemer le 28 août.

D'autres Néerlandais participèrent à la lutte libératrice de la France, une vingtaine au sein des Français libres<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Tels en 1941 Alfred Bergamin qui, ayant eu connaissance de l'Appel du 18 juin, les rejoindra à Singapour en 1941. Arrivé en Libye fin 1941, il sera affecté chez les spahis marocains. Chef de voiture blindée de la «*Colonne volante*», il se distinguera le 6 novembre 1942 à El Alamein. Affecté à la formation de la 2<sup>e</sup> DB au Maroc en 1943, au 1<sup>er</sup> régiment de marche de spahis marocains, débarqué en Normandie en août 1944, il participera à des combats au sud de Versailles et poursuivra la lutte jusqu'en Allemagne. Il sera fait Compagnon de la Libération par le général de Gaulle le 17 novembre 1945. Jan Louis Guillaume Doornik rejoint Cardiff le 18 juin et s'engage dans une formation de choc hollandaise, avec laquelle, il participe à plusieurs missions sur la côte française. Avec le soutien du général De Gaulle et l'autorisation de la Reine Wilhelmine, il rejoindra les Français Libres. Arrêté en mission en France, il sera fusillé au Mont-Valérien le 28 août 1941 avec d'Estienne d'Orves. Il sera fait Compagnon de la Libération le 7 mars 1945.

<sup>2</sup> Le 11 mai 1940, la 60<sup>e</sup> division d'infanterie et la 68<sup>e</sup> division d'infanterie de marine françaises rejoindront, au sud de l'Escaut occidental en Flandre zélandaise, 8 bataillons néerlandais. Attaqués dès le 14 mai, ces forces – qui combattront jusqu'au 18 mai, donc après la capitulation néerlandaise – feront retraite le 19 vers le port belge d'Ostende.

<sup>3</sup> Il récidivera à Sébastopol en juin 1942, mais sera empêché par la Résistance parisienne d'exécuter en août 1944 le plan d'Hitler de destruction de la capitale française.

## LES «NORVEGIENS LIBRES»

En même temps qu'il faisait occuper par ses troupes le Danemark, Hitler les lançait le 9 avril 1940 au matin à l'assaut de divers points de la côte norvégienne : Narvik Trondheim, Bergen, Kristiansand, Oslo...

Sil la plupart des ports visés furent pris, la forteresse défendant le fjord d'Oslo résista suffisamment pour permettre au Roi et au gouvernement de quitter la capitale et d'organiser la résistance militaire à l'agresseur. Mais, Malgré une expédition de secours franco-britannique ayant repris temporairement Narvik du 10 avril au 7 juin, l'Armée norvégienne dut capituler le 10 juin. Commença alors une dure occupation nazie - avec en permanence 300 000 hommes - jusqu'au 8 mai 1945.

Le 7 juin, le Roi Haakon VII, le prince héritier Olav, le premier ministre Johan Nygaardsvold, plusieurs membres du gouvernement et du *Storting* (parlement), quittèrent depuis Tromsø le pays à bord du *HMS Devonshire* pour Londres, où Haakon VII établit le gouvernement en exil au siège de la Légation norvégienne. Se réfugièrent en Grande-Bretagne 13 bateaux, 500 marins et 5 avions...

Le Roi s'adressera régulièrement à ses compatriotes sur les ondes de la BBC, le gouvernement Nygaardsvold réorganisant des forces armées (marine, commandos...) dont une brigade sera stationnée à Dumfries en Ecosse.

Le «Bus des Shetland» fut le nom donné aux liaisons clandestines entre l'archipel du nord de l'Ecosse et les côtes norvégiennes, notamment l'archipel des Lofoten, de 1941 à 1945, organisées durant toute la période avec des bateaux de pêche - que viendront soutenir trois vedettes de lutte anti-sous-marin - par un groupe norvégien d'opérations spéciales portant, à partir de la mi-1942, le nom de *Norwegian Naval Independent Unit (NNIU)* puis, après son intégration en octobre 1943 dans la Marine royale norvégienne, celui *Royal Norwegian Navy Special Unit (RNNSU)*. Le «Bus des Shetland», basé à Scalloway, servira à des raids sur les installations côtières allemandes, au débarquement d'équipes de sabotage en liaison avec la Résistance intérieure, d'agents de renseignement, à l'exfiltration de Résistants...

Il y eut une autre unité norvégienne, de même nature mais dépendant du S.O.E. britannique, fondée en mars 1941 et basée aussi aux Shetland à Lerwick, la *Norwegian Independent Company. No.1* ou *Kompani Linge*, du nom de son premier commandant, l'acteur Martin Linge, qui sera tué en opération, comme 57 de ses 550 membres.

Aux États-Unis - avec des Norvégiens y résidant, des réfugiés ayant fui l'occupation du pays et des Américains descendants de Norvégiens et en parlant la langue - fut formé, le 10 juillet 1942 le *99th Infantry Battalion* (1 000 hommes). En son sein sera formé par l'OSS - équivalent américain du SOE - le *Norwegian Special Operations Group (NORSOG)*, dont 5 groupes d'action seront parachutés en

France en encore occupée de juillet à septembre 1944.

### LES TERRITOIRES EXTERIEURS

Stratégiquement située au nord de ce qui va être la voie des convois de ravitaillement allié vers le port soviétique de Mourmansk, l'île Jan Mayen, de 377 km<sup>2</sup>, à 952 km à l'Ouest de la Norvège à la limite des mers du Groenland et de Norvège, épisodiquement habitée jusqu'au début des années 1920 par des chasseurs de baleines et de renards polaires, fut placée le 8 mai 1929 sous souveraineté de la Norvège, qui y construisit en 1921 la station météorologique d'*Eldsternetten*, incendiée en 1940 afin qu'elle ne tombe pas aux mains des Allemands.

Faisant en 1941 reconstruire la station météo, le Roi Haakon VIII enverra sur l'île un petit contingent militaire s'installant au pied du volcan *Beerenberg* (2 000 m). En 1943, les Américains seront autorisés à y construire une station de radionavigation, *Atlantic city*.

Le Traité du Spitzberg reconnu le 9 février 1920 la souveraineté norvégienne sur l'archipel du Svalbard (son île principale est celle de Spitzberg), de 62 000 km<sup>2</sup> dans l'Océan Arctique, l'assortissant d'une clause de neutralité. Une lutte s'y déroulera entre le III<sup>e</sup> Reich et les Alliés pour l'implantation de stations météorologiques militaires. Une garnison allemande sera expulsée en 1942 par une petite force norvégienne, puis les Britanniques évacuèrent les civils de l'archipel et détruisirent les installations minières, afin qu'elles ne puissent servir à l'ennemi. Le 8 septembre 1943, huit cuirassés allemands, dont le *Tirpitz* et le *Scharnhorst*, accompagnés de neuf destroyers rasèrent les villages restants. Les Alliés en reprirent plus tard le contrôle.

Cependant, quelques stations allemandes réussirent à se maintenir secrètement sur une partie inhabitée de Spitzberg. Et, sur l'île des Ours (176 km<sup>2</sup>), à 238 km au sud-sud-ouest, une équipe météo militaire allemande, ayant perdu en mai 1945 tout contact radio avec le Reich, découverte, finit par se rendre le 4 septembre 1945, étant ainsi - 4 mois après le 8 mai - la dernière unité allemande à la faire... !

### LES NORVEGIENS DU D-DAY

Plusieurs centaines de Norvégiens participèrent à l'Opération Overlord, dans les airs et sur mer. Des stèles et monument, à Osmanville, à Villon-les-Buissons et à Hermanville-sur-mer honorent dans le Calvados ceux tombés lors des opérations de débarquement du 6 juin 1944, tel l'équipage, conduit par le lieutenant Finn Varde Jespersen, du *Lancaster* qui, après avoir bombardé la batterie allemande de la Pointe du Hoc, fut abattu le 6 juin à 5h01 par un chasseur allemand et s'écrasa à quelques centaines de mètres de l'église Saint-Cément d'Osmanville, ou les 33 membres de l'équipage du destroyer norvégien *KNM Svenner* disparus lors de son torpillage le 6 juin au matin.

Le 99<sup>e</sup> bataillon d'infanterie norvégien,

débarqué le 21 juin en Normandie, participera le 30 juin à la libération de Cherbourg ; fin août, il s'emparera sur la Seine du pont d'Elbeuf.

Un cimetière spécifique rassemble à Orry-la-Ville (Oise) les restes de plus d'une centaine de Norvégiens tombés en France.

## LE DANEMARK

Envahi le 9 avril 1940 à 4 h15 du matin par deux divisions d'infanterie de la Wehrmacht, conjointement à la Norvège, le Danemark, après une courte résistance lors de laquelle tombèrent 16 soldats danois, capitula dans la journée, recevant l'assurance du maintien de son indépendance politique intérieure ; ce qui sera le cas jusqu'à l'été 1943. Mais, des bateaux et des militaires danois refusant le fait accompli réussirent à rejoindre l'Angleterre.

Ainsi le Roi Christian X, le gouvernement, présidé par le social-démocrate Scavenius, et le parlement restèrent en place dans le pays. S'il s'y développa une Résistance intérieure, Il n'y eut pas de gouvernement danois en exil.

Mais, le Danemark avait des ressortissants - notamment des diplomates - à l'extérieur du pays ; et des possessions extérieures - stratégiques - dans l'Atlantique Nord : l'archipel des Îles Féroé et le Groenland ; l'Islande étant, depuis novembre 1918, un royaume souverain, neutre - ayant pour chef d'Etat le roi Christian X, - et de ce fait en union personnelle avec le Danemark, qui conservera la maîtrise de la Défense et des Affaires étrangères.

Suite à l'invasion du pays, Henrik Kauffmann, ambassadeur du Danemark aux Etats-Unis, imité en cela par l'ambassadeur danois en Iran, déclara le 10 avril 1940 ne plus accepter de directives du gouvernement de Copenhague ; il sera suivi par le consul danois aux USA.

Le 9 avril 1941, Henrik Kauffmann signera de sa propre initiative - mais recevant l'aval des autorités danoises du Groenland - avec le secrétaire d'Etat américain Cordell Hull un traité autorisant les Etats-Unis à installer des militaires au Groenland pour prévenir son occupation par les Allemands ; lesquels y installeront sur la côte Est des stations météo clandestines, utiles pour les U-boats ; une première étant découverte au nord en 1943, la dernière étant capturée le 4 octobre 1944 avec ses 19 techniciens.

Pour des raisons voisines, les Îles Féroé seront occupées dès le 12 avril 1940 par les Britanniques, qui y construiront un aérodrome militaire à Vagar (devenu l'actuel aéroport). Et, le 10 mai 1940, les Britanniques envahirent l'Islande, avant de transférer le 7 juillet 1941, la responsabilité de sa défense jusqu'en 1945 aux Etats-Unis, qui y installent la base de Keflavik.

30 navires et 500 marins danois participèrent au **débarquement du 6 juin**, 300 autres sur des bateaux alliés. Un monument les honore au lieu-dit la Madeleine, à Sainte-Marie-du-Mont (Manche).

Des Danois rejoindront les diverses forces militaires alliées, telles, pour 13 d'entre eux, les Forces Françaises Libres (FFL), au sein de la 13<sup>e</sup> DBLE, du Régiment de Marche du Tchad.

## LES «POLONAIS LIBRES»

Le 1<sup>er</sup> septembre 1939 à 4h05 du matin, après l'organisation par les services secrets nazis (SD) d'une fausse attaque de l'émetteur radio régional allemand de Gleiwitz par des Polonais devant servir de prétexte, la Wehrmacht, avec 1,5 million d'hommes, 3 500 blindés et 2 500 avions, passa à l'attaque de la Pologne ; l'Etat slovaque participant à l'agression.

Liés à la Pologne par des accords de défense, et ayant pris conscience de la vanité des concessions faites à Hitler pour préserver la paix, et qui n'auront fait que le renforcer, la Grande-Bretagne puis la France déclarèrent la Guerre au Reich le 3 septembre.

Le «Blitzkrieg» (« Guerre-éclair») allemand, avec l'emploi massif des blindés et les bombardements terroristes de l'aviation sur les objectifs militaires mais aussi les villes, enfonça les défenses polonaises des frontières ; Cracovie, deuxième ville du pays, tomba dès le 6 septembre. Espérant le secours d'une offensive franco-britannique sur la frontière occidentale de l'Allemagne, qui n'aura pas lieu, les Polonais vont lutter avec acharnement.

Mais, le 17 septembre, ce qui découla des clauses secrètes du Pacte germano-soviétique du 23 août 1939, l'Armée soviétique envahit dans l'est du pays les régions de Biélorussie occidentale et d'Ukraine occidentale, capturant le 22 septembre la ville de Lwow.

Commencé le 8 septembre, le siège de la capitale Varsovie durera jusqu'à sa capitulation le 28 septembre, qui ne signifiera pas la fin de toute Résistance polonaise car, près de Lublin, elle durera jusqu'au 6 octobre.

Pour échapper à la capture, le Président polonais, Ignacy Moscicki, le gouvernement, des parlementaires et plusieurs unités de l'Armée se réfugient en Roumanie où, malgré les assurances reçues, ils sont internés. Dans ces conditions, Ignacy Moscicki transmet, le 29 septembre 1939, ses pouvoirs de président de la République à Wladyslaw Raczkiewicz qui, nommant le 1<sup>er</sup> octobre premier ministre le général Wladyslaw Sikorski, constitue un Gouvernement polonais en exil ; lequel va s'établir à Paris puis, à partir du 22 novembre à Angers. A partir du 20 décembre, le président Raczkiewicz résidera au château de Pignerolle, à Saint-Barthélemy-d'Anjou près d'Angers.

Le gouvernement polonais en exil mettra sur pied en France, avec des militaires échappés de Pologne et des émigrés polonais, une armée forte en juin 1940 de 84 000 hommes, constituée de deux divisions d'infanterie, d'une de grenadiers, d'une de chasseurs à pied, de bataillons de chars et de deux groupes de chasse. Elle montrera une grande combativité aux côtés de l'Armée française, participant à son expédition de Narvik, luttant en Lorraine, en Champagne, à la défense de Belfort.

Le 12 juin 1940, le gouvernement polonais quittera Angers pour Londres. Après l'Armistice signé par la France le 22 juin 1940, 16 000 soldats polonais furent faits prisonniers, 13 000 autres réussirent à passer en Suisse où ils seront internés,

30 000 seront évacués par le port de Libourne vers la Grande-Bretagne ; ceux restés en France seront mobilisés dans les G.T.E., beaucoup rejoindront plus tard la Résistance.

### ARMEE POLONAISE DE L'OUEST

Replié à Londres, le Gouvernement polonais va réorganiser les «Forces polonaises libres», qui incluront les militaires polonais évacués de France, ceux se trouvant au Liban au moment où la France va signer l'Armistice et, ultérieurement, des unités qui seront formées en URSS après l'agression nazie de juin 1941.

Le 29 août 1939, trois destroyers modernes polonais avaient rejoint la Grande-Bretagne, ils participeront à l'évacuation de Dunkerque, à la bataille de l'Atlantique, à la protection des convois, au soutien naval du débarquement allié en Afrique du Nord en novembre 1942, à celui de **Normandie en juin 1944**.

Quinze escadrilles polonaises basées sur le sol britannique combattront au sein de la R.A.F. Cinq assureront la couverture aérienne du raid allié sur Brest le 19 août 1942, celle du **Débarquement de Normandie le 6 juin**.

La «Brigade indépendante de chasseurs des Carpates» (*Samodzielna Brygada Strzelców Karpackich*) fut formée en avril 1940 à Homs, en Syrie sous mandat français, avec des évadés des camps d'internement en Roumanie et Hongrie. Refusant l'armistice signé par la France, elle passa en Palestine sous mandat britannique et combatta en Libye lors du siège de Tobrouk d'avril à juin 1941. Elle intégrera ensuite le 2<sup>e</sup> Corps polonais du général Wladyslaw Anders qui combatta en Italie, notamment à Monte Cassino

«Le 1<sup>er</sup> corps polonais» ne fut créé qu'à la fin de la Guerre, à partir d'unités qui s'y illustrèrent précédemment, en particulier la «1<sup>re</sup> division blindée polonaise» commandée par le général Stanislaw Macek, débarquée en **Normandie fin juillet 1944**, perdant 2 000 hommes dans la bataille de la Poche de Falaise. Et la «Brigade indépendante de parachutistes», qui s'illustrera à Arnhem lors de l'«Opération Market Garden» en septembre 1944. 256 Polonais auront combattu dans les FFL, l'un d'eux, Sigismond Blednick, sera Compagnon de la Libération.

Sur le Front Est va naître aussi une importante force militaire polonaise...

### LE COMITE DE LUBLIN

En mai 1943 va être formée en Russie centrale, sous le commandement du général polonais Zygmunt Berling, qui n'a pas suivi Anders, la «1<sup>re</sup> Division polonaise d'infanterie "Tadeusz Kociuszko"» (*1 Polska Dywizja Piechoty im. Tadeusza Kociuszki*), placée sous le contrôle de l'«Union des Patriotes polonais» (*Zwi zek Patriotów*)

<sup>1</sup> Wladyslaw Anders, fait prisonnier par les Soviétiques en septembre 1939, et emprisonné 18 mois, sera libéré après les accords polono-soviétiques Maiski-Sikorski prévoyant la formation d'une Armée polonaise en URSS. Nommé son commandant le 4 août 1941, Anders obtiendra en mars puis à l'été 1942, son évacuation avec les familles - au total plus de 100 000 personnes - vers l'Iran puis le Proche-Orient.

*Polskich*, ZPP), structure rassemblant des Polonais - minorités de Biélorussie et d'Ukraine, réfugiés civils, prisonniers militaires de 1939 libérés, détenus politiques sortis du Goulag... - se trouvant en Union soviétique, créée le 1<sup>er</sup> mars 1943, dirigée par la communiste Wanda Wasilewska et dont le congrès fondateur se tiendra à Moscou les 9 et 10 juin 1943.

Le premier engagement de la division «Tadeusz Kociuszko» aura lieu le 12 octobre 1943 lors de la «Bataille de Lenino», qui se déroula sur les rives du Dniepr en Biélorussie et durant laquelle elle perdit 25% de son effectif. Elle va être la matrice de la formation à la mi-mars 1944 - avec un effectif de 30 000 hommes - de la «1<sup>re</sup> Armée polonaise», qui va entrer en Pologne à l'été 1944, traverser en septembre la Vistule après la prise du Faubourg varsovien de Praga au prix de lourdes pertes.

La 1<sup>re</sup> Armée polonaise prendra part à l'entrée de l'Armée rouge le 17 janvier 1945 dans Varsovie et à son offensive «Vistule-Oder», capturant en mars le port fortifié poméranien de Kolberg/Kolobrzeg, défendu notamment par des Waffen-SS français de la « division Charlemagne» ; le 18 mars se déroula dans la ville conquise une symbolique «cérémonie de mariage de la Pologne avec la mer Baltique». Puis, la 1<sup>re</sup> Armée polonaise poursuivra le combat jusqu'aux alentours du Reichstag à Berlin.

Fin 1944 aura été formée la 2<sup>e</sup> Armée polonaise (80 000 hommes, 500 blindés), placée sous le commandement des généraux soviétiques d'ethnie polonaise Karol Wierczewski<sup>2</sup> et Stanislav Poplavsky, Engagée du 21 au 30 avril 1945 dans la bataille de Bautzen, en Saxe, elle subira de lourdes pertes, puis, intégrée au 1<sup>er</sup> Front d'Ukraine, participera à l'offensive finale soviétique vers Prague débutant le 6 mai.

Sur le plan politique, dans la nuit du 31 décembre 1943, à l'initiative du «Parti ouvrier polonais» (PPR)<sup>3</sup>, avait été mis en place à Varsovie dans la clandestinité le «Conseil National d'Etat (*Krajowa Rada Narodowa-KRN*)», présidé par le communiste Boleslaw Bierut.

Le «Comité polonais de Libération nationale» (*Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego, PKWN*) ou «Comité de Lublin», officiellement proclamé à Chelm sous la présidence du socialiste (PPS) Edward Boleslaw Osóbka-Morawski le 22 juillet 1944 et sous l'autorité du KRN, s'installe le 26 juillet en territoire polonais libéré, à Lublin, devenue de fait la capitale d'un quasi-gouvernement polonais, rival de celui de Londres.

Le 31 décembre 1944, le PKWN sera remplacé par le «Gouvernement provisoire de la République de Pologne», installé à Varsovie le 1<sup>er</sup> février 1945<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> C'est le «Général Walter», commandant soviétique de la XIV<sup>e</sup> Brigade internationale en Espagne.

<sup>3</sup> Créé dans la clandestinité le 5 janvier 1942 et dirigé par Wladyslaw Gomułka, Le «Parti ouvrier polonais» (*Polska Partia Robotnicza*) prend la suite du «Parti communiste Polonais» (KPP), fondé en 1918 et dissous en 1938 par le Komintem sous l'accusation de trotskysme, dont Saline fera liquider 14 de ses fondateurs et principaux dirigeants - dont Lenski, le secrétaire général - réfugiés en URSS...

<sup>4</sup> Le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) présidé par de Gaulle le reconnaîtra à la mi-novembre 1945, à la place de celui de Londres.

## LES «BELGES LIBRES»

Le 10 mai 1940, conjointement à l'invasion du Luxembourg, à une attaque contre les Pays-Bas et à une offensive à travers la Forêt des Ardennes en direction de la ville française de Sedan, les forces armées allemandes, violant à nouveau – cela avait déjà été le cas le 4 août 1914, au début de la Première Guerre mondiale – la neutralité du pays, franchissaient la frontière est de la Belgique ; en même temps que des parachutistes allemands étaient largués sur le fort d'Eben-Emael, réputé imprenable mais qui tombera dès le 11 mai.

Pour autant, la résistance belge à l'agression nazie, s'appuyant sur les autres forts de l'est du pays, sur les fleuves (Meuse, Escaut, Dyle) et le canal Albert, permettra la mise en œuvre du plan Bréda-Dyle : l'entrée de troupes françaises et britanniques, progressant le long de la côte et vers Namur, Liège et Bruxelles, en appui à l'armée belge et pour faire jonction avec les forces néerlandaises.

La prise de Sedan en France le 14 mai, la capitulation dès le 15 mai des forces néerlandaises, la chute de Bruxelles et Anvers le 18 mai, de Gand le 23 mai, l'enfoncement le 27 mai du front tenu par l'armée belge sur la Lys, vont conduire le 28 mai à la reddition – décidée par le roi Léopold III – de l'armée belge ; tandis que le corps expéditionnaire franco-britannique se repliait vers Dunkerque.

Reinstallé en France depuis le 23 mai à Poitiers, le Gouvernement d'Union nationale belge, dirigé par Hubert Pierlot, va suivre le Gouvernement français réinstallé à Bordeaux. Apprenant la reddition de l'Armée belge, il va publier aussitôt une déclaration : «l'acte que nous déplorons est sans valeur légale... Le Roi, rompant le lien qui l'unissait à son peuple, s'est placé sous le pouvoir de l'envahisseur... Le gouvernement, sûr d'être l'interprète de la volonté du pays, est résolu à continuer la lutte pour la délivrance du pays». Le parlement belge, réuni à Limoges le 31 mai, votera à l'unanimité une motion constatant «l'impossibilité juridique et morale pour Léopold III de régner».

L'armistice demandé par Pétain le 17 juin 1940 et signé le 22 juin mettra en porte-à-faux le gouvernement belge, évacué du 25 au 28 juin à Sauveterre-de-Guyenne puis jusqu'en octobre 1940 à Royat près de Clermont-Ferrand.

Plus jeune membre du cabinet, le ministre de la Santé, Marcel-Henri Jaspar, qui a de sa propre autorité quitté Bordeaux le 23 juin pour Londres, y lance sur les ondes de la BBC un appel appelant ministres, soldats, officiers et marins à le rejoindre pour continuer la lutte – «jusqu'à la victoire» – aux côtés de la Grande-Bretagne, promettant l'apport des richesses du Congo belge, dont le Gouverneur, Pierre Ryckmans, avait décidé, après la capitulation belge du 28 mai 1940, de maintenir la colonie dans la Guerre.

Dès le lendemain 24 juin, Jaspar était révoqué de son poste par Hubert Pierlot, tenté de suivre la ligne politique de Pétain, en prenant contact avec l'occupant et le Roi dans la perspective de faire rentrer en Belgique le gouvernement.

Les Allemands, qui ont installé une administration militaire et dont l'objectif était le démembrement de la Belgique, par l'annexion d'Eupen et Malmédy à l'est, et l'exacerbation de l'opposition Flamands – Wallons, n'ayant pas donné suite à ces ouvertures<sup>1</sup>,



Hubert Pierlot

Pierlot et Paul-Henri Spaak (ministre des Affaires étrangères) gagneront le 22 octobre 1940 Londres via l'Espagne – où ils seront internés à Barcelone du 28 août à la fin octobre – et le Portugal. Le Gouvernement belge en exil sera reformé sous la direction de Pierlot le 23 octobre.

Le Gouvernement belge en exil participera à plusieurs conférences interalliées, signera la Charte de l'Atlantique, réactivera l'Union monétaire belgo-luxembourgeoise (UEBL) et ratifiera la création du Benelux.

Le 3 octobre 1941, il avait reconnu de Gaulle comme chef des Français libres, ce qui sera confirmé par échange de pièces diplomatiques le 13 mai 1942. L'envoi à Alger d'un diplomate par le gouvernement belge en exil sera notifié à tous les gouvernements alliés le 17 juin 1943.

### LES FORCES BELGES LIBRES

Au Pays de Galles, à Tenby, un «Camp Militaire Belge de Regroupement» (CMBR) va être ouvert le 25 mai 1940, avec pour objectif d'y recréer une force militaire belge à partir de soldats belges évacués de Dunkerque durant l'«Opération Dynamo», de réfugiés et expatriés en Grande-Bretagne ; ils seront 462 en juillet 1940, près de 700 en août et 900 en novembre... Ainsi, dès août 1940 est formé le «1<sup>er</sup> bataillon de fusiliers» (un second bataillon sera formé au Canada à partir des émigrés belges d'Amérique), en février 1941 sera formé un bataillon belge d'artillerie. Les troupes seront entraînées en Grande-Bretagne et au Canada.

Le gouvernement Pierlot nommera à la tête de cette armée belge renaissante le Lieutenant-général Raoul Daufresne de la Chevalerie ; et en 1941 Victor van Strydonck de Burkel inspecteur -général des forces belges de Grande-Bretagne.

L'unité belge la plus prestigieuse, qui verra le jour le 21 janvier 1943, va être le 1<sup>st</sup> Belgian Group, plus connu sous le nom de «Brigade Piron» ; du nom de son commandant, le major Jean-Baptiste Piron, promu lieutenant-colonel en avril 1943. Avec un effectif de 2 200 hommes, doté d'artillerie et d'un escadron blindé de reconnaissance, elle se prépara au **débarquement en France**. Il lui faudra attendre

entre le 30 juillet et le 8 août 1944 pour débarquer sur les côtes normandes, à Arromanches et Courseulles. Connaissant le baptême du feu le 9 août, la Brigade Piron va – c'est l'opération «Paddle» – aux côtés des Britanniques et des Hollandais de la Brigade «Princesse Irène» – libérer les villes côtières de Dives et Cabourg le 21 août, Deauville le 22 août, Honfleur le 24... Le 29 août, elle traverse la Seine à Caudebec, ordre lui est alors donné de marcher sur Bruxelles au plus vite, où elle entrera le 4 septembre.

Les Belges libres auront été aussi présents dans les airs et sur mer. Après l'Armistice franco-allemand de juin 1940, plusieurs pilotes belges rejoindront l'Angleterre, 15 d'entre eux participeront à la bataille d'Angleterre au sein de la R.A.F., avec 14 autres Belges comme navigateurs ou mitrailleurs ; en 1943, il y aura plus de pilotes belges dans la RAF qu'il n'y en avait dans l'Armée de l'Air belge en 1940. Constitués exclusivement de Belges et équipés de Spitfires, sont formés en novembre 1941 le *Squadron 350*, puis un an plus tard le *Squadron 349*, qui seront tous deux impliqués dans le **débarquement de Normandie**, attaquant les aérodromes de Caen et d'Evreux. Au total 1 900 Belges serviront pendant la Guerre dans la RAF et les forces aériennes canadiennes (RCAF) et sud-africaine (SAAF). 225 seront tués en actions.

La «Royal Navy Section Belge» (RNSB) fut créée en octobre 1940 et regroupa sous le commandement de Georges Timmermans<sup>2</sup> 350 hommes ; plusieurs centaines d'autres servirent sur des bateaux de guerre ou des navires marchands britanniques.

En Afrique, les Forces stationnées au Congo Belge<sup>3</sup> – la «Force publique» – comptant 15 000 hommes, auxquels il faut joindre 20 000 porteurs autochtones, sont placées sous le commandement depuis octobre 1939 du colonel Auguste Gilliaert. Promu en 1941 lieutenant-général, il va les faire participer à la campagne militaire alliée contre les forces italiennes d'Afrique Orientale, elles se distingueront en Ethiopie par la prise d'Asosa et de Saïo en 1941. La 1<sup>re</sup> Brigade Coloniale deviendra la «Brigade Motorisée Coloniale Belge», et sera stationnée au Caire de 1943 à 1944 pour défendre les arrières des Anglais en Égypte et en Palestine.

Des Belges auront aussi rejoint – à Londres, au Proche-Orient et en France occupée – les «Français libres» ; qui en recensent 382 : dans les FAFL et les FFL (1<sup>re</sup> DFL, 13<sup>e</sup> DBLE, colonne Leclerc...), ainsi que dans des Réseaux de Résistance intérieure en dépendant (Cohors-Asturies, Marco-Polo...).

<sup>2</sup> Georges Timmermans ayant reçu le commandement de la 202<sup>e</sup> compagnie de péniches de débarquement, participera aux opérations du 6 juin en Normandie, en débarquant à Saint-Aubin-sur-Mer les 1200 hommes du 48<sup>th</sup> Royal Marines Commando ; le 14 juin, il se voit confier la tâche de se rendre au-devant de la frégate française La Combattante, afin de faire débarquer le général de Gaulle à Grave-sur-Mer, près de Bayeux.

<sup>3</sup> Le Congo belge aura une grande importance pour l'effort de guerre allié de par ses ressources agricoles (caoutchouc, coton...) et minières : cuivre, zinc, étain, tungstène, or, uranium ; ce dernier minéral utile pour le «projet Manhattan» de bombe atomique américaine...

<sup>1</sup> Le 18 juillet 1940, Hitler avait décrété : «Il n'y a pas de gouvernement belge. Toutes les demandes des autorités belges pour entrer en contact avec nous doivent être ignorées».

## LES «LUXEMBOURGEOIS LIBRES»

Après avoir été lors de la Révolution Française puis sous l'Empire napoléonien le département français des Forêts, l'ancien duché habsbourgeois du Luxembourg – devenant Grand-duché – passa en 1815 sous la souveraineté personnelle du Roi Guillaume 1<sup>er</sup> des Pays-Bas ; la Prusse obtenant le droit de maintenir une garnison dans la place forte de Luxembourg.

Le Luxembourg – ainsi que le Limbourg voisin – bien qu'ayant pour souverain le roi des Pays-Bas, va être intégré à la nouvelle «Confédération germanique», établie en septembre 1815 et réunissant les Etats germanophones d'Allemagne – dont les Royaumes de Bavière, Hanovre, Prusse, Saxe et Wurtemberg – avec l'Autriche (de l'Empire austro-hongrois).

Lors de la naissance de la Belgique en 1839, l'Ouest du Grand-Duché y fut intégré tandis que sa partie orientale, gardant comme souverain le Roi des Pays-Bas, restait dans la Confédération germanique, qui disparaîtra en 1866 après la Guerre austro-prussienne.

Le projet, avancé en 1867, d'achat du Grand-duché par la France suscitera l'hostilité de la Prusse... Le Traité de Londres du 11 mai 1867 actera la neutralité et l'indépendance totale du Luxembourg, dont les fortifications seront démantelées et d'où la garnison prussienne évacuée. En 1871, le Luxembourg, qui a toujours pour Grand-duc le roi Guillaume III des Pays-Bas, restera en dehors des limites de l'Empire d'Allemagne proclamé à Versailles suite à la Guerre franco-allemande.

Le 16 février 1881 est créé un «Corps des Gendarmes et Volontaires» formé – sous commandement unique – d'une compagnie de gendarmes de 125 hommes et d'un corps de volontaires, avec 9 officiers et 140 à 170 sous-officiers et soldats.

La mort en 1890, sans enfant mâle, du Roi des Pays-Bas, marqua la fin de l'Union personnelle entre les deux pays. L'ancien Duc Adolphe de Nassau, Etat annexé par la Prusse en 1866, recevra en compensation le trône grand-ducal du Luxembourg.

Son fils et successeur, en 1905, le Grand-duc Guillaume IV de Luxembourg, décédant en 1912, lui aussi sans héritier mâle, c'est – la loi salique ayant été abolie en 1907 – sa fille aînée Marie-Adélaïde qui monte sur le trône grand-ducal.

## INVASIONS ALLEMANDES

Bien qu'ayant reconnu la neutralité du Luxembourg, l'Allemagne voisine l'envahira et l'occupera lors des deux Guerres mondiales.

Ainsi, alors que commence la 1<sup>re</sup> Guerre mondiale, l'armée impériale allemande, mettant en œuvre son plan Schlieffen d'attaque de l'Armée française en la contournant à travers la Belgique, envahira le Luxembourg le 2 août 1914.

Le Grand-duché, où la Grande-duchesse, le gouvernement, les institutions restent en place mais doivent se conformer aux diktats allemands, ne sera évacué qu'après le 11 novembre... 1918.

Près de 22 ans plus tard, alors que la Grande Duchesse Charlotte a depuis jan-

vier 1919 succédé à sa sœur Marie-Adélaïde, jugée trop germanophile durant l'Occupation, le pays va connaître une nouvelle épreuve, bien plus dure.

En septembre 1938, alors que les tensions internationales se sont exacerbées, un arrêté grand-ducal porte l'effectif des Volontaires à 300 hommes ; le 15 septembre 1939 est créé un corps de 125 Volontaires auxiliaires. Ainsi, début mai 1940, la Force armée luxembourgeoise comprend dans sa compagnie de gendarmes 13 officiers et 255 hommes, 425 dans celle de volontaires. Au printemps 1940 sont mises en place à la frontière avec l'Allemagne des barrières – c'est la «ligne Schuster», formée de blocs de béton, fossés, barricades, barbelés – destinées non pas à empêcher une invasion, mais à en retarder le déroulement, afin de permettre au gouvernement de protester de sa neutralité, et de se réfugier en France...

L'invasion – dans le cadre de l'offensive *Fall Gelb* de la Wehrmacht à l'Ouest, notamment à travers la Forêt des Ardennes – franchira le 10 mai 1940 la frontière luxembourgeoise à 4h35 du matin. Alertée par une agitation inhabituelle sur la rive allemande de la Moselle frontalière, la gendarmerie luxembourgeoise avait ordonné à 3 h15 la fermeture irréversible des barricades...

Cela n'empêchera pas les 3 divisions de panzers du *XIX Armee-Korps* d'Heinz Guderian de traverser le nord du Luxembourg et de franchir en divers points, entre 8h30 et 10 h30 du matin, la frontière belgo-luxembourgeoise ; avant midi, la capitale, Luxembourg, est prise.

Plusieurs divisions françaises ayant franchi la frontière sud se retireront quelques heures plus tard, se repliant derrière la Ligne Maginot.

## L'ANNEXION NAZIE

Dans le Luxembourg occupé, le secrétaire général du gouvernement, Albert Wehrer, prend dès le 10 mai contact avec l'ambassadeur allemand Radowitz l'informant qu'il assume la continuité gouvernementale en mettant en place une «Commission gouvernementale de 5 membres», en informe aussi le 13 mai le Conseil d'Etat et se fait confirmer son autorité par les députés restés présents dans le pays les 13 et 16 mai.

Cette tentative de pérenniser l'existence étatique du Luxembourg fera long feu : Wehrer sera démis de ses fonctions le 22 novembre 1940 et interné dans le Reich, le pays étant dès février 1941 annexé au Reich sous le nom de *Moselland*. Une Résistance intérieure s'y développera<sup>1</sup>.

Le gouvernement, la Grande-duchesse et sa famille – ainsi que 40 000 Luxembourgeois – avaient pu *in extremis* se réfugier en France. Après l'armistice de juin 1940, ils vont, à travers l'Espagne et via Lisbonne, gagner le Royaume-Uni, où la Grande-duchesse se trouve le 19 août 1940, avant de partir en octobre aux Etats-Unis puis en novembre au Canada à Mont-

réal, accompagnée du Président du Gouvernement, Pierre Dupong, et d'un ministre, Victor Bodson.

## LE GOUVERNEMENT EN EXIL

Deux autres ministres – Josef Bech et Antoine Krier – assurent une présence gouvernementale en Angleterre, s'établissant dans le quartier londonien de Belgrave Square, 27 Wilton Crescent. A partir de 1943, la Grande-duchesse s'installe définitivement à Londres, et parlera régulièrement à la BBC émettant en luxembourgeois.

Le gouvernement luxembourgeois co-signera le 12 juin 1941 la Déclaration commune de 8 gouvernements en exil et du CFLN avec la Grande-Bretagne et ses dominions, adhéra à la Charte de l'Atlantique (14 août 1941), un traité créant l'union économique Benelux et adhéra aux accords de Bretton Woods (juillet 1944).

Sur le plan militaire, la participation luxembourgeoise ne pouvait qu'être symbolique, mais de nombreux Luxembourgeois combattirent au sein d'armées alliées. Ainsi le Prince Jean, fils de la grande-duchesse et futur grand-duc, servit à partir de 1942, sous le nom de «Lieutenant Luxembourg» dans les *Irish Guards*.

Alors que de nombreux Luxembourgeois réfugiés en France y participèrent à la Résistance, 38 de leurs compatriotes rejoignirent les Forces françaises Libres (FFL), dont 10 dès 1940 à Londres, 11 en Syrie et au Liban en 1941 et combattirent – notamment au Levant – au sein de la 1<sup>re</sup> DFL, de la 13<sup>e</sup> Demi-brigade de la Légion étrangère (DBLE), des FNFL comme fusiliers-marins, du BCRA, du groupe de bombardement FAFI «Lorraine»<sup>2</sup>, ...

Suite à un accord, une unité spécifiquement luxembourgeoise, la «*Luxembourg Battery*» et comprenant 3 aspirants officiers, 9 officiers et 68 soldats, dont la moitié avait reçu une instruction militaire dans la Légion étrangère française en Afrique du Nord, fut constituée au sein de la «1<sup>re</sup> batterie d'artillerie belge de la 1<sup>re</sup> brigade d'infanterie belge», connue sous le nom de «brigade Piron». A partir de mars 1944, les soldats luxembourgeois mettront en œuvre quatre canons baptisés «Elisabeth», «Marie-Adélaïde», «Marie-Gabrielle» et «Alix», du nom des filles de la Grande-duchesse.

Débarqués en France le 6 août 1944, ils participèrent à la **bataille de Normandie** au sein de la Brigade Piron, puis, avec elle, à la libération de Bruxelles en septembre 1944.

Le Luxembourg, où rentre le 14 avril 1945, la Grande-duchesse Charlotte, avait été libéré le 10 septembre 1944 par l'armée américaine, mais, de la mi-décembre 1944 à fin janvier 1945, avait connu au nord les dévastations de la contre-offensive allemande des Ardennes.

<sup>1</sup> Jean-Bernard Ney, âgé de 21 ans, incorporé dans les FAFI le 6 février 1942 au Groupe «Lorraine» participera le 6 juin 1944 à une mission de protection du Débarquement par écran de fumée et, notamment les 22 juillet et 26 août, à des attaques des troupes allemandes. Il fut fait «Compagnon de la Libération» le 17 Novembre 1945.

<sup>2</sup> Voir le *Journal de la Résistance* n°1297 à 1299, octobre à décembre 2015.

## LES «TCHECOSLOVAQUES LIBRES»

Le 30 septembre 1938, à l'issue de la conférence réunissant à Munich Hitler, Mussolini, le Premier ministre britannique Chamberlain et le Président du Conseil français Daladier, la Tchécoslovaquie, absente de ces entretiens, se voyait contrainte d'abandonner au Reich hitlérien les «Sudètes», zone montagneuse périphérique à la Bohême et ayant une population germanophone ; mais aussi zone d'importantes ressources minières, de fortifications et d'usines d'armement, dont l'abandon au Reich diminuait drastiquement les capacités de défense de la Tchécoslovaquie.

Moins de six mois après Munich, le 15 mars 1939, la Wehrmacht entra à Prague. Le Président tchécoslovaque, Emil Hacha, qui avait succédé à la Présidence à Edouard Benès, l'un des pères de l'indépendance tchécoslovaque démissionnaire une semaine après Munich, convoqué à Berlin, avait, dans la nuit du 14 au 15 mars, dû accepter sous la menace le démantèlement de son pays – la Slovaquie proclamant son indépendance – et «soliciter» la «protection» d'Hitler pour le peuple tchèque, au sein de ce qui devient dès le 15 mars le «Protectorat de Bohême-Moravie», de fait annexé au Reich.

Edvard Benès, d'abord exilé à Londres puis parti aux Etats-Unis, va revenir en Europe après le déclenchement en 1939 de la Seconde Guerre mondiale début septembre, et s'établir à Paris où il crée le «Comité National Tchécoslovaque» ; lequel signe le 2 octobre un traité permettant la reconstitution d'une armée tchécoslovaque en France, qui – intégrant notamment 500 anciens des Brigades internationales – sera formée dans l'Hérault au camp d'Agde, et qui comptera dans la «1<sup>re</sup> division tchécoslovaque» jusqu'à 11 400 hommes en juin 1940. À partir du 6 juin 1940, deux de ses trois régiments, ainsi que 113 pilotes tchécoslovaques, participeront à la bataille de France.

Le 13 novembre 1939 la France avait reconnu le «Conseil National Tchécoslovaque» comme étant *de facto* sinon *de jure* le Gouvernement tchécoslovaque en exil, suivie en cela le 20 décembre par le gouvernement britannique.

Le 9 juillet 1940, réfugié à Londres, et présidé par Benès, le «Conseil National Tchécoslovaque», se transforme en «Gouvernement provisoire tchécoslovaque», avec pour premier ministre Jan Sramek. Le 21 juillet 1940, le Royaume-Uni le reconnaît officiellement. Le 18 juillet 1941, l'URSS reconnaît à son tour le Gouvernement Benès ; ce qui ferait aussi les Etats-Unis après Pearl Harbour<sup>1</sup>. Le 29 décembre 1942, le général de Gaulle, Président du Comité National Français, enverra au Président Benès une lettre rendant caduque la signature française des Accords de Munich.

Le 5 avril 1945, le «Gouvernement provisoire tchécoslovaque», qui avait signé le 12 décembre 1943 avec le gouvernement soviétique un «Pacte d'amitié, d'aide mutuelle et de coopération», retrouvera le sol national en s'établissant, présidé par le social-démocrate Zdeněk Fierlinger avec comme adjoint le communiste Clément Gottwald, à Kosice, ville de Slovaquie orientale, libérée par l'Armée rouge.

### AU COMBAT...

Après l'évacuation de Dunkerque puis l'Armistice signé par la France le 22 juin 1940, 500 aviateurs tchécoslovaques et l'effectif d'une demi-division d'infanterie – dont 3 000 hommes quittant le camp d'Agde par le port de Sète – se réfugièrent outre-Manche ; un millier d'autres les rejoindront par d'autres voies.

Avec notamment les militaires évacués de France va être constituée en juillet 1940 la «1<sup>re</sup> Brigade mixte tchécoslovaque», qui deviendra la «1<sup>re</sup> Brigade indépendante tchécoslovaque». Elle sera le 1<sup>er</sup> septembre 1943 transformée en unité blindée, la «1st Czechoslovak Independent Armoured Brigade Group» (1st CIABG), placée sous le commandement du général Alois Indra ; elle intégrera le 11<sup>e</sup> bataillon d'infanterie tchécoslovaque du Levant.

Avec des pilotes tchécoslovaques, souvent évacués de France en juin 1940, 4 escadrilles (*squadrons*) – n<sup>os</sup> 310, 311, 312 et 313 – furent formées au sein de la R.A.F. La 311<sup>e</sup> effectuera 149 raids sur l'Allemagne entre 1940 et 1942 et participera à la lutte contre le blocus maritime. Formé à Duxford, le 312<sup>e</sup> Squadron de la R.A.F. participera à la bataille d'Angleterre, puis patrouillera en protection de convois au-dessus de la mer d'Irlande. Et, le 19 août 1942, il assurera la couverture aérienne de l'Opération Jubilee, le raid allié sur Dieppe. En 1944, il effectuera jusqu'au 27 août des missions d'interception de V1, d'escorte de bombardiers et d'attaque de cibles routières et ferroviaires en Europe occupée, avant d'être transféré à la défense du territoire britannique. Les «forces aériennes tchécoslovaques libres» de l'Air Marshal Karel Janousek seront créditées de 200 victoires.

**Débarquée en Normandie** en août 1944, la 1<sup>re</sup> Brigade blindée tchécoslovaque – relevant les Canadiens – va être affectée à partir d'octobre par le Haut-commandement allié au siège de la garnison allemande de la Forteresse (*Festung*) de Dunkerque, dont le commandant, l'amiral nazi Alois Frisius, n'acceptera de se rendre au général tchécoslovaque Alois Liska que le 9 mai 1945.

88 Tchèques et Slovaques auront combattu au sein des Français libres, notamment dans la 1<sup>re</sup> DFL et la 13<sup>e</sup> DBLE ; quatre d'entre eux – Victor Perner, Josef Rivasy, Bohumil Vazac et Otto Wagner seront faits Compagnons de la Libération.

### SUR LE FRONT DE L'EST

Après l'occupation par le Reich de la Bohême-Moravie et la sécession de l'Etat fasciste slovaque en mars 1939, et bien

que la Pologne ait en octobre 1938 été bénéficiaire des Accords de Munich en annexant Teschen/Tesin, ce pays apparaissait comme la prochaine cible d'Hitler ; ce qui la fit choisir comme lieu de refuge par nombre de Tchécoslovaques.

Ainsi, l'Ambassade tchécoslovaque de Varsovie et son consulat de Cracovie devinrent des points de ralliement d'émigrés politiques, de Juifs fuyant l'application des Lois de Nuremberg dans le «Protectorat» dès sa mise en place et de l'ordonnance antisémite du 18 avril 1939 en Slovaquie, ainsi, qu'en nombre conséquent, de militaires désireux de se préparer à la lutte en créant une «Légion tchécoslovaque».

Les réticences initiales polonaises à la création de cette Légion vont conduire 4 000 militaires tchécoslovaques à quitter la Pologne en 6 convois, entre le 22 mai et le 21 août, pour rejoindre la Légion étrangère française ; un millier d'autres resteront en Pologne.

700 d'entre eux, placés sous le commandement du lieutenant-colonel Ludvík Svoboda et regroupés en juillet 1939 dans le camp de Bronowice Male – 200 aviateurs formant l'«Escadrille de reconnaissance tchécoslovaque» – seront le noyau de la «Légion tchécoslovaque», officiellement créée par le Président polonais Ignacy Moscicki le 3 septembre 1939, deux jours après le début de l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht...

La formation tardive de la Légion ne permit pas aux militaires tchécoslovaques – à l'exception des aviateurs – de prendre une part significative aux combats. La plupart d'entre eux seront internés par les Soviétiques à leur entrée en Pologne de l'Est le 17 septembre ; Certains – dont les aviateurs – se réfugièrent en Roumanie.

Un accord entre le Gouvernement tchécoslovaque en exil et l'URSS permettra à des internés de rejoindre des Tchécoslovaques en Palestine, qui, formant le 11<sup>th</sup> Infantry Battalion, combattent en Syrie les Vichystes et en Libye les Germano-Italiens à Tobrouk, et ouvrit la voie à la formation, en mars 1942 en URSS, du «1<sup>er</sup> Bataillon Indépendant de campagne tchécoslovaque», avec d'anciens membres de la «Légion tchécoslovaque», des réfugiés tchécoslovaques, des prisonniers de guerre de l'Etat slovaque, des Tchèques de Volhynie.

En mai 1943, réorganisé en «1<sup>re</sup> Brigade Indépendante Tchécoslovaque», il s'intégra en 1944 avec une «2<sup>e</sup> Brigade parachutiste», une «3<sup>e</sup> Brigade», une «4<sup>e</sup> brigade» et la «1<sup>re</sup> brigade blindée» dans le «1<sup>er</sup> Corps d'armée tchécoslovaque» qui, commandé par Ludvík Svoboda, prendra part avec l'Armée rouge à la libération de la Tchécoslovaquie : 13 000 de ses hommes participèrent à la bataille de la Passe de Dukla en septembre et octobre 1944, entrant sur le sol national et tentant d'apporter leur aide au Soulèvement national slovaque-SNP (29 août-28 octobre 1944).

<sup>1</sup> Les relations avec le Gouvernement polonais en exil, lui aussi réfugié à Londres, seront compliquées par son désir de conserver l'annexion de Teschen/Tesin, réalisée suite aux Accords de Munich. Un contentieux du même ordre existera avec certains secteurs de l'émigration antinazie allemande désireux de conserver... les Sudètes. Se posera en 1945 le problème du statut de la Ruthénie, peuplée d'Ukrainiens et finalement annexée à l'URSS.

## LES «FRANÇAIS LIBRES»

Le 16 novembre 1940, alors que les Allemands sont entrés deux jours plus tôt dans Paris déclarée ville ouverte, à Bordeaux, où s'est replié le gouvernement, le Président du Conseil Paul Reynaud démissionne et est remplacé par le Maréchal Pétain qui, dès le 17 juin à 12h30, appelle à «cesser le combat».

Le lendemain 18 juin, le général de Gaulle, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre dans le Gouvernement de Paul Reynaud, qui l'avait chargé de mission auprès du Gouvernement britannique, lance depuis Londres sur les ondes de la BBC son célèbre «Appel» à refuser l'armistice, exhortant les soldats, marins et aviateurs à poursuivre le combat.

Peu de Français, beaucoup d'entre eux sont encore sur les routes de l'exode, fuyant vers le Sud devant l'avancée allemande, entendirent directement cet «Appel du 18 juin».

Quant aux troupes qui se rallient immédiatement à de Gaulle, elles se bornent aux demi-brigade de la Légion étrangère (13<sup>e</sup> DBLE), échappée de l'encerclement à Dunkerque, au Bataillon d'infanterie de marine (B.I.M.) parti du Levant, et à un escadron de spahis marocains parti de Syrie ; le sous-marin, «Narval», rallié le 27 juin, sera le premier bâtiment de guerre à répondre à de Gaulle, préfigurant ainsi la formation des «Forces Navales Françaises Libres» (FNFL).

À la différence des gouvernements luxembourgeois, néerlandais et norvégiens déjà réfugiés à Londres avec les souverains de leurs pays, la légitimité de de Gaulle est encore bien mince par rapport au gouvernement Pétain régulièrement investi par le président de la République Albert Lebrun, et auquel les forces armées, l'administration et l'Empire colonial continuent d'obéir. Churchill interdira à de Gaulle le 19 juin 1940 d'annoncer la formation d'un «Comité National» ; cependant, le gouvernement britannique va le reconnaître dix jours plus tard, le 29 juin, comme «le chef en ce pays de tous les Français libres qui, où qu'ils soient, se rallient à lui pour soutenir la cause alliée...».

C'est que le contexte a déjà commencé à changer avec la signature unilatérale – contraire aux engagements réciproques franco-britanniques – par la France de l'Armistice avec l'Allemagne le 22 juin 1941. Il va encore plus changer avec l'«Operation Catapult» lors de laquelle le 3 juillet la Royal Navy, échouant dans sa tentative, pour l'empêcher de tomber dans les mains allemandes, de rallier la flotte française, en mouillage à Mers-el-Kébir près d'Oran, a eu avec elle un affrontement très meurtrier, qui va conduire le 4 juillet à la rupture des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et le Gouvernement français replié à Vichy.

À Vichy où, le 10 juillet 1940, un coup d'Etat conduit par Pétain et Laval assassine la III<sup>e</sup> République et met en place sous la direction de Pétain l'«Etat français», régime fascisant vassal du Reich nazi.

### DU CONSEIL DE DEFENSE DE L'EMPIRE...

Les rapports entre la «France libre» et la Grande-Bretagne ont été fixés par

l'«Accord» des *Chequers* le 7 août 1940, après un échange de lettres entre de Gaulle et Churchill ; un «accord» et non un «traité», la «France Libre» étant en relations avec le «War Office» (Ministère de la Guerre) britannique et non avec le «Foreign Office» (ministère des Affaires étrangères), avec lequel sont en relation les gouvernements des Pays occupés en exil à Londres.

«La France libre» ayant été, par cet Accord du 7 août, reconnue comme seule représentante des intérêts de la France en guerre, et reçu l'autorisation de développer ses services administratifs, de Gaulle crée, par ordonnance le 27 octobre 1940, le «Conseil de Défense de l'Empire», de 9 membres, consultatif, ayant «*outre ses tâches militaires (...), la charge de diriger l'activité économique, de soutenir la cohésion morale des populations de l'Empire et de traiter avec les puissances étrangères des questions relatives aux intérêts français.*»

C'est que, en cette fin 1940, de Gaulle a acquis une représentativité encore limitée mais déjà notable : dès le 22 juillet 1940, les Nouvelles-Hébrides se sont ralliées, de même que le Tchad le 26 août, puis entre le 27 et 30 août le Cameroun, le Congo, l'Oubangui-Chari, et, entre le 2 et le 24 septembre, Tahiti, la Nouvelle-Calédonie, les Établissements français de l'Inde font de même... Si le siège de la France libre est à Londres, sa capitale officielle va être en territoire de souveraineté française libérée, au Congo, à Brazzaville jusqu'en 1942, puis transférée à Alger...

La France libre va se doter de forces militaires – Forces Françaises Libres (FFL), Forces Navales Françaises Libres (FNFL), Forces Aériennes Françaises Libres (FAFL), qui combattront aux côtés de la Grande-Bretagne (tels les aviateurs dès la Bataille d'Angleterre, en Libye, de Sidi Barani à El-Alamein, à Koufra, en Erythrée contre les Italiens), puis de l'URSS (Escadrille Normandie-Niemen...) et des Etats-Unis, en Asie, en Méditerranée, dans l'Atlantique, l'Océan Indien et le Pacifique et bientôt en Europe (Italie et... France).

### AU COMITE NATIONAL FRANÇAIS

C'est le 24 septembre 1941 qu'est mis en place le **Comité National Français (CNF)**<sup>1</sup>, qui va se structurer en 7 commissariats, véritables ministères : (Economie, finances et colonies, Affaires étrangères, Guerre, Justice et instruction publique, Travail et information, Air, Marine et marine marchande), qui sous la conduite du général de Gaulle va diriger l'action de la France libre pendant plus de 18 mois.

Car, le 8 novembre 1942, les Anglo-américains débarquent au Maroc et en Algérie, dont ils prennent le contrôle après quelques affrontements initiaux avec les forces vichystes. Est fortuitement présent en Algérie l'Amiral Darlan, n° 2 du régime pétainiste, avec lequel les Alliés négocient le ralliement de l'Armée d'Afrique conjointement à la pérennisation de l'administration pétainiste.

L'exécution le 24 décembre 1942 de Dar-



Le Comité national français

lan par un Résistant ne mettra pas un terme au projet, repris par le général Giraud avec le soutien des anglo-américains, dont la pression conduira à la formation du **Comité Français de la Libération Nationale (CFLN)** le 3 juin 1943.

### DU CFLN... AU GPRF

Le CFLN, qui unifie le «Comité National Français» de la France libre et le «Commandement en chef français civil et militaire» (giraudiste), bicéphale sous la coprésidence de de Gaulle et Giraud, va aussi conduire à l'amalgame des forces de la France libre avec l'Armée d'Afrique au sein de la «France Combattante», qui sera présente aux côtés des Alliés sur tous les Fronts, notamment en Italie, s'illustrant à Monte-Cassino en mai 1944.

La bicéphalisme du CFLN va toutefois se révéler, de par les options et les personnalités trop différentes de ses deux présidents, impossible à gérer ; d'autant plus que les ralliements à de Gaulle – y compris dans les rangs giraudistes – se sont multipliés. Et de Gaulle avait, à la veille de la formation du CFLN, reçu un soutien de poids : lors de sa formation dans la clandestinité de la France occupée, le 27 mai 1943 sous la présidence de Jean Moulin, le **Conseil National de la Résistance** s'était placé sous son autorité. Le 2 octobre 1943, une «ordonnance» décidera l'abolition de la coprésidence du CFLN, Giraud abandonnant dans les mois qui suivent toutes ses fonctions, y compris militaires.

Fin 1943, 37 Etats auront reconnu la France combattante. La transformation le 2 juin 1944 du CFLN en **Gouvernement provisoire de la République Française** concrétisera cette réalité : la participation de la France au combat final contre le nazisme.

Le 12 juillet 1944, le Gouvernement américain reconnaîtra que «*le Comité d'Alger est qualifié pour exercer l'administration de la France*». Et, Le 23 octobre suivant, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Union Soviétique reconnaîtront très officiellement le GPRF.

C'est que la France combattante aura été partie prenante à la phase finale de la lutte de libération du pays initiée, conjointement à l'Insurrection nationale, par le **débarquement allié en Normandie le 6 juin 1944**, auquel participèrent les 177 commandos français de Kieffer, des navires des FNFL, des avions des FAFL...

L'armée française de la libération sera parmi les vainqueurs de la Wehrmacht nazie en 1945, et la France cosignataire à Reims le 7 mai et le 8 mai à Berlin de la capitulation du Reich hitlérien.

<sup>1</sup> Le 28 septembre 1942, l'URSS avait reconnu le CNF comme «l'organe directeur de la France combattante, ayant seule qualité pour organiser la participation des citoyens et des territoires français à la guerre».

## LES «GRECS LIBRES»

À partir de septembre 1939, plusieurs centaines de Grecs résidant pour la plupart en France – ou y étant internés pour avoir été parmi les 160 Grecs des Brigades internationales – s'engageront dans les Régiments de marche des volontaires étrangers de l'Armée française, combattant dans les Ardennes sur la Marne.

La défaite de la France consommée, 34 Grecs s'engageront entre l'été 1940 et 1943 – en Angleterre, en Égypte, au Liban, en Palestine, en Algérie, au Maroc, en Tunisie ou en A.E.F. – dans les Forces françaises libres (FFL), y combattant au sein de la colonne Leclerc, de la 1<sup>re</sup> DFL, de la 13<sup>e</sup> DBLE, dans les Forces navales françaises libres (FNFL)...

Entretemps, la Grèce aura connu bien des vicissitudes : 4 mois après la défaite française, la Grèce – ayant rejeté un ultimatum de Mussolini exigeant le libre passage de troupes italiennes allant occuper des points non spécifiés du territoire grec – sera attaquée le 28 octobre 1940 à 4 heures du matin par l'Italie fasciste, à partir de ses bases de l'Albanie annexée depuis avril 1939.

Dès le 2 novembre, depuis Londres, le général de Gaulle va envoyer au Premier ministre grec un message de solidarité : «*En se dressant une fois de plus pour sauvegarder leur indépendance, les Hellènes donnent au monde un exemple digne de leurs traditions antiques. Ensemble avec nos Alliés, nous vaincrons l'ennemi commun*». Manifestant l'intention de recruter une légion de volontaires dans les communautés françaises des Balkans, il propose – sans succès – d'envoyer en Grèce depuis l'Égypte une unité combattante de Français libres.

Pendant six mois, seize divisions grecques, bien qu'insuffisamment armées, vont contenir dès le 6 novembre l'offensive italienne avant de mener, à partir du 14 novembre, une contre-offensive leur permettant, en pénétrant de soixante kilomètres en Albanie, de prendre le contrôle de l'Épire du nord, immobilisant vingt-sept divisions italiennes. Menée du 6 au 19 mars 1941 sous la direction personnelle de Mussolini, la nouvelle offensive de 17 divisions italiennes va être stoppée par 13 divisions grecques. Dès lors le Duce va devoir faire appel à l'aide d'Hitler...

Le 6 avril 1941, Hitler lance ses troupes dans les Balkans, attaquant la Yougoslavie et, à travers la Bulgarie (*Opération Marita*), la Grèce du nord, Salonique sera prise dès le 9 avril.

Ses lignes de défense ayant été enfoncées, l'armée grecque – ainsi que les contingents britanniques, australiens et néo-zélandais venus l'appuyer font retraite vers le Péloponnèse d'où, à partir du 24 avril, 50 000 soldats alliés se replient vers la Crète, où la famille royale a été évacuée dès le 22 avril et où le Roi Georges II établit son quartier-général.

En Grèce même, où les Allemands

sont entrés dans Athènes le 27 avril, l'armée, que commande le général Tsolakoglou, capitule.

L'attaque allemande sur la Crète, qui débute le 20 mai, va contraindre le souverain – qualifié par Hitler d'«ennemi n°1 du Reich» – et son gouvernement à évacuer l'île ; le roi, échappant de justesse aux parachutistes allemands, réussira à gagner sur un navire britannique le port égyptien d'Alexandrie.

C'est dans cette ville égyptienne du delta du Nil, où réside depuis les temps anciens une forte communauté grecque (les Grecs sont 200 000 en Égypte), que le Roi Georges II, qui n'a pu obtenir du Roi Farouk 1<sup>er</sup> d'Égypte l'autorisation de le faire au Caire, va installer, du 2 au 29 juin 1941, son gouvernement ; avant de le transférer en Afrique du Sud à Johannesburg (20 juillet – 5 septembre) puis de l'établir à Londres à partir du 24 septembre 1941 ; et ce jusqu'au 14 avril 1943.

En Grèce, occupée par les Allemands, les Italiens et les Bulgares – qui annexent la Thrace occidentale, le général Tsolakoglou installe à Athènes un régime fasciste collaborateur.

### LES FORCES GRECQUES LIBRES

Les navires de la marine grecque ayant échappé en avril 1941 aux attaques de la Luftwaffe et à la capture par les Germano-italiens, et s'étant réfugiés en rade d'Alexandrie, vont être une composante des « Forces grecques libres » relevant de l'autorité du Gouvernement grec en exil qu'Emmanouil Tsouderos dirigera jusqu'au 13 avril 1944. Elle comprend un cuirassé ancien, un croiseur – le *Georgios Averof*, trois destroyers modernes, quelques avisos et 5 sous-marins ; et près de... 1 250 cargos.

Les corvettes *Tobazis* et *Kriezis*, le contre-torpilleur *Salamis* et des navires grecs de commerce participeront le 6 juin 1944 aux opérations de **débarquement en Normandie** sur la plage *Gold*. Ils escorteront dans la Manche et l'Atlantique dans les jours et semaines qui suivirent des convois de ravitaillement pour le front.

D'assez nombreux aviateurs grecs ont pu eux aussi échapper à la captivité, ils intégreront au sein de la R.A.F. le «335<sup>th</sup> Royal Hellenic Pursuit Squadron» formé le 10 octobre 1941 en Palestine et qui, transféré en Égypte, sera engagé dans la bataille d'El Alamein. Ces deux escadrilles participeront, avec le «13<sup>th</sup> Light Bomber Squadron» grec, à des missions de chasse et de bombardement en Libye, en Italie, sur les îles du Dodecanèse, en Grèce et en Yougoslavie.

Pour ce qui est des forces terrestres, une «1<sup>re</sup> Brigade grecque» – composée d'environ 5 000 hommes répartis en trois bataillons d'infanterie, un régiment d'artillerie (de la taille d'un bataillon) et d'unités de renforts est formée le 23 juin 1941 en Palestine. Elle y restera dans des camps d'entraînement jusqu'en mai 1942, puis sera transférée en Syrie avant

d'être déployée en Égypte en août et de, placée sous la direction de la 50<sup>e</sup> division d'infanterie britannique, participer à la Seconde bataille d'El Alamein ; lors de laquelle elle aura 89 tués et 228 blessés. Une «2<sup>e</sup> Brigade grecque» sera formée aussi en Égypte à partir du 27 juillet 1942, mais n'entrera jamais en action au cours de la guerre.

L'armée de terre grecque va se trouver confrontée à deux problèmes qui vont mettre en cause sa cohésion. Le premier, inédit, est le sureffectif de gradés – généraux, colonels, commandants, capitaines, sous-officiers... par rapport aux soldats, ce qui entraîne un important sous-emploi générateur de frustration, de ressentiment. C'est dans ce contexte que le 6 septembre 1942 va être – primitivement appelé «*Bataillon des immortels*» – formé le «*Bataillon sacré*», composé d'officiers et sous-officiers et placé sous le commandement du colonel Christodoulos Tsigantès. Il combattra en Lybie puis en Tunisie, Tsigantès demandant alors à intégrer son bataillon aux Français libres de Leclerc. Le 17 avril 1943, avant même la fin de la Bataille de Tunisie, le «Bataillon sacré» sera envoyé en Égypte pour participer à des opérations contre les forces de l'Axe en Mer Egée.

Le deuxième problème auquel vont être confrontées les Forces grecques libres va les déstructurer : en leur sein se développe, entre le 31 mars et le 24 avril 1944, une mutinerie à l'encontre du Gouvernement royal, conséquence des affrontements opposant sur sol national occupé l'ELAS-EAM, le principal mouvement de Résistance, socialement avancé et républicain, dans lequel le Parti communiste grec (KKE) tient une place déterminante, aux autres organisations de Résistance (EDES, EKKA...), souvent socialement conservatrices et monarchistes.

À Alexandrie, les équipages des navires grecs passent par-dessus bord les officiers, qui doivent regagner à la nage la terre ferme ; mais le 24 avril, des marins et officiers loyalistes reprendront le contrôle des navires, au prix d'une cinquantaine de tués et blessés.

8 000 mutins seront internés en Égypte jusqu'à la fin de la guerre, 2 000 seront maintenus désarmés dans l'Armée grecque. 2 000 non mutins, formeront la «3<sup>e</sup> brigade de montagne», qui combattra en septembre 1944 en Italie, lors de la bataille de Rimini sur la Ligne Gothique.

### LA CONFERENCE DU LIBAN

La mutinerie conduit à la tenue à Beyrouth, du 17 au 20 mai 1943, d'une conférence réunissant les forces politiques grecques, les principaux mouvements de Résistance et le gouvernement en exil à la présidence duquel est porté Georges Papandréou.

Le Gouvernement grec en exil, revenu s'établir au Caire le 5 mai 1943, y restera jusqu'au 8 septembre 1944, avant de migrer en Italie, où il s'établira le 1<sup>er</sup> octobre à Cava dei Tirreni, dernier lieu d'exil avant son retour à Athènes le 18 octobre 1944.

Dans un pays où une guerre civile s'amorce...

## LES «YUGOSLAVES LIBRES»

Le dimanche 6 avril 1941, à 7 h du matin, la Luftwaffe déclenche depuis l'Autriche et la Roumanie, sans déclaration de guerre et avec 300 appareils, l'«Opération Châtiment» (*Unternehmen Strafgericht*) contre la Yougoslavie par le bombardement – qui durera plusieurs jours – de sa capitale, Belgrade ; et y fera plus de 4 000 morts civils. Parallèlement, d'autres vagues de bombardiers pilonneront plusieurs autres villes yougoslaves.

Dans le même temps commence l'invasion terrestre, pour laquelle le Reich engage une division d'infanterie de montagne, douze divisions d'infanterie et quatre divisions blindées entrant sur le territoire yougoslave depuis l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie, soit plus de 300 000 hommes disposant de 875 chars. L'Italie intervient depuis sa frontière commune avec la Yougoslavie et depuis l'Albanie qu'elle occupe, avec neuf divisions d'infanterie, une division blindée, trois divisions rapides et une division alpine, et la Hongrie attaque dans la Région de la Backa avec sa 3<sup>e</sup> armée.

Cette attaque de la Yougoslavie par l'Allemagne et ses voisins découle tout à la fois de son refus d'adhérer au Pacte anti-komintern<sup>1</sup>, de la volonté d'Hitler de voler au secours de Mussolini en difficulté en Grèce, qui implique le passage de la Wehrmacht par la Yougoslavie et des ambitions territoriales de l'Allemagne en Slovénie, de l'Italie en Slovénie, Dalmatie et Monténégro, de la Hongrie dans la Backa, et de la Bulgarie en Macédoine.

Pour s'opposer aux agresseurs, la Yougoslavie peut mettre en œuvre les 33 divisions des forces terrestres (*Vojska Kraljevska Jugoslavije*, VKJ) de l'«Armée royale yougoslave», ne disposant que d'une quarantaine de blindés, l'Armée de l'Air (*Vazduhoplovstvo Vojske Kraljevine Jugoslavije*, VVKJ), organisée en 4 Brigades aériennes, dotée de 400 appareils, dont seulement 120 modernes ; quant à la petite marine (*Kraljevska Jugoslovenska Ratna Mornarica*, KJRM), 4 destroyers et 4 sous-marins, elle est essentiellement basée sur la côte adriatique dans les Bouches de Kotor, non loin de la frontière albanaise.

La lutte sera inégale : le 40<sup>e</sup> Panzer corps attaque depuis la Bulgarie et Nis tombe le 9 avril, d'autres brigades blindées allemandes passent à l'offensive depuis la Roumanie et la Hongrie, la principale ville croate, Zagreb, tombe le 11 avril... Les Italiens prennent la capitale slovène Ljubljana le 12 avril. Avant de quitter Belgrade où les Allemands entreprennent ce même jour, le Premier ministre Dusan Simovic, y réunit pour la dernière fois son cabinet et transfère ses fonctions de chef d'État-Major au général Kalafatovic, le chargeant de négocier un cessez-le-

feu que les Allemands refuseront, exigeant une capitulation totale.

Le haut-commandement yougoslave sera capturé par les Allemands près de Sarajevo le 16 avril en Bosnie. Dubrovnik, au sud de la côte dalmate, sera prise le lendemain 17 avril, jour de la capitulation de l'Armée yougoslave qui devient effective le 18...

Le premier ministre Dusan Simovic, le gouvernement et le Roi Pierre II, après s'être repliés avec de maigres troupes dans le sud-est du Pays à la frontière du Monténégro et de l'Albanie, sont passés – avec les réserves d'or yougoslaves – le 5 juin en Grèce, d'où ils seront évacués le 28 avril vers Alexandrie en Egypte puis à Jérusalem en Palestine. Ils annonceront que la Yougoslavie continuera le combat contre l'Allemagne et l'Italie, et déclareront la guerre à la Hongrie et à la Bulgarie qui ont participé à l'agression contre leur pays.

## LE GOUVERNEMENT EN EXIL

En juin 1941, le Roi Pierre II et le Gouvernement yougoslave en exil – que le gouvernement britannique reconnaît le 21 juin – s'installent à Londres. Le ministre de la Guerre yougoslave restera en Egypte au Caire, qui sera jusqu'à la fin de la guerre le point de départ des opérations alliées en Yougoslavie. Les forces armées yougoslaves parties en exil ont été faibles : quelques centaines d'officiers et de soldats, un petit nombre de bateaux et une dizaine d'avions...

La Yougoslavie va être dépeçée : la Slovénie est divisée entre l'Allemagne et l'Italie, qui étend aussi son contrôle territorial en Dalmatie et prend le contrôle du Monténégro et du Kosovo, la Hongrie annexe la Backsa, la Bulgarie fait de même en Macédoine, un «Etat» fasciste croate «indépendant», avec pour *Poglavnik* («führer») Ante Pavelic, est installé en Croatie et Bosnie, un régime collaborateur – dit de «Salut national» – dirigé par Milan Nedic, un ancien ministre pro-allemand des armées en 1939-1940 – est mis en place en Serbie occupée.

Ces divisions ethniques – notamment l'opposition serbo-croate – ne seront pas sans conséquences, non seulement sur le plan de la Résistance intérieure mais aussi dans la Résistance extérieure jusqu'au niveau du gouvernement en exil à Londres, à la tête duquel Slobodan Jovanovic succède à Simovic le 11 janvier 1942. Rentre dans son gouvernement comme ministre de la Guerre... Draza Mihailovic, le chef des Tchetsniks, un mouvement de Résistance royaliste «grand-serbe», dont l'anticommunisme et l'hostilité au mouvement multinational (Croates Serbes, Macédoniens, Slovènes, Bosniaques...) des Partisans, dirigé par Tito, le conduira à passer des accords avec le régime Nedic ; voire l'occupant allemand.

Slobodan Jovanovic sera remplacé le 26 juin 1943. Après un court intérim, Bozidar Puric, ancien ambassadeur en

France de 1935 à 1941, devient premier ministre du Gouvernement en exil, qui quittera Londres pour Le Caire entre septembre 1943 et mars 1944.

Le Gouvernement royal yougoslave en exil va entreprendre de créer une modeste force armée terrestre – il y a une petite *Royal Navy* yougoslave – qui, intégrée aux forces britanniques du Proche-Orient, prendra le nom de «1st Royal Yugoslav Guards Battalion», dont la formation à Alexandrie commencera dès mai 1941, avec initialement 250 prisonniers de guerre de l'armée italienne d'origine slovène et croate, encadrés par une cinquantaine d'officiers et militaires yougoslaves exilés. Ayant été rejoint par d'autres, par des légionnaires français d'origine yougoslave, recevant la nationalité yougoslave, et une cinquantaine de résidents yougoslaves du Proche-Orient, le bataillon, commandé par le lieutenant-colonel Nikola Kalabic et dont l'effectif atteindra 500 soldats en février 1942, sera envoyé en mars suivant à Sidi Barani sur le front libyen aux côtés de la «4th Indian Division».

Une cinquantaine de ces soldats sera dirigée début 1943 à Eastbourne en Angleterre pour faire partie de commandos formés par le S.O.E. britannique avec des nationaux des pays occupés. Ainsi, avec une vingtaine d'entre eux avec deux officiers sera formée en mai 1943 et prendra le nom de «N° 7 Yugoslavian Troop».

Mais, c'est en Yougoslavie même que la lutte antifasciste et antinazie a pris un essor décisif, malgré les divisions entre Partisans titistes et Tchetsniks. Winston Churchill, qui a fait envoyer en Yougoslavie plusieurs missions du S.O.E, tant auprès de Tito que Mihailovic, convaincu que le Mouvement des Partisans de Tito représente la force combattante antifasciste la plus importante et la plus active, va lui apporter son appui, et faire pression pour le remplacement à la tête du Gouvernement royal le 8 juillet 1944 de Bozidar Puric par Ivan Subasic, un Croate. Lequel rencontrera Tito, acceptera que le Roi reste en exil, et qui, le pays libéré par les Partisans, acceptera de rentrer en mars 1945 comme ministre des Affaires étrangères dans un Gouvernement d'Union nationale présidé par Tito.

Quant aux Forces armées royales, minées par des oppositions qui ont perduré en leur sein entre Croates, Serbes, Slovènes... et bientôt affectées par des ralliements – tel celui de la majorité du *Royal Navy Squadron* – à Tito, elles vont de facto se désintégrer, ne gardant en Italie du Sud que l'effectif d'une compagnie et quelques bateaux dans le port de Tarente. Avant d'être dissoutes, après avoir participé avec les Alliés à des combats en Italie du Nord.

Des Yougoslaves ont aussi participé au combat contre les fascistes italiens et les nazis dans les rangs de plusieurs formations militaires alliées : ainsi 23 d'entre eux ont, entre 1940 et 1943, rejoint les Français libres, à Londres, en Syrie, au Liban, en Tunisie, dans la 13<sup>e</sup> DBLE, la colonne Leclerc, les FAFL...

<sup>1</sup> Pacte antisoviétique, signé le 25 novembre 1936 entre l'Allemagne et le Japon. S'y joindront ultérieurement l'Italie (1937), la Hongrie et l'Espagne franquiste (1939), la Roumanie et la Slovaquie (1940), la Finlande et la Bulgarie (1941).

## «LA WAFFEN-SS EST LA FIERTE DE LA LETTONIE...»

*Un tel propos ne date pas de la période allant de l'été 1941 à l'été 1944, quand la Lettonie était avec ses voisines baltes la Lituanie et l'Estonie, ainsi qu'avec la Biélorussie l'un des 4 districts du Reichkommissariat «Ostland», installé par les nazis dans l'ouest occupé de l'Union Soviétique avec le concours de nationalistes fascistes ; près de 30 000 d'entre eux s'engageant dans deux divisions SS, qui participèrent*

*avec d'autres forces autochtones, notamment policières, à la répression des Partisans, au génocide des populations juive et tsigane...*

*Mais il a été tenu par l'actuel ministre de la Défense du Gouvernement de la Lettonie, un pays depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004 membre de l'Union européenne, dont il a assuré pour la première fois la Présidence lors du premier semestre 2015 !*

La Lettonie a moins de cent ans d'existence étatique, son territoire ayant, des siècles durant, été l'objet de convoitises et rivalités entre ses voisins russe, suédois, polonais et germaniques avant d'être intégré à partir de la fin du 18<sup>e</sup> siècle et jusqu'en 1918 à l'Empire russe. Après la Révolution bolchevique et l'éclatement de l'Empire tsariste, la Lettonie accédera à l'indépendance nationale, proclamée le 18 novembre 1918, le pays plaçant à sa tête Karlis Ulmanis, chef de l'Union paysanne.

Dans la nuit du 15 au 16 mai 1934, Ulmanis, avec l'appui du ministre de la Guerre, effectuera un coup d'Etat instituant un régime autoritaire aux aspects fascistes, qui restera en place jusqu'en 1940 ; en 1936, il se proclamera «Vadonis» (chef) de l'Etat letton...

Trois ans plus tard, la Lettonie sera concernée par les clauses secrètes du Pacte germano-soviétique signé le 23 août 1939, qui l'ont placée avec l'Estonie et Lituanie dans l'orbite soviétique. Ainsi, dès le 25 septembre 1939, elle reçoit un ultimatum soviétique exigeant la cession à l'URSS de bases militaires à Liepaja, Ventspils et Pitrags, le stationnement pour 10 ans sur le sol letton de 30 000 hommes de l'Armée rouge ainsi que la signature d'un Traité d'assistance mutuelle qu'elle ne pourra refuser : il sera signé le 5 octobre.

Après des incidents de frontières provoqués la veille, l'Armée rouge envahira le 17 juin 1940 la totalité de la Lettonie, le Président Karlis Ulmanis sera mis en demeure de former un gouvernement prosoviétique, avec pour premier ministre Augusts Kirhensteins et une forte participation de communistes lettons. Après les élections des 14 et 15 juillet, lors desquelles le «Bloc des Travailleurs» dirigé par le Parti communiste, seul autorisé à y participer, obtiendra 98,49% des voix, la République Socialiste Soviétique de Lettonie (RSSL) est créée le 21 juillet 1940.

Le lendemain, Ulmanis sera emmené en détention en URSS (il décédera en prison en 1942), de même que 17 autres anciens ministres. De nombreux anciens cadres militaires, politiques, économiques, culturels et diplomatiques du pays seront transférés loin de Lettonie en URSS avec leurs familles (environ 35 000 personnes).

Refusant la soviétisation, des cadres lettons, notamment ceux s'y trouvant, se réfugieront à l'étranger, en France, en Grande-Bretagne, en Suède et – tel le général Bangerskys, futur... Gruppenführer SS – en Allemagne nazie. D'autres formeront dans les forêts lettonnes de petites unités antisoviétiques. Moins d'un an plus tard, certaines d'entre elles se joindront aux envahisseurs nazis...

Le 22 juin 1941 commença l'opération «Barbarossa», l'attaque nazie contre l'URSS : 28 juin, le port letton de Liepaja sera atteint le 27 juin. Riga, la capitale de la Lettonie, où une insurrection antisoviétique a éclaté le 26 juin, est occupée le 1<sup>er</sup> juillet... Lors de son entrée en Lettonie, la Wehrmacht a été ac-

cueillie favorablement par une partie de la population espérant le rétablissement de l'indépendance lettonne. Proclamée le 23 juin 1941 par le général Oskar Dankers, cette «indépendance» va être sans lendemain : le but des nazis étant l'annexion au Reich des trois Pays baltes et la germanisation des Baltes «assimilables».

Les occupants vont s'appuyer sur des supplétifs lettons, recrutés jusque parmi les nationalistes privilégiant l'anticommunisme et l'antisémitisme à l'aspiration nationale, et mettre en place une police lettonne, qui va l'auxiliaire du génocide des Juifs lettons, Voldebars Veiss, un germano-balte, lance dès l'arrivée de la Wehrmacht à Riga un appel à la radio incitant les Lettons à «se débarrasser des traîtres, des communistes, des fonctionnaires de la République soviétique, des Juifs» ; il est placé à la tête des forces de sécurité lettones du Commissariat général.

### LE GENOCIDE DES JUIFS LETTONS

La communauté juive de Lettonie – de l'ordre de 90 000 personnes en 1940 – va être dès les premiers jours de l'occupation la cible de la politique nazie d'extermination : dès le 1<sup>er</sup> juillet à Liepava (Libau) et à Riga, où le pogrom dirigé par Victor Arajs et Herber Cukurs, fait jusqu'au 4 juillet 400 victimes, prélude à l'assassinat de masse : le 30 novembre 1941, 25 000 Juifs lettons sont tués dans la forêt de Rumbula, à 10 km de la ville ; un second massacre aura lieu les 8 et 9 décembre au même endroit. Les ghettos de Dauvgapils (11 000 victimes du 8 au 10 novembre) et de Liepaja (2 300 victimes les 16 et 17 décembre) auront subi le même sort.

À la fin 1941, 69 750 Juifs lettons auront été assassinés et, à la fin de la Guerre, seuls 200 des 70 000 Juifs restés dans le pays à l'arrivée des Allemands auront survécu.

Les nazis trouvèrent en nombre en Lettonie des collaborateurs y recrutant deux divisions SS, la 15<sup>e</sup> Waffen-Grenadier-Division «Lettland» (Lettische n° 1), qui comptera plus de 18 000 hommes fin juin 1944, et la 19<sup>e</sup> Waffen-Grenadier-Division (Lettische n° 2), d'un effectif de 10 000 hommes. Cette 19<sup>e</sup> division fut considérée par les nazis comme étant parmi «les plus efficaces», elle intégrait en son sein le sinistre Sonderkommando Viktor Arajs, responsable de l'assassinat de 50 000 à 100 000 personnes... Au total, près de 150 000 Lettons ont intégré les formations nazies : 80 000 tomberont au combat, notamment quant à l'automne 1944, la contre-offensive soviétique à laquelle participeront des unités lettones de l'Armée rouge et qui sera appuyée par quelques milliers de partisans lettons.

Cette contre-offensive conduira au repli vers le Reich des rescapés des deux divisions SS lettones, d'autres collaborateurs s'enfermant jusqu'au 8 mai 1945 dans la Poche de Courlande. Les premiers chercheront à se

faire capturer à l'ouest par les Anglo-américains, les seconds à passer en Suède avec leurs familles ; d'autres tenteront de maintenir des maquis antisoviétiques dans les forêts du pays, lesquels, malgré l'aide reçue des services secrets anglais américains et suédois, disparaîtront au milieu des années cinquante.

La restauration de la République Socialiste Soviétique de Lettonie s'accompagna d'une épuration des collaborateurs des nazis n'ayant pas fui avec la Wehrmacht en retraite, qui n'annihila pas l'aspiration nationale de toute une partie de la population lettonne nostalgique de l'indépendance perdue, qui resurgira avec force quatre décennies plus tard lors de la crise qui entraînera la dislocation de l'Union Soviétique, les Républiques baltes – dont la Lettonie étant les premières à proclamer leur indépendance, qui pour la Lettonie interviendra le 4 mai 1990 et ne deviendra effective, après des affrontements sanglants à Riga avec les forces de sécurité soviétiques en janvier 1991 et la dissolution de l'Union Soviétique, qu'à la fin 1991.

Après un intérim d'Anatolijs Gorbunovs, le nouveau chef d'Etat Letton, élu en 1993, sera Guntis Ulmanis, membre de l'Union des Paysans et petit-neveu de l'ancien dictateur d'avant 1940. La politique suivie par le nouveau président et ses successeurs sera résolument libérale en économie et pro-occidentale sur le plan politique : la Lettonie adhéra le 2 avril 2004 à l'OTAN et le 1<sup>er</sup> mai 2004 à l'Union Européenne.

### LES ANCIENS SS PARADENT

Sur le plan intérieur, la minorité russe, immigrée massivement pendant la période soviétique dans le cadre de sa politique d'industrialisation, assimilée au pouvoir soviétique qualifié d'occupation, représentant au moment de l'indépendance 41% de la population totale, va être discriminée, la nationalité lettonne n'étant accordée qu'aux russophones ayant une bonne connaissance de la langue lettonne. Quant au Parti communiste letton, il sera interdit à l'indépendance, son dirigeant emprisonné.

À contrario, l'on assistera au retour en Lettonie de survivants et descendants des nazis et fascistes lettons enfuis à l'Ouest en 1945, au retour sur la scène publique de rescapés des « Frères de la Forêt », qui vont être qualifiés de patriotes luttant pour l'indépendance lettonne, en «oubliant», les crimes de masse dont nombre d'entre eux se rendirent coupables au service des nazis. Ils seront mis à l'«honneur» !

Depuis 1998 a lieu à Riga, tous les 16 mars, anniversaire d'une bataille lors de laquelle s'«illustrèrent» les Waffen-SS lettons contre l'Armée rouge, a lieu, encadrée par des policiers, une Marche au Monument de la Liberté de 1 000 à 2 000 vétérans des divisions SS lettones, arborant croix gammées et décorations nazies...

# 16<sup>e</sup> STAGE NATIONAL DE L'ANACR



Les intervenants : de gauche à droite, Pierre Chevalier, Georges Duffau-Epstein, Charles Riondet, Bernard Néplaz, Jacques Varin



Le 16<sup>e</sup> Stage national de formation de l'ANACR s'est tenu du 31 mai au 2 juin 2019 à l'Auberge de Saint-Denis, un équipement conjuguant salles de conférence, de restauration et hébergements, où depuis seize ans se déroulent les stages de l'ANACR. Y participèrent Huguette CHABAN (Seine-Saint-Denis), Marie-Jo de la CRUZ (Hautes-Pyrénées), Jean-Luc DODEMAND (Seine-Saint-Denis), Robert FOREAU-FENIER (Aisne), Guy FREZOUL (Seine-Saint-Denis), Colette GAIDRY (Haute-Saône), Jean-Claude HERBILLON (Jura), Martine LAVIELLE (Gironde), Philippe LESIEUR (Yvelines), Thierry LORON (Haute-Savoie), Colette PALLARES (Libé-PTT), Jean-Claude POULAIN (Aisne), Monique ROLLAND (Hautes-Pyrénées), Michèle SARCIA (Hautes-Pyrénées), Christiane TARDIF (Essonne), Christiane VARD (Vaucluse), Jacques VARIN (Paris).

Le stage fut ouvert vendredi 31 mai à 10 h 30 par Jacques VARIN, qui fit l'historique de la création de l'ANACR, rassemblant sur une base pluraliste tous les courants et formes de lutte de la Résistance. Il souligna le rôle joué dans la création et le développement de l'ANACR par Pierre Villon, Jacques Debu-Bridel et Charles Fournier-Bocquet, et évoqua les grandes batailles de l'ANACR contre le réarmement allemand, pour les Droits des Résistants, contre les résurgences du fascisme et pour l'instauration d'une Journée nationale de la Résistance, la création des Amis de la Résistance, avec leur rôle dans la pérennité de l'ANACR et de son action.

En début d'après-midi, Pierre CHEVALIER, membre du Bureau National de l'ANACR, docteur en histoire, évoqua notamment en ce 80<sup>e</sup> anniversaire de la Retirada, qui vit plusieurs centaines de milliers d'Espagnols fuir le franquisme et se réfugier en France, les conditions déplorables de l'accueil qui leur fut fait.

En seconde partie d'après-midi, Georges DUFFAU-EPSTEIN, Président de l'Association pour le souvenir des fusillés du Mont-Valérien et de l'Île-de-France, Président de l'Association des Amis du MRN retrace la formation des FTP-M.O.I., leur structure, leurs combats, leurs sacrifices.

Samedi matin, Serge WOLIKOW, Docteur en histoire, évoqua le Pacte germano-soviétique, le contexte ayant amené à sa signature, son contenu officiel et secret, sa portée, sa perception internationale, ses répercussions, ses conséquences, sa rupture.

Puis, en seconde partie de matinée, Charles RIONDET, Docteur en Histoire, auteur d'un ouvrage consacré au Comité Parisien de la Libération : rappelle les circonstances de sa formation, sa composition, son rôle pendant l'insurrection de Paris et après, son articulation avec le CNR.

Samedi après-midi, Bernard NEPLAZ, vice-président du Comité départemental ANACR de Haute-Savoie vint présenter l'action éditoriale du Comité, ayant publié une dizaine d'ouvrages sur la Résistance haut-savoiarde.

Et en seconde partie d'après-midi, Jacques VARIN retraça l'histoire de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entr'aide (UJRE), importante association de Résistance au sein de la communauté juive, ainsi que celle des structures qui l'ont précédée ou ont mené avec elle le même combat (« Solidarité », « Union de la Jeunesse Juive »-UJJ, « Mouvement National Contre le Racisme »-MNCR...).

Dimanche matin, après que Jacques VARIN a évoqué en conclusion du stage les biographies des Présidents et secrétaires généraux de l'Association des anciens FTPF et de l'ANACR qui lui a succédé en 1952, les stagiaires se sont rendus devant la stèle Jean-Moulin à Saint-Denis pour une cérémonie d'hommage au fondateur du CNR, ainsi que sur la sépulture d'Auguste Gillot, ancien membre du CNR et maire de Saint-Denis.

Un repas amical clôtura dimanche midi ces trois riches journées.

**Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération, celui d'Ami(e)s de la Résistance qui consacrèrent leurs efforts**

**à faire vivre la mémoire et les valeurs de la Résistance. La Direction Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.**

**Jean BLANCHON, Georges DUROU, Marcel PILLET (Libération Nationale PTT)**

Président d'honneur de Libération Nationale PTT, Jean Blanchon, disparu ce 1<sup>er</sup> mai 2019, naquit le 22 mai 1923 dans le village cévenol minier de Rochessadoule (Gard), dans la famille d'un mineur de charbon, qui se fera dans les années trente embaucher «aux chemins de fer». Ses parents ayant déménagé à Nîmes, il passera son adolescence et sa vie de jeune adulte dans cette ville, suivant des études à l'Ecole pratique. Quand viendra le temps difficile de la guerre et de l'Occupation allemande, il se cachera à Rochessadoule et à Marseille comme réfractaire au STO. À la libération du Sud de la France, Jean s'engage dans la 1<sup>re</sup> Armée Française commandée par de Lattre de Tassigny). La victoire acquise, il passera quelques temps en zone d'occupation française en Allemagne. En convalescence à Nîmes après un grave accident, il y rencontrera sa future épouse, Louise Deyna dite Louissette. À la fin de la guerre, il intègre comme élève-officier l'Ecole de Saint-Cyr-Coëtquidan, où l'on cherche un élève susceptible de faire la liaison avec le Ministère de la Guerre à Paris. Son objectif était aussi de revoir Louissette. À la fin de son engagement, il refusera de partir en Indochine où la France mène une guerre coloniale, du fait de ses idées politiques et aussi de son désir de retrouver son amour de jeunesse. Professionnellement, il entre aux PTT, effectuant la réparation des cabines téléphoniques. Jean et Louissette se marieront en septembre 1948. Il adhère au PCF et en 1952 à la CGT. Il exercera plusieurs responsabilités au sein de la Fédération CGT des PTT. En avril 1957, lors du XVI<sup>e</sup> congrès fédéral, il accéda à la commission exécutive fédérale, ainsi qu'au bureau fédéral. En octobre 1959, il est élu secrétaire général du syndicat CGT des Télécommunications de la Seine. En janvier 1979, Jean Blanchon fut réélu à la commission exécutive fédérale, fonction qu'il exercera jusqu'à son départ à la retraite en 1983. Parallèlement à son activité syndicale, Jean Blanchon milita à l'association des anciens combattants de la Résistance «Libération Nationale PTT-ANACR», dont il deviendra successivement secrétaire général et président. Soucieux de la transmission de la mémoire, il avait été l'initiateur en 1997 d'une exposition de 10 panneaux sur la Résistance. En 2005, il fut le maître d'œuvre du recensement de toutes les stèles et plaques commémoratives des centres et bureaux des services téléphoniques et télégraphiques de Paris et banlieue, photographiées et répertoriées dans une brochure éditée par l'Association. Jean Blanchon, élu au Conseil National de l'ANACR au congrès de Vichy en 1994, en deviendra membre honoraire en 2014 lors du congrès de Brive-la-Gaillarde, il était décoré de la Croix du Combattant Volontaire 1939-1945, et avait été fait Chevalier de l'Ordre National de Mérite en 1989.

Né le 2 mars 1924 en Dordogne, Georges Durou, jeune télégraphiste à Bordeaux, est arrêté en 1940 – il n'a que 16 ans – pour distribution de tracts communistes. Condamné à un an de prison, il sera interné au fort du Hâ à Bordeaux, puis au camp de Mérignac où il fut placé dans la baraque des otages. En 1942, Après trois tentatives d'évasion, il sera à nouveau renvoyé au fort du Hâ. Puis ce sera la déportation dans le transport (1 466 hommes)

parti de Compiègne le 24 janvier 1943 et qui arrivera le 25 janvier à Sachsenhausen, où il aura le matricule 58532. Ce même convoi du 24 janvier emmènera également 230 femmes qui seront dirigées vers Auschwitz ; immatriculées dans la série des «31 000», seules 49 reviendront de déportation. Georges Durou sera libéré par l'Armée Rouge en mai 1945, à l'âge de 21 ans. Par la suite militant politique au Parti communiste et syndical à la CGT, il sera aussi toute sa vie un militant de la mémoire et l'un des fondateurs de l'Institut d'Histoire Sociale d'Aquitaine, il fut Président de l'«Association du Souvenir des Familles des Fusillés de Souge». Marqué par l'épreuve de la Déportation, Georges va, à partir des années 2000, écrire un livre, édité en 2011, dans lequel il racontera sa vie : «*Mes printemps de barbelés*». Fidèle adhérent de «Libération Nationale PTT-ANACR», Georges Durou était membre de son Conseil d'administration.

Membre du Conseil d'Administration de «Libération Nationale PTT-ANACR», Marcel Pillet participa à la «Commission des Jeunes de Paris», il fut membre de la «Commission Ministérielle de la Jeunesse». Il eut durant de nombreuses années une activité syndicale importante au sein de la Fédération CGT des PTT, avec notamment la responsabilité des questions sociales. En 2002, il devint, avec Charles Sancet, l'un des deux secrétaires généraux adjoints de Libé-PTT aux côtés de Jean Blanchon ; ayant eu quelques problèmes de santé, il en resta membre du Conseil d'Administration.

**Marcel PEZ, Paul BARD (Drôme)**

Né le 14 septembre 1922 à Lemps, Marcel Pez fit ses études au collège Roumanille à Nyons, puis entra à l'Ecole Normale et devint instituteur à l'âge de 19 ans ; une vocation d'enseignant qui se poursuivra comme professeur de français et d'anglais, avant de devenir directeur d'établissement à Cléon d'Andran. Auparavant, il connut la guerre, le régime pétainiste, l'occupation allemande de la zone sud : à 21 ans, il fut – refusant pour cela un poste d'instituteur – réfractaire au service du Travail Obligatoire (STO) en Allemagne et passa à la clandestinité, caché dans la ferme de ses parents, à Lemps où s'installa un camp de Résistants ; que, commençant ainsi son action de résistance, Marcel Pez, – ayant été contacté par Lucien Dufour (futur «capitaine Paris» du maquis Morvan) – ravitailla pendant plusieurs mois, en collectant des denrées dans les fermes des alentours. Puis il participa à des stages de préparation militaire organisés par la Résistance locale, fera une formation d'infirmier et sera à ce titre intégré dans la 8<sup>e</sup> Cie du bataillon FTP du Commandant Morvan jusqu'au 15 août 1944, jour du débarquement en Provence. Il participera aux combats de Montclus, à la libération de Nyons, à la prise de La Bégude-de-Mazenc, de Grignan (22 août), de Valréas, de Taulignan, et le 28 août à la libération de Montélimar, où le bataillon «Morvan» défilera le 2 septembre 1944. Il sera démobilisé le 14 septembre, et reprendra sa carrière dans l'enseignement jusqu'à sa retraite en 1977. Soucieux de la transmission de la mémoire, il apportera son soutien à Mireille Monier-Lovie, Présidente des Ami(e)s de la Résistance puis du Comité départemental ANACR de la Drôme, disparue en 2017, dont

il était proche et dont son épouse, Annie Pez, prit la succession. Co-président de l'ANACR de la Drôme, Marcel Pez avait, le 25 avril 2015, à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire des Débarquements et de la Libération, été fait Chevalier de la Légion d'honneur.

Paul Bard, disparu à 95 ans le 5 janvier 2019, avait, alors âgé de 19 ans et demi, marié et père de famille, refusé de partir au S.T.O. et s'était «camouflé» dans une ferme à Charmes-sur-Herbasse. Après le débarquement du 6 juin 1944 en Normandie, une colonne allemande ravagera le 15 juin plusieurs localités – Saint-Donat, Chavannes, Ratières, Margès, Bren... – de cette région de la Drôme, y faisant une dizaine de victimes civiles, y commettant plusieurs dizaines de viols. Il parviendra à mettre son épouse et sa fille en sécurité, et rejoindra l'Armée Secrète (A.S.), sous les ordres du commandant Noir, alors que se multipliera au mois d'août les heurts très durs avec l'ennemi. A la Libération, Paul fait le choix de s'engager en janvier 1945 au régiment d'Afrique à Marseille et sera envoyé sur le Front des Poches de l'Atlantique encore tenues par les Allemands. Son engagement terminé en décembre 1945, il reprendra son activité à la boucherie familiale. Vice-président départemental de l'ANACR de la Drôme, il avait, lors d'une cérémonie à Tain-l'Hermitage, reçu dès le 11 septembre 1944 la Croix de Guerre des mains du colonel Jean-Pierre de Lassus de Saint-Geniès, chef départemental de F.F.I. de la Drôme.

**Jean-Robert LINDRON (Puy-de-Dôme, Zone 13)**

Né le 20 décembre 1923 à Teilhet, il sera en 1943 appelé aux Chantiers de Jeunesse à Courpière ; il s'en échappe le 17 juin 1943. Pour fuir le S.T.O., il rejoint le 20 juin le maquis du Groupe de parachutage d'Ayat-sur-Sioule. Il participe à diverses opérations pour fournir le Maquis (Véhicules, essence, chaussures, vêtements, ravitaillement), Jean-Robert (alias «lieutenant Robert», du «groupe Laurent») est adjoint du capitaine Lucien Lépine («Barbouille»). La mission «Freelance» fin avril 1944 décide la concentration des maquis au Mont-Mouchet. L'ordre n°1, signé par le colonel Gaspard le 8 mai 1944, donne le signal de l'opération. L'attaque des GMR le 16 mai au Hameau de «la Forêt» n'empêche pas le départ pour le Mont Mouchet, le jour suivant. Après la guerre, il fait carrière dans l'Education nationale comme instituteur, principal de collège, proviseur de lycée. Il devient maire de Pontgibaud. A la retraite, il s'installe à Ayat-sur-Sioule, dont il deviendra maire. Jean-Robert Lindron, ancien Président du Comité d'Union de la Résistance Auvergne (CODURA), co-président de la Zone 13, était Chevalier de l'Ordre des Palmes académiques et Officier de l'Ordre de la Légion d'honneur.

**Armand BOUCHETTEL, Jean CHEZE, Claude GAUTHIER, Anna BORIE, Jean VIACROZE, Antoine DOUCEUR, Angèle PORTE, (Corrèze)**

Né en 1929 dans une famille paysanne du moyen plateau corrézien, Armand Bouchettel était fils de Pierre Bouchettel, organisateur des premiers groupes de communistes pourchassés par le gouvernement de Vichy et accueillis dans des fermes amies (dès la fin de 1940) ; et qui devinrent ensuite (début 1943) les pre-

miers «maquis» FTP du sous-secteur B. La ferme de Pierre Boucheteil (à Saint-Mexant) devint le P.C. du sous-secteur (camp de maquis de Moulzat à Chanteix). Louise Boucheteil, sœur d'Armand, fut un agent de liaison émérite. Arrêtée chez elle, emprisonnée et torturée par la Gestapo à Tulle, elle ne parla pas et fut libérée par les maquis lors de l'attaque des 7 et 8 juin à Tulle. Cet épisode terrible de l'histoire familiale avait beaucoup marqué Armand. Bien que très jeune, il s'était vu confier par son père, en 1944 le transport de plis de Saint-Mexant à Tulle. Après une carrière à l'Education Nationale loin de la Corrèze, il eut à cœur de devenir le passeur de mémoire de l'histoire de la Résistance familiale et aussi de celle des paysans des communes rurales. Son engagement pour la mémoire de la Résistance au sein de l'ANACR devint une occupation majeure de sa retraite à Saint-Clément. Longtemps membre du Conseil Départemental de l'ANACR et Président du Comité Intercommunal de Saint-Mexant, il a largement contribué à faire en sorte que les Amis de la Résistance deviennent, après les Résistants, les passeurs de mémoire. Il avait souhaité que le Comité local soit intercommunal : très belle idée car il est ainsi à l'image de ce qu'avait été la Résistance sur ce plateau, en tissant des liens d'amitié et de fraternité entre ses membres qui perdurent. Il avait convaincu tous les Maires de s'associer à l'action de mémoire et d'histoire de l'ANACR, ce qui reste encore le cas actuellement. Ses visites aux adhérents lors de la remise des cartes, son dynamisme, sa capacité à animer les assemblées générales du comité Intercommunal sont gravés dans la mémoire des Résistants et Amis(e)s de la Résistance. Il a contribué à faire de ce Comité un des tous premiers du département et jusqu'au bout, malgré une santé dégradée, il s'est soucié de devenir du Comité et de la pérennité de l'ANACR-Corrèze.

Disparu à 93 ans, Jean Chèze rejoignit à 18 ans la soixantaine de jeunes de son âge regroupés au sein de la 2365<sup>e</sup> Cie FTP de Chamboulive, sous la responsabilité de Pierrot Malagnoux et de Pierrot Doucet ; compagnie qui avait vu le jour dès 1942 pour épauler les actions en cours de groupes de Résistance de la commune, et qui participera à l'attaque de Tulle et au harcèlement de la *Das Reich* sur la Nationale 120.

Claude Gauthier, né dans la commune d'Orgnac au hameau de Rouffignac, est adolescent quand éclate la Guerre. Fin 1943, les Résistants du Groupe Jean-Robert se cachent dans les bois du Vaysse tout proche et peuvent compter sur les familles de légaux pour les ravitailler, leur apporter aide et réconfort. Mais, les repréailles de la milice vichyste et des nazis s'exercent, impitoyables : plusieurs familles d'Orgnac sont durement touchées (pillages, passages à tabac, exécutions sommaires...). La famille Gauthier n'est pas épargnée : la mère, le père, le fils sont violemment frappés ; le père, arrêté le 17 juin, le fils, Claude, le sera le 23. Interné à Brive à l'hôtel Terminus (siège de la Gestapo), il est ensuite acheminé en train vers une destination inconnue avec quatre-vingt autres camarades. Le 14 juillet, c'est l'arrivée au camp de Dachau, plus tard ce sera la libération de ces déportés. Claude Gauthier faisait partie du comité A.N.A.C.R. du secteur d'Objat depuis sa création en 1976, comme membre du bureau, puis président, succédant à Pierre Guérin. Il était Président d'honneur.

Née en 1915 à Broussouloux commune de Bugeat, Anna Borie, disparue à 104 ans, était une des rares femmes du canton à être titulaire de la carte du combattant au titre de la Résis-

tance. Joseph, son époux, coiffeur, appartenait aux F.T.P. avec le grade de lieutenant. Leur maison de Bugeat a servi de plaque tournante pour l'hébergement de clandestins de passage. Anna Borie fut incorporée à la compagnie FTP statique 2315 de Bugeat, chargée notamment d'organiser le service sanitaire des combattants malades ou blessés. Mère de 4 enfants, elle leur assura, malgré les contraintes de son engagement, l'essentiel. La peur était aussi présente : Le 6 avril 1944, un détachement de la «division Brehmer» encercla Bugeat. Peu après, des SS se saisirent de quatre habitants de l'Echameil qu'ils assassinèrent. Ce même jour, les Allemands arrêtèrent une douzaine de femmes et enfants juifs ayant trouvé refuge dans le pays, ainsi que Chaim Rozent, jeune musicien juif polonais travaillant comme garçon coiffeur chez Joseph et Anna Borie, et qui, ayant refusé de parler, sera assassiné sur la route de Limoges, à la sortie de Lacelle.

Né le 11 juillet 1914 à Excideuil, Jean Viacroze a 30 ans en 1944. Dès 1932, à 18 ans, antifasciste, il avait adhéré au mouvement *Amsterdam-Pleyel*, il participera à l'accueil en France des antifascistes italiens et des Républicains espagnols, suite au soulèvement des Asturies. Exerçant la profession de coiffeur, réquisitionné à l'Usine de la Marque à Tulle, engagé dans la Résistance, il sera responsable de la C.G.T. clandestine au côté de Guy Georges. Le 8 juin 1944, tentant de rejoindre des camarades FTP au pont de la Prade, il fut arrêté par les Allemands. Le 9 juin, il est transféré le 10 juin à Limoges, puis Poitiers et Compiègne. Rescapé du train de la mort du 2 juillet 1944, il arrive à Dachau où, avec le matricule 77499, il sera muté au *bloc expériences* (opérations sans anesthésie). Classé, comme tous ceux du 9 juin, comme déporté-esclave, il est envoyé ensuite, au camp de Fichhorn, près de Zellendze dans le Tyrol autrichien, pour des travaux de terrassement puis au col du Brenner, seul français dans un Kommando de 40 personnes, affectées à la construction d'un barrage. Libéré le 1<sup>er</sup> mai 1945 à Neustift et Vulpmas (Autriche), il sera recueilli par des résistants autrichiens et rejoindra Innsbruck, la Suisse et Tulle, le 17 mai 1945.

Né le 22 décembre 1922, Antoine Douceur, réfractaire au STO, s'engage en mai 1943 dans la Résistance sous le nom de «Tony» au sein du Front National Sud Vierzonnais, Groupe Armé F.T.P.F du Cher, Bataillon «Henriette Dumuin» 1<sup>er</sup> R.P.B de la Compagnie Wolfier. Il recherche les réfractaires pour les faire s'engager dans la Résistance, participe à la réception de plusieurs parachutages d'armes et de munitions, à la bataille de Bellefiolle, près de Saint-Hilaire-de-Court, et participera aussi à la libération de Vierzon. Démobilisé en octobre 1944, très attaché aux valeurs de la Résistance, membre du Comité d'Allasac de l'ANACR, il était titulaire de la carte du Combattant 39-45.

Angèle Suzanne Valentine Porte, disparue le 20 février 2019, était née le 22 octobre 1923 au Moulin de Chassagne. En 1939, lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale, elle a 16 ans et s'engage ainsi très jeune dans la Résistance au côté de son père et des FTP. Le moulin de Chassagne était un lieu où les Résistants étaient accueillis et aidés. Lors d'une perquisition de l'armée allemande dans la maison familiale, leurs vies n'avaient tenu qu'à un fil, car dans la grange un Résistant blessé était caché dans la paille. De courage, Suzanne n'en manquait pas quand il fallait porter des messages aux divers camps de maquis car elle était agent de liaison des FTP. Le 24 avril 1945 elle épousa Francisco Gon-

zales, réfugié politique de la guerre d'Espagne, qui avait connu les camps de réfugiés d'Argelès-sur-Mer et, après divers périples à travers la France, était arrivé à Palisse où il rencontra Suzanne, partageant les mêmes idéaux et luttant pour ne pas vivre sous le joug du nazisme. Avec Suzanne Porte disparaît la dernière figure de la Résistance de Palisse. En 2011, elle reçut le diplôme d'honneur des combattants de l'armée française, distinction amplement méritée pour des actions qui auraient mérité plus.

## Lucien RAVONEL (Haute-Savoie)

Lucien Ravonel aurait eu 94 ans le 21 mars dernier et avait 14 ans quand débuta la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale. Bien qu'il n'ait pas entendu l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle, il tentera à l'automne 1941 de rejoindre la France libre en passant par l'Espagne. Arrêté au poste-frontière de Cerbère, il fut conduit à Perpignan dans un Centre de rééducation disciplinaire : un vieux château qui accueillait 80 jeunes environ ayant subi le même sort et en attente de jugement. Des projets d'évasion seront contrecarrés par une convocation devant le tribunal de Céret qui y mit fin. Acquitté, Lucien regagna la maison natale avec injonction à sa mère de «veiller à ce qu'il se tienne tranquille». Employé à la tuilerie de Bons, il rencontra Marcel Layat, avec lequel il s'engagea au sein des F.T.P. sédentaires de Bons, sous les ordres de Rion alias «Matteau». La nuit était propice aux actions de sabotage (lignes téléphoniques coupées...). Le 10 juin 1944, Lucien, avec Marcel Layat et Robert Mérandon, gagna la Montagne des Voirons : ils seront logés dans les locaux d'hébergement de jeunes Parisiens convalescents. Ils y arrivent chacun avec leur armement (une mitraillette trois chargeurs et deux grenades), issu du parachutage réussi de Saint-Didier annoncé par la BBC par le message «*les bégonias fleuriront sur la terrasse*». Ils sont bientôt près de 350 à la Cova. Une telle concentration, contraire aux règles de la Guérilla, étant dangereuse, l'état-major FTP décida de déplacer deux compagnies, la 93-16 et la 93-20, dans le secteur de Cluses. La 93-16, sous les ordres du douanier Vaisset alias «Frédéric», aux Carroz d'Araches, tandis que Lucien et son camarade Alexandre Paroisse, sous les ordres du douanier Bourgeois dit Rigadin, chef de la 93-20, seront envoyés à Plaine Joux au pied de la pointe de Miribel, dans deux chalets encore visibles. De là, ils participeront au grand parachutage du 1<sup>er</sup> août 44 comme «plastron» (protection) sur la route de Saint-Pierre-en-Faucigny à Saint-Jean-de-Sixt, afin d'interdire l'accès du plateau aux troupes d'occupation. Et c'est encore de là que Lucien et ses camarades vont participer aux multiples combats qui conduiront à la libération de Cluses. Un temps lancé à la poursuite des fuyards dans le secteur du Giffre-Saint-Jeoire, Lucien avec sa compagnie prit la route du retour en direction de Bonneville pour regagner leur position initiale. Peu de temps s'écoula avant qu'un ordre conduise des volontaires de la 93-20 en direction du Fort l'Ecluse, encore occupé par les Allemands. Mais, la garnison allemande ayant quitté les lieux dans la nuit du 21 août, le convoi fut stoppé et fit demi-tour. Le repos fut de courte durée, l'ordre étant donné à 8 compagnies F.T.P. de Haute-Savoie de rejoindre la Combe de Savoie pour participer aux combats libérateurs de la Tarentaise et de la Maurienne. Il souscrivit un engagement dans l'aviation pour la durée de la Guerre. La France libérée, il retournera à la vie civile, regrettant de ne pas avoir eu sa carte d'Ancien combattant du fait de sa nationalité suisse d'origine.

Je fais des recherches historiques personnelle sur le maquis creusois en m'interrogeant sur la possibilité qu'un comité de l'ANACR ait des dossiers individuels des résistants (détaillant leurs parcours, leurs actions pendant la guerre, etc...). Je cherche des détails sur le parcours d'un ancien membre creusois de l'ANACR, M. GAZONNAUD René (né à Saint-Priest-la-Plaine en 1915 et décédé en 2011). Je n'ai trouvé aucune trace le concernant au Service Historique de la Défense (SHD). Si quelqu'un avait des informations sur lui, pourrait-il me les communiquer ? Merci d'avance pour toute aide.

Contacteur Yoann LOIRAUD  
Tél : 06 47 08 54 20  
Email : [y.loiraud@laposte.net](mailto:y.loiraud@laposte.net)

\*\*\*

Je cherche des renseignements sur un cousin de ma mère, Marcel FELIZARD, né le 19 janvier 1920 à Sainte-Hélène-sur-Isère (73460), fils de Léon Félizard et de Suzanne Félizard, née Girard. Marcel est devenu policier et a été affecté à Lyon où, parallèlement à son activité professionnelle, il a rejoint la Résistance. En 1943, sa famille a perdu tout contact avec lui et n'a plus – malgré de nombreuses recherches – jamais entendu parler de lui, ni pu faire la lumière sur son sort. La seule chose qu'il ait dite à sa mère avant de partir était qu'il avait rejoint la Résistance et il a acheté une concession funéraire à perpétuité pour sa famille.

Nous avons découvert que Marcel avait fait partie du convoi I.234 du 29 juin 1944, au départ de Lyon. Arrivé à Dachau le 2 juillet 1944 il a été transféré au camp de Flossenbourg le 21 juillet de cette même année avant d'être ensuite envoyé à Leitmeritz où il a dû certainement trouver la mort. Son numéro de prisonnier était le numéro 75860.

Deux interrogations : qu'a-t-il fait entre l'été 1943 et le 29 juin 1944 ? J'ai pensé au Maquis des Glières mais, après recherches, je crois qu'il n'a pas fait partie de ce groupe d'infortunés maquisards.

L'autre question tourne bien sûr autour de sa disparition. Qu'est-il devenu ? Nous faisons des démarches pour que sur son avis de décès soit portée la mention : Mort en déportation.

Merci d'avance à qui pourrait m'aider.  
Contacteur Nelly SAIKI  
E-mail : [ksaiki1@wi.rr.com](mailto:ksaiki1@wi.rr.com)

\*\*\*

Merci de m'aider à trouver des renseignements sur ma grand-mère, Léontine Joséphine GISCLON, née le 14 mars 1900 à Gentilly et morte en déportation le 11 décembre 1944 à Bergen-Belsen, ainsi que sur ma mère, Paulette COURTY, sa fille, née le 1<sup>er</sup> juillet 1926 à Saint-Martin-sur-Ouanne, déportée en 1944, ainsi que sur le compagnon de ma grand-mère, Germain LACOSTE, qui ont été arrêtés le 5 décembre 1943. J'aimerais avoir aussi des informations sur mes oncles François et Jean-Louis COURTY, ainsi que sur mon père, Marcel Lucien HEROUART, né le 29 octobre 1919 à Treigny, sur mes oncles Rémy et Roland HEROUART.

Contacteur Martine Elisabeth LEMOULE  
59, rue André-Vildieu

89580 - COULANGES-LA-VINEUSE  
Tél. : 03 86 42 24 87. Port. : 07 69 35 07 83  
Email : [lemoulemartine@yahoo.fr](mailto:lemoulemartine@yahoo.fr)

\*\*\*

Nous faisons des recherches sur le parcours résistant de notre grand-père Antoine Claudius FAY, dit «le Doux», né le 25 septembre 1911 à Terrenoire (commune de 42000-Saint-Etienne), ouvrier métallurgiste, «usineur», demeurant en dernier lieu, 2 rue de Montbrison à Saint-Étienne, arrêté par la Gestapo le 1<sup>er</sup> décembre 1943 à Saint-Etienne pour activité terroriste et acte de franc-tireur, et interné à la forteresse de Montluc.

Jugé par le Tribunal militaire allemand de la Zone Sud à Lyon et condamné à mort le 7 janvier 1944. Il fut fusillé sur le stand de tir du terrain militaire de la Doua (Villeurbanne, Rhône). Son corps fut retrouvé après la guerre dans le charnier de la Doua, et identifié par son frère Jean-Baptiste FAY le 15 septembre 1945.

Nous cherchons des renseignements complémentaires sur lui et sur son réseau, ou sur la structure clandestine à laquelle il appartenait (nom, autres membres...), sur les conditions de son arrestation (lieu exact, éventuelle dénonciation, rapports d'interrogatoire...), relations des séances du tribunal militaire allemand, photos du type «identité», etc.

Nous recherchons aussi des renseignements sur le parcours résistant de notre autre grand-père, Jean CHEVILLARD, né en 1906 à Saint-Etienne, y habitant à l'époque 34, rue de la Solaure, et qui fut aussi arrêté le 1<sup>er</sup> décembre 1943, sur son lieu de travail.

Contacteur Michel CHEVILLARD  
35, avenue de la Rochetaillée, Bat. C2  
42100-SAINT-ETIENNE

\*\*\*

Je suis à la recherche d'informations à propos du réseau de Résistance du Musée de l'Homme et plus spécifiquement des femmes qui en faisaient partie (par exemple comme Sylvette LELEU ou Jeannine LEFEBVRE). Je suis aussi à la recherche d'informations à propos d'un procès ou du moins d'une arrestation qui se serait produite à Loos-lès-Lille le 11 juillet 1942. Merci d'avance

Contacteur Célia KERHERVE  
chemin de la gare 02880- MARGIVAL  
Email : [celia.kerherve@orange.fr](mailto:celia.kerherve@orange.fr)

\*\*\*

Recherche informations sur l'activité de résistant du docteur Charles MARX, combattant luxembourgeois dans la Résistance française, où il aurait (semble-t-il) également exercé des fonctions de coordination médicale, avant de devenir ministre (communiste) de la santé du Grand-duché de Luxembourg après la libération. Il est décédé en France (avec sa famille) le 13.6.1946 dans un «accident» de la circulation

Contacteur Giulio-Enrico PISANI  
ave. Gaston Diderich,  
L-1420 LUXEMBOURG (Luxembourg)  
Tél.00352.440162.  
E-mail : [giulio.pisani@internet.lu](mailto:giulio.pisani@internet.lu)

\*\*\*

Membre de l'Association «Renaissance et culture» de Longjumeau (91), je recherche

tous documents concernant le centre de Résistance «La tour prend garde» de Saulx-les-Chartreux, lequel a sauvé 13 aviateurs anglais et américains (entre autres). Merci d'avance.

Contacteur Jean VALIN  
6 chemin vers le Moulin.  
91160-CHAMPLAN  
Tél. : 01 64 48 88 88  
E-mail : [jean.valin@gmail.com](mailto:jean.valin@gmail.com)

\*\*\*

Je recherche des informations sur François – ou Francis – SEMET, qui était Résistant et adhèrent à l'ANACR. Il est décédé en 2005 à Roanne. Je sais qu'il devait être actif sur le maquis de Cluny, mais je n'arrive pas à trouver des informations sur lui... Qui pourrait en donner ?

Contacteur Elodie PERRIER  
E-mail : [xelodie42@gmail.com](mailto:xelodie42@gmail.com)

\*\*\*

Je fais une recherche sur un ancien Résistant qui n'est pas fiché au SHD GR16P, André Marcel CHATEAU, né le 19 juin 1923 à Rimogne, dans les Ardennes. Plusieurs documents prouvent qu'il était Résistant pour le groupe «Nantes sud», mais je recherche des informations supplémentaires pour la famille qui n'a que très peu d'éléments.

Contacteur Fabien ROUBERTY  
46 rue des Fourmis 10190-CHENNEGY  
Tél : 06 58 36 40 41.  
Email : [frouberty@live.fr](mailto:frouberty@live.fr)

\*\*\*

Je recherche un livre publié par l'ANACR et l'«Association ensemble pour la paix» d'Orthez «Mes années en enfer» d'André Izaquirre, déporté à Sachsenhausen, livre publié en 2014...

Contacteur Bruno SANZ-27 rue du 19 mars 1962  
Tél : 05 59 74 73 40. Port. : 06 76 09 57 97  
Email : [sanz.b@orange.fr](mailto:sanz.b@orange.fr)

\*\*\*

Mon père, Martino Martini, était membre du groupe Manouchian. Je voulais savoir si vous aviez des documents et s'il était possible d'avoir son casier judiciaire. J'aimerais aussi celle de ma mère Louise GRANDJEAN. Tous les deux ont été arrêtés et torturés en 1941. Merci.

Contacteur Fernando MARTINI  
via Privata Oliveta 41 a/14  
RAPALLO 16035  
Tél : 0039 335 5885356  
Email : [fernandomartini51@yahoo.it](mailto:fernandomartini51@yahoo.it)

\*\*\*

Mon oncle, Bernard KOOLMAN a été curé dans les Yvelines. Pendant la guerre il fut arrêté par la Gestapo et déporté à Natzweiler puis à Dachau, où il fut libéré par les Américains. Après la guerre, il avait un document officiel du gouvernement français ; donc je suppose qu'il était ancien combattant, mais je n'en suis pas sûr.

J'essaie de reconstruire un peu sa vie. Qui pourrait m'aider dans mes efforts, me donner des renseignements ou me dire où en trouver ? Merci d'avance.

Contacteur Patrick WIERCX,  
Eindhoven, Pays-Bas  
E-mail : [p.wiercx@ed.nl](mailto:p.wiercx@ed.nl)

## MEMORIAL DES FUSILLÉS EN PAYS D'AIX

pendant la Seconde Guerre mondiale  
Par Robert Mencherini

La Seconde Guerre mondiale fut certes, comme celles qui la précédèrent, l'affrontement des forces armées des pays belligérants mais elle multiplia les crimes de guerre, non seulement contre les militaires faits prisonniers, mais aussi contre les civils pris délibérément comme cibles, martyrisés, exterminés tels les Juifs et les Tziganes en Europe par les nazis ; les pays occupés, dont l'indépendance est bafouée, étant soumis à un joug impitoyable et mis en coupe réglée affamant les populations.

Ces crimes de guerre contre les civils, ces politiques de barbarie génocidaire, vont susciter au fil des mois et des ans, dans les populations civiles, un engagement grandissant dans la Résistance à l'oppression, à la barbarie, pour la libération de la patrie ; l'occupant nazi ou fasciste y répondant par une féroce répression.

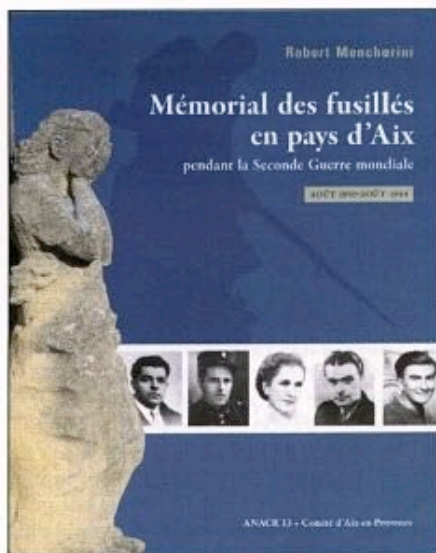
Ce sera le cas en France, ce sera le cas du pays d'Aix, qui fut une terre de Résistance, mais aussi une terre de martyres, auxquels le Comité d'Aix-en-Provence de l'ANACR rend hommage par ce livre-mémorial.

C'est à un historien spécialiste de la Résistance, et plus particulièrement dans la Région provençale, Robert Mencherini, professeur honoraire des universités, enseignant-chercheur rattaché au laboratoire TELEMME de la MSH, membre des Conseils d'administration et scientifique du camp des Mille, Président des Amis du Musée de la Résistance en ligne en PACA et auteur de nombreux travaux historiques sur la Résistance et le mouvement ouvrier dans les Bouches-du-Rhône, que le Comité ANACR du Pays d'Aix, auquel il appartient, a confié la réalisation de l'ouvrage.

L'auteur a séquencé chronologiquement en quatre parties - dans lesquelles se répartissent les biographies de celles et ceux qui en furent, dans les 36 communes du Pays d'Aix, des actrices et acteurs jusqu'au sacrifice de leur vie - les événements de la période ; les trois dernières allant de juin 1944 à août 1944, c'est-à-dire de l'insurrection nationale, qui s'étend à travers la France, à la libération de la Provence, après le débarquement allié sur ses côtes le 15 août.

Quant à la première partie, elle évoque «le Pays d'Aix, de l'été 1940 à la fin août 1944», c'est-à-dire ce qu'à représenté la mise en place du régime pétainiste avec la suppression des libertés démocratiques, la suppression des Assemblées élues, les mesures répressives contre les organisations démocratiques, (associatives, syndicales et politiques), le culte du Maréchal, la politique raciste antisémite et anti-Tziganes, la multiplication des camps d'internement.

Puis, après la prise de contrôle le 11 novembre 1942 de la zone Sud par les Allemands et les Italiens, la répression s'accroît, avec le rôle de la Gestapo et de l'OVRA (jusqu'à l'automne 1943), le secrétaire



de la Bourse du Travail d'Aix est fusillé en septembre 1943.

Dans ce contexte est très tôt apparue puis s'est ensuite développée la Résistance, dans sa diversité sociologique et idéologique, de mouvements et formes de lutte ici retracées.

Aux titres évocateurs - «Juin 1944, maquis et massacres», «Des maquis de juin 1944 au débarquement d'août 1944», «Du débarquement de Provence à la Libération» - les trois parties consacrées à la période de l'insurrection, du débarquement en Provence et de la Libération forment l'essentiel - 80 pages - de l'ouvrage.

Le nécessaire rappel historique des événements, les très nombreuses illustrations (de lieux de maquis, de combats, de monuments et stèles) et les plus de 160 biographies des martyrs victimes de massacres ou tombés lors des combats de la Libération, souvent accompagnées de photos, font de ce livre un document désormais incontournable pour la connaissance de la Résistance en Pays d'Aix.

**MEMORIAL DES FUSILLÉS EN PAYS D'AIX pendant la Seconde Guerre mondiale**, par ROBERT MENCHERINI, Préfates de Mme le maire d'Aix-en-Provence et de Pierre Gabert, professeur honoraire de l'Université d'Aix-Marseille, Résistant, et avant-propos de Marie-Thérèse Claverie, Présidente du Comité ANACR, 112 pages. Edité par l'ANACR-13, Comité local d'Aix-en-Provence, Maison du Combattant, 44 rue Célony, 13100 - Aix-en-Provence. 15 €.

### PLAQUE-SOUVENIR

(rappelle l'appartenance à la Résistance et à l'ANACR)  
Contacter STRATI - LUX, Gilles OPPIZI  
11, lotissement Pré Colin, Chalet le Boréon 01460- PORT  
Tél : 06 08 99 46 60 ou 04 74 76 14 77 (de 12 à 14 h)  
E-mail : contact@stratilux.fr - site : http://www.stratilux.fr

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n°s par an, 15 €)

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 15 €  
à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS

## 75<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU CNR



**JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)**

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

**CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE**

*repères pour aborder la Résistance*



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€

Par 50 : 2,5€ l'exemplaire

Par 100 : 2€ l'exemplaire

à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

## LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

**FRANCE D'ABORD** Rédaction - Administration  
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Pierre MARTIN

**REDACTION - ADMINISTRATION**

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S

e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

### ABONNEMENTS

France .....	15 €
Etranger .....	17 €
Abonnement de soutien .....	30 €
Le numéro .....	4 €

### CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD

Le gérant : Charles SANCET

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0521A06405

Imprimerie Multi Incofoto

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris

Tél. : 01.40.03.96.60